TOME XXI N° 2 | *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 AVRIL 1925.

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

La guerre aux riches en 1793 et le conventionnel Javogues

Le déchaînement des colères populaires contre les riches était, sous le règne de l'assignat, une conséquence forcée de l'avilissement du papier-monnaie et de l'augmentation constante dans le coût des choses, particulièrement des subsistances, qu'entraînait cette dépréciation. A ce peuple « affaissé sous le poids du besoin », exaspéré de la cherté toujours croissante de la vie, on ne disait pas, ou on ne disait guère, que cette cherté n'était que l'effet, ou, pour mieux dire, l'expression même de la dévalorisation d'un papier émis avec excès : on préférait lui dire que ses souffrances provenaient d'un système d'accaparement pratiqué par les riches, « durs et impitoyables à leur ordinaire », de leurs manœuvres coupables pour avilir la monnaie révolutionnaire, de leur aristocratie et de leur incivisme, et comme de telles inculpations plaisent à la mentalité populaire, à qui il faut des traîtres et des coupables lorsque les choses ne vont pas bien, il n'était pas difficile d'inculquer profondément dans les esprits l'idée que le peuple était persécuté et que les riches étaient ses persécuteurs. Les raisons d'ailleurs ont-elles jamais manqué aux

démagogues qui flattent les plus puissants instincts des masses en leur parlant de « prendre l'argent où il est? » Et n'est-il pas évident que la richesse est, par elle-même, une faute contre l'égalité et que, par conséquent, comme l'écrit Prudhomme dans les *Révolutions de Paris*, « il est nécessaire d'opérer un rapprochement dans les fortunes qui détruise le principe vicieux de la prépondérance du riche sur le pauvre... (d'autant plus) que tous les hommes à superflu doivent être, dans un temps de révolution, regardés comme ennemis secrets ou déclarés du gouvernement populaire? » Poussant ce principe jusqu'à ses dernières conséquences, la section des Quatre Nations propose à la Convention, le 5 avril 1793, une conscription des fortunes qui les réduise toutes, du moins comme mesure révolutionnaire et momentanée, à 10 000 livres. « Les riches, par leur insouciance, leur perfidie, leur insensibilité, ont attiré sur nous le fléau destructeur de la guerre ; ils doivent donc en payer les frais. »

En pratique, on ne va pas si loin, mais on va fort loin, et sous toutes les formes, à tous les propos, pour tous les motifs, une attaque en règle se dirige contre la fortune ou plutôt contre ce qui, jadis, avait été la fortune. Les vivres étaient rares et chers : aux riches de fournir la différence entre le coût des subsistances et les faibles moyens de la « respectable sans-culotterie (1) » et Paris, bien d'autres villes aussi, de lever sur eux force impositions extraordinaires et progressives pour maintenir le pain au-dessous de son prix de revient. Aux riches de fournir la subsistance et l'entretien des patriotes qui se sont levés pour la défense de la patrie : aux riches aussi de faire vivre les sans-culottes qui sont restés dans leurs foyers et qui manquent de travail. Bref, il faut, disent Saint-Just et Lebas, « démanteler » les riches pour nourrir, vêtir et entretenir les pauvres.

Toute la question est de trouver le meilleur procédé à employer pour parvenir à cette fin. On cherche, pendant tout le printemps de 1793, à la Commune de Paris et dans les départements, à la Convention. Quantité de propositions sont faites, discutées, soutenues, abandonnées ; on finit par se rallier à l'idée d'un emprunt forcé d'un milliard, mais en remettant à plus tard la détermination des modes d'application. Ces modes ne furent fixés que plus de trois

(1) Pétition des sans-culottes de Sedan, 31 mars 1793.

mois après, par la loi du 3 septembre 1793, qui soumettait à des retenues progressives tous les revenus taxables jusqu'à 9 000 livres et, à partir de 9 000, les absorbait entièrement pour l'emprunt, de telle sorte, par exemple, qu'un revenu imposable de 10 000 livres était réduit à 4 500, et un autre de 100 000 également à 4 500, ce que le futur ministre Ramel appelait dans son rapport « ramener par des voies douces au niveau de l'égalité les fortunes qui en sont sorties ». Mais, si formidable qu'elle fût, cette machine de guerre braquée contre les riches exigeait des recherches, des délais, des lenteurs : elle était difficile à manier, et, en effet, le rendement en fut lent et pénible, extrêmement inférieur au milliard souhaité. Et puis, au fond, des taxes réglées par une loi quelconque n'étaient pas ce qui convenait à l'état d'esprit du moment. Des taxes édictées par le seul caprice, directement signifiées à ceux que l'on veut atteindre, frappant le ci-devant riche en proportion de sa fortune et aussi de son incivisme, des taxes mettant le maître d'autrefois à la discrétion des maîtres du jour, des taxes de vengeance, des taxes humiliant sa fierté et punissant son égoïsme, voilà ce qui convient, voilà le vrai moyen de réaliser le programme qu'a formulé Billaud-Varenne aux Jacobins : « restituer enfin cette race de Sardanapales à l'ordre de la nature ». Et voilà pourquoi l'établissement de taxes révolutionnaires fut une des principales occupations des représentants en mission. Par eux, par leurs délégués, par les sociétés populaires, par les administrations, etc., une véritable grêle de taxes révolutionnaires et extraordinaires s'abattit dans toute la France, pour achat de grains, pour équipement des défenseurs de la patrie, pour frais d'assistance, pour encouragement à des manufactures, pour soulagement de l'humanité souffrante, etc., sur les « riches » ; et jamais il ne fut plus question de riches qu'à cette époque où les riches d'autrefois étaient ou dispersés par l'émigration, ou ruinés par le discrédit du papier-monnaie, par l'anéantissement du commerce colonial, par l'arrêt de toutes les affaires, par les réquisitions, les préhensions, le maximum, et bientôt même par le bouleversement et le nouveau partage de successions déjà partagées. C'est Laplanche qui, dans le Cher et le Loir, frappe d'énormes taxes et écrit triomphalement à la Convention : « Jugez si je dois avoir des partisans parmi le peuple et si ces moyens révolutionnaires qui ne pèsent que sur les riches

sont faits pour conquérir tous les cœurs de la Convention » ; en Alsace, Milhaud, Saint-Just, Lebas ; à Montbéliard, Bernard de Saintes ; dans la Corrèze, Lanot ; dans la Dordogne, Roux-Fazillac ; dans l'Ain, Albitte ; dans la Nièvre, l'Allier et surtout le Rhône, Fouché, qui érige en principe « que la « République doit s'emparer de tout le superflu du riche pour « soulager ses concitoyens tourmentés par le fléau de l'indi- « gence » et que « ce moyen de salut public est aussi une « mesure de sûreté personnelle contre la juste indignation « du peuple qui ne peut plus tolérer l'excès de sa mi- « sère. »

Mais, parmi les nombreux représentants qui menèrent ainsi rude guerre contre les riches et firent à leurs dépens largesses aux sans-culottes, il en est un qui se distingue tout particulièrement par l'âpreté de ses invectives et l'outrance de ses déclamations : c'est ce Javogues, proconsul un instant de l'Ain, plus longtemps de la Loire, qui fut, vers les sources de ce fleuve, quelque peu le pendant de ce que fut Carrier vers son embouchure. Non pas que la « sanguinocratie » de Javogues (pour employer le mot à la mode en l'an III) puisse être égalée à celle de Carrier : les soixante-quatre condamnations capitales prononcées, sous lui, par les commissions qui se succédèrent à Feurs ne rappellent que de fort loin les sinistres exploits du bourreau de la Loire-Inférieure ; mais un état quasi permanent d'ivresse et de rage, une extrême violence de caractère et de langage, une sorte de folie furieuse, créent malheureusement entre ces deux hommes assez de ressemblance pour qu'un tel rapprochement soit justifié, et il n'est pas étonnant, en conséquence, qu'avec la tendance aujourd'hui si marquée à user d'une indulgence excessive, soit envers certains hommes, soit envers certaines choses de la Révolution, deux tentatives de réhabilitation se soient presque simultanément produites au profit de Javogues et de Carrier (1). Je voudrais montrer ici, à propos de ses déclamations contre les riches,

(1) Récemment était présentée à la Sorbonne — qui ne l'a d'ailleurs admise qu'avec force critiques et réserves — une thèse consacrée à l'impossible réhabilitation du dément sanguinaire que fut Carrier, et un descendant (du moins est-ce probable), de Javogues, M. Georges Javogues, consacrait à la mémoire de son ancêtre, dans les *Annales révolutionnaires* (1922, 1923 et 1924), quelques articles apologétiques où il a réussi sans doute à démontrer l'inexactitude de certaines imputations, mais non pas à établir qu'il y ait lieu de reviser ce procès.

quel homme fut le premier, et pourquoi, même abstraction faite de certaines imputations dont la vérité est difficile à établir ou dont la fausseté a été démontrée, son dossier reste néanmoins trop chargé pour que l'histoire ait à modifier le jugement sévère qu'elle a toujours porté sur lui.

Javogues était un exalté, un homme à la tête enfiévrée et aux nerfs surexcités, dont l'imagination malade enfantait des chimères, contre lesquelles il fonçait impétueusement, furieusement. Sincèrement peut-être il en était venu à se représenter ces riches, poursuivis et traqués de toutes parts, dépouillés, suspectés, comme des adversaires dangereux et perfides, contre lesquels tout était permis, contre lesquels il était nécessaire au salut de la Révolution d'user de représailles et d'exciter sans relâche les méfiances et les colères des patriotes. C'est cette idée qui inspire ses proclamations et ses arrêtés ; c'est cette idée sur laquelle il revient sans cesse, et qu'il exprime en un langage singulier, bourré de métaphores bizarres et de mots inattendus. A l'hyperbole ordinaire de cette époque s'ajoute dans le style de Javogues quelque chose d'exaspéré et de furibond qui n'appartient qu'à lui. Le discours qu'il prononça devant le peuple de Bourg le 21 frimaire an II, à l'éloge de Marat et contre les fédéralistes, qui avaient été un instant maîtres du département de l'Ain, offre un premier et curieux spécimen de cette éloquence *sui generis*.

Javogues à la Société des sans-culottes de Bourg, 21 frimaire an II

Les administrations du département de l'Ain ne se sont servies de la confiance que le peuple leur avait donnée que pour le trahir, le faire passer par le fléau de la guerre civile, et anéantir la liberté et l'égalité. Oui, sans-culottes, sondez la profondeur de l'abîme où des mandataires parjures voulaient vous entraîner ; réfléchissez sur le vaste plan de conjuration qui avait été ourdi dans votre département, de concert avec les rebelles de Lyon et le département du Jura, pour vous ramener à l'esclavage et rétablir sous le nom imposant de fédéralisme, de respect des propriétés et de sûreté des personnes, l'exécrable domination de la royauté. Citoyens, tel était l'excès de vos maux, tel était le bandeau de l'erreur que ces empoisonneurs subtils avaient glissé dans vos âmes, que votre maladie était devenue presque incurable et que j'eus la douleur de voir, à mon premier

passage à Bourg, que les hommes les plus scélérats et les plus misérables des administrateurs du département qui avaient cherché à déchirer le sein de leur patrie, trouvaient des partisans dans votre commune qui les applaudissaient lorsque Laporte et Dubois-Crancé, mes collègues, improuvaient leur conduite anticivique.

...Quels précipices ces mauvais administrateurs ont creusés au peuple ! Quelle a été la suite funeste de leurs manœuvres et de leurs menées ténébreuses ! Des vexations atroces contre les patriotes les plus énergiques, des outrages sanglants contre la Convention nationale, la haine la plus invétérée contre les sociétés populaires ! D'où provenaient ces torches de discorde qui étaient sur le point d'embraser la France? Du ramassis le plus impur et de l'écume la plus sale de la société. Des fédéralistes gangrenés avaient fait recrue, pour assurer le succès de leurs complots liberticides, de toute classe qui regrettant les anciens abus voulait ressusciter le régime de la tyrannie ; prêtres, ci-devant nobles, procureurs, avocats, usuriers, accapareurs, gros marchands, financiers, en un mot tous les *grugeurs* de l'espèce humaine, voilà quels étaient les dignes satellites des autorités constituées qui s'étaient coalisées pour dissoudre la Convention nationale et détruire la République, et le peuple de ce département, au lieu de s'élever avec force contre cette monstruosité et de la réduire à l'impossibilité de nuire, adorait la verge qui le frappait et flattait à toute outrance ses assassins et ses bourreaux ! Les plus grands crimes ont été commis dans le département de l'Ain par des administrateurs perfides qui avaient séduit et égaré le peuple. Il a été levé une force départementale dans cette commune pour se réunir au département du Jura ; le projet était formé de massacrer les patriotes, d'anéantir Paris, et de tenir une assemblée à Bourges, où se seraient réunis les Brissotins, les Rolandins et les plus implacables ennemis du peuple. Tous ceux qui avaient voulu fortement le bien du peuple, qui étaient marquants dans la carrière de la Révolution, qu on désignait sous le nom de Maratistes, auraient été immolés sous le couteau des fanatiques, des contre-révolutionnaires, des royalistes. Les trophées de la victoire auraient été élevés aux seigneurs, aux nobles, aux évêques, à la sainte pratique, aux fripons de négociants en gros et en détail, à tous ceux qu'on appelait MM. les honnêtes gens. Des bannes de sang seraient coulées du peuple ; ses oppresseurs, pour avoir souri à une Révolution qui le dégageait des meules du fanatisme et de la fiscalité qui tournaient sans cesse sur lui, lui auraient fait subir le sort des esclaves de Tunis et d'Alger et des nègres d'Afrique. Sans-culottes, avez-vous bien calculé la rage de l'aristocratie par les efforts impuissants qu'elle a faits? N'avez-vous pas vu,

comme un et un font deux, que dans l'espoir de faire un autodafé des républicains, les malveillants, lorsqu'ils avaient la force, ne s'en sont servis que pour réduire le peuple à la misère, dans une saison si abondante? Le blé, le vin, ont-ils été aussi chers que cette année? Le cœur d'airain des riches ne se dilatait-il pas à la vue du peuple tourmenté par la faim? et avec ce système insignifiant qu'ils avaient forgé la bouche béante, avec le ton orgueilleux de l'opulence, ils disaient : « Je suis propriétaire ». Mais cette qualité te donne-t-elle le droit d'être l'assassin de la société? Te donne-t-elle le droit d'ôter à la société tous les moyens d'exister, les droits imprescriptibles et impérissables de la nature? Voilà la vraie propriété, l'aliment de la société, le bonheur de ses frères, la bienfaisance et l'humanité . voilà les titres les plus recommandables de propriété.

Des malheureux qui n'ont jamais calculé que sur les calamités publiques, qui ne se sont jamais engraissés que de la sueur du peuple, qui, par leur molle oisiveté et les jouissances infâmes qu'ils se procuraient avec de l'or, insultaient au travail opiniâtre de l'artisan, le menaient à l'ignominie et le faisaient servir d'instrument à leurs caprices, invoquaient avec emphase le respect des propriétés, eux qui l'ont violé tous les jours vis-à-vis du peuple, qui ont cherché à lui ravir les plus précieux de tous les biens, la liberté.

Qu'ils sachent, ces vils égoïstes, ces vils satellites des despotes, qu'il n'y a de propriété que les individus de la société ; que là où la plus grande partie de cette société souffre, elle ne doit voir dans ces prétendus propriétaires que d'exécrables usurpateurs, que de cruels vautours qu'il faut retrancher du sol de la liberté !

Citoyens, votre idolâtrie pour ces âmes de boue, pour ces traîtres, a failli creuser votre tombeau ! Ils vous avaient subjugués à un tel point que vous ne voyiez, que vous ne respiriez que par les bourreaux qui vous rivaient les chaînes d'un esclavage plus rude encore que celui que vous veniez de briser. Ils vous avaient tellement fasciné les yeux que vous participiez à leurs crimes lorsque vous laissiez déshonorer en votre présence votre plus intrépide défenseur, l'apôtre de l'humanité, et pour tout dire l'ami du peuple Marat. Le sang bout dans mes veines lorsque je vois votre apathie et votre insouciance, je ne veux pas dire votre complicité, dans les outrages, l'opprobre et l'ignominie que l'on a fait essuyer à votre soutien le plus chaud. Ils se jouaient de votre stupidité, ils vous emmuselaient en vous soutirant jusqu'au dernier extrait votre subsistance, en vous rendant tranquilles spectateurs des infamies et des ordures qu'ils faisaient à Marat ; et vous n'aperceviez pas que dans toutes les insultes que l'on faisait à Marat, c'était toi, peuple, que l'on égor-

geait impitoyablement, puisque Marat était le plus bel ouvrage dont tu pus t'honorer.

L'énergie et la valeur des républicains a triomphé de tous les cannibales qui avaient juré leur perte : le peuple s'est ressaisi de tous les droits que l'ignorance ou la séduction voulait lui arracher. Le peuple est souverain. Sa dignité a été méconnue.

Il faut au peuple une justice éclatante ; il faut que les traîtres expient leurs forfaits sur la place même où ils ont fait le serment impie d'exterminer tous les patriotes à qui ils donnaient la dénomination de maratistes. La vengeance nationale une fois satisfaite, il vous reste un devoir non moins juste à remplir : celui de la reconnaissance envers Marat, le bienfaiteur de l'humanité. Je ne vous invite pas à faire son oraison funèbre dans le temple de la Raison ; il n'est pas mort, il revit dans le cœur de tous les sans-culottes... Écartez les intrigants, surveillez-les avec l'œil de la défiance qui doit ombrager tout austère républicain ; rappelez-vous de ce principe que, là où est établi le gouvernement démocratique, le peuple doit exister seul et que l'édifice de la prospérité publique ne sera consolidé que sur la destruction et le cadavre du dernier des honnêtes gens. Plus de transactions avec la Révolution : c'est la bonté du peuple qui a retardé jusqu'ici les progrès de la philosophie et de la raison, qui a fait périr plus de trois cent mille sans-culottes, qui a enhardi la trahison des généraux. Plus de pusillanimité. Humanité, bienfaisance, amitié, fraternité, destruction de tous les ennemis de la patrie, voilà la manière dont on doit honorer Marat, voilà les fleurs que vous devez à la mémoire glorieuse de Marat panthéonisé (1).

Mais Javogues ne fit que passer dans l'Ain, et c'est dans le département de la Loire, où il avait déjà fait un premier séjour, et où il revint le 27 frimaire, tantôt à Commune d'Armes (ci-devant Saint-Étienne), tantôt à Feurs, qu'il donna libre cours à ses fantaisies. Dès le 3 nivôse, eut lieu cette séance du Conseil général de la commune où fut assise sur soixante-dix-neuf habitants de Saint-Étienne la plus énorme taxe révolutionnaire (2) que mentionne l'histoire de ce temps, dans des conditions d'arbitraire et de désordre telles qu'elles rappellent involontairement à l'esprit ce La-

(1) Archives nationales. F. II. 84 (623). — Il y avait donc des maratistes, même des maratistes très chauds, à la Convention, quoi qu'en dise M. Aulard (La théorie de la violence et la Révolution, *Études et leçons sur la Révolution*, 9e série).

(2) Cf. Devet, *Une taxe révolutionnaire en faveur de l'humanité souffrante*, étude fort riche en détails sur l'application de cette taxe.

planche qui venant dans une séance publique de frapper une taxe de 6 000 livres sur un habitant de Bourges, et une voix s'étant écriée : « Ce n'est pas assez ! » fit aussitôt droit à cette dénonciation en disant : « Eh bien ! il n'y a qu'à ajouter un 1 devant le 6 ! »

Javogues ayant pris le premier la parole, après avoir parlé long temps et avec énergie sur la scélératesse des prêtres et sur l'infamie des riches et développé avec chaleur l'influence malheureuse de leur tyrannie sur le bonheur du peuple, a recueilli les applaudissements dus au zèle qu'il a manifesté pour le salut et le bien-être du peuple... Lafaye peignit ensuite avec énergie les malheurs enfantés par le fanatisme et la tyrannie et conclut par proposer au Conseil généra de la commune et au représentant du peuple de ne point lever la séance jusqu'à ce qu'il eût assis sur la fortune des riches une taxe révolutionnaire destinée au soulagement de l'infortune et à l'encouragement de l'industrie. Ses discours et ses propositions ont été vivement applaudis, et le citoyen Duret les a appuyés par des observations en style du *Père Duchêne*, qui ont obtenu les applaudissements du peuple. On a procédé de suite à la formation de la liste des riches,... liste proclamée en présence du peuple dont l'avis et l'opinion ont servi de base pour la taxation des fortunes des particuliers qu'il a cru juste et convenable de porter sur cette liste.

A la sécheresse de ce procès-verbal officiel, il importe d'ajouter, pour donner une idée exacte de la scène, le récit d'un témoin (1), qui, chose assez singulière, ne semble avoir été connu ni du savant et impartial historien qu'a été M. Galley dans son ouvrage sur le district de Saint-Étienne, ni de M. Georges Javogues, dont il ne favorise pas précisément la tentative de réhabilitation (2) :

Je veux te faire part de la conduite scandaleuse du représentant du peuple Javogues, qui a été envoyé ici pour restaurer l'esprit public et faire punir les traîtres qui ont conspiré avec les Lyonnais... Je m'en vais te faire une esquisse de l'orgie au milieu de laquelle le

(1) Lettre de Busson, ingénieur des ponts et chaussées, 12 nivôse an II, au citoyen Pache, maire de Paris. — Cette lettre fut trouvée dans les papiers de Pache, lors de son procès ; elle a été publiée par M. Adrien Séé, *Procès de Pache*, Société de l'histoire de la Révolution, 1911. Un tel document, nullement destiné à la publicité, adressé au lendemain des faits à un homme qui était plutôt un ami politique de l'intéressé, a un caractère incontestable de vérité.

(2) Du moins, il n'y a fait aucune allusion.

citoyen Javogues a fait la taxe révolutionnaire sur les riches. Il se rendit à six heures du soir dans la salle des séances de la Commune. Le corps municipal était assemblé : il y avait un grand nombre de spectateurs. Il était gris comme un cordelier. Il fit asseoir à côté de lui une jeune et jolie fille... Il demanda de la bière et donna ordre qu'on en allât chercher dans la cave du citoyen Vincent, qui est dans les prisons. On apporta d'abord huit bouteilles de bière. On fit plusieurs voyages et il se but dans la salle environ trente bouteilles, tant bière que vin. Javogues, les officiers municipaux et ceux qui étaient de nos amis mangeaient du saucisson avec du pain blanc qu'on avait saisi à un boulanger (les boulangers ne doivent faire qu'une espèce de pain), buvant de la bière et du vin à la barbe du peuple qui humait les sermons du représentant... Les officiers municipaux et nos amis se jetaient de petites boules de pain blanc à la figure pour s'amuser.

Un des spectateurs voulut faire des observations à Javogues sur les taxes arbitraires, qu'il faisait ; il cria au chef de la garde révolutionnaire : « Sacré mille f... ! arrêtez-moi ce bougre-là que je le fasse fusiller ! »

La citoyenne Fressinette (1), vieille fille (qui a mené et mène une vie libre) étant instruite qu'on l'avait taxée à un taux qui excédait sa fortune, accourut à la séance pour faire une représentation à Javogues, qui lui dit à haute voix : « Tu es une garce, une sacrée p... (2). Toutes les femmes sont des sacrées garces, des sacrées p... », etc., etc. Il reprit ensuite : « J'entends parler des Muscadines ! »

Il embrassa plus de cent fois la jeune fille qui était assise à côté de lui ; il lui porta la main sur le sein, elle lui flanqua un bon soufflet en lui disant : « Comment, toi qui es un représentant du peuple, tu t'oublies à ce point-là ! » Il lui répondit : « F..., vois-tu bien, je ne ferais pas tant de mal en prenant cent tétons qu'en volant un sou de six liards ! »

Je ne crois pas que de pareilles orgies soient bien propres à régénérer des mœurs. Il y a plusieurs gueuses, plus gueuses que ces filles qui racolaient autrefois sur le port au blé de Paris, qui vont voir le citoyen Javogues, qui prend ses ébats avec elles : il y a une de ces gueuses dont la fille appelle Javogues son papa.

(1) Cette personne figure, en effet, sur la liste des soixante-dix-neuf taxés : sa fortune, estimée 200 000 livres, devait être, par l'application de la règle qui va être exposée ultérieurement, réduite à 50 000. En fait, elle fut quitte en versant 1 500 livres.

(2) Il est impossible de reproduire ici la suite des obscénités de Javogues.

Suivent les justes réflexions que voici :

Notre république commence comme finirent les républiques anciennes. Javogues avale les vins vieux des riches que nos armes ont vaincus ; il couche dans leurs beaux lits, voyage dans leurs belles voitures, lui que j'ai vu arriver ici à cheval avant la prise de Lyon ; il folâtre avec leurs maîtresses. Est-ce ainsi qu'on régénère les mœurs d'une nation corrompue? Est-ce ainsi qu'on lui apprend à mépriser les superfluités de l'opulence, qu'on apprend aux citoyens à respecter les propriétés nationales?

Pauvre république, que de tempêtes tu as encore à essuyer ! Que de crimes se commettront dans ton sein avant que cette foule d'oiseaux de proie qui te dévorent se soient dévorés eux-mêmes, avant que les mœurs de tes habitants soient régénérées, avant que l'homme vertueux soit recherché et chargé des fonctions publiques ! On fait encore l'éloge de l'homme juste, mais on le laisse dans son coin pour nommer un intrigant, un coquin, qui nous caresse et qui nous flatte. La Convention a institué une fête à la vertu, et ce sont des voleurs et des scélérats qui occupent presque tous les postes importants de la république... Que la Convention donne la chasse à cette foule de corbeaux qui ont fondu sur la chose publique pour la dévorer : qu'elle aille chercher dans leur retraite ces hommes vertueux qui avaient su résister à la corruption de l'ancien gouvernement, ces hommes qui savent qu'un magistrat doit être l'exemple et non le brailleur des vertus... »

D'où il résulte qu'ils n'avaient pas, quoi qu'on en dise, si grand tort, ceux qui ont dénoncé les turpitudes de Javogues, ses violences, son ivrognerie, et qui, racontant cette scène, ont dit qu'il semblait que l'on dût trouver la fortune exacte de chaque particulier au fond de chaque bouteille ; ni ceux qui lui ont reproché une vie crapuleuse et une débauche honteuse avec des femmes publiques. Cet épisode rend fort vraisemblables ces histoires de sabre tiré contre des pétitionnaires, ces traits de fureur quasi maladive, ces emportements insensés, ces horrible propos que relatent les très nombreuses plaintes contre Javogues dont furent saisis Convention et Comité de salut public, non pas seulement, qu'on veuille bien le remarquer, en l'an III, mais même dès l'an II, en pleine Terreur (1).

(1) Tableau de la conduite de Javogues, adressé par des citoyens de Saint-Étienne à la Convention, 26 floréal an III ; dénonciation de Lambert, de Com-

Le système de taxation adopté lors de cette mémorable séance était d'une extrême simplicité : prise de tout ce qui excédait 100 000 livres (50 000 pour les célibataires). La liste se composa en dernier lieu de soixante-dix-neuf « riches » jugés possesseurs d'un capital de 24 200 000 livres et auxquels l'application de la susdite règle devait soutirer 16 millions 515 000 livres, dont un quart, 4 128 750, payable immédiatement. Mesure extravagante, dit très justement M. Galley, plutôt porté en général sinon à une certaine indulgence pour Javogues, du moins à écarter certains faits, insuffisamment établis, allégués contre lui après sa disgrâce : état d'esprit touchant à la démence, que de croire à la possibilité, en un pareil moment, de réaliser en quelques heures des capitaux qui, même en les supposant réellement existants, étaient pour la plus grande part des immeubles, des créances, bref des valeurs indisponibles.

Aussi bien, la force des choses, contre laquelle les plus violents eux-mêmes ne peuvent rien, se chargea-t-elle de démontrer, et très vite, l'extravagance de l'énorme impôt sur le capital imaginé par cet ennemi fanatique des riches. Non pas qu'il ait lâché prise : dès le 4 nivôse et aussi les jours suivants, de nombreuses arrestations de citoyens portés sur la liste fatale prouvèrent, de sa part, l'intention de donner suite à ce système de confiscation. Mais la prison elle-même était impuissante à tirer des victimes un argent qu'elles n'avaient point : tout ce qu'elle put faire fut de provoquer un si grand nombre de plaintes et de supplications des détenus et de leurs familles, que, dès le 6 nivôse, Javogues, excédé, les renvoya toutes au Conseil général de la commune comme plus apte que lui à juger si les sommes offertes comme acomptes pour obtenir des libérations étaient suffisantes et proportionnées aux facultés des intéressés. Quelques sommes furent en effet versées, d'autres promises ; le 24 nivôse, veille du jour où Javogues quitta Saint-Étienne pour Feurs, où il emmenait, enchaînés à sa suite, au moins trente-

mune d'Armes, au Comité de salut public, 18 germinal an II ; adresse de la municipalité et des bons citoyens de Feurs, 19 floréal an III, etc., etc... (Arch. nat. D III 349). Les détails nombreux donnés dans ces dénonciations, et dont plusieurs sont évidemment de ces choses qui ne s'inventent pas, font contraste avec la brièveté extrême de l'adresse de la Société populaire de Commune d'Armes en faveur de Javogues, 5 germinal an II, qui ne discute rien et se borne à affirmer qu'il fut un excellent révolutionnaire, l'ami et le père des sans-culottes.

huit prisonniers (1) et peut-être plus, destinés à fournir de victimes la redoutable commission de justice militaire, misérable cortège dont l'odyssée lamentable à travers les neiges et les frimas, sous l'œil du proconsul se repaissant de leurs souffrances et de leurs angoisses, a souvent été décrite ; il avait été payé 453 150 livres en assignats et pris pour 486 850 livres d'engagements ; pas même le quart de ce qu'on s'était flatté d'obtenir en quelques heures. Et l'humanité souffrante, en faveur de laquelle cette taxe avait été imaginée, en profita d'autant moins qu'une notable partie en fut distraite pour réparations à la salle des séances de la Société populaire, pour érection d'un monument à Chalier, pour divers « travaux révolutionnaires », etc.

Cependant, tandis qu'échouait ainsi la tentative de spoliation faite contre les riches de Saint-Étienne, et faite, il importe de le remarquer, après que le décret du 14 frimaire interdisait aux représentants de mettre à exécution aucune taxe révolutionnaire avant approbation de la Convention, Javogues entreprenait de généraliser la même mesure dans le reste du département, et il rendait pour cela, de concert avec le représentant Girard et avec le commissaire national Dorfeuille, un arrêté, dont il fut d'ailleurs le véritable auteur et qui est tout à fait dans sa manière. Le copieux préambule dont il est précédé, quoique long, est trop curieux pour ne pas être cité :

Ce n'est pas sur les fortunes énormes qui attestent depuis un temps immémorial l'oppression, l'esclavage et la misère du peuple ; ce n'est pas sur le fanatisme absolument vendu à la cause des Riches et des Rois qu'on peut établir l'édifice de la Liberté et de l'Égalité, qu'on peut consolider la République démocratique sur les bases éternelles de la Nature, sur les droits imprescriptibles de l'homme. Jusqu'à présent 300 000 sans-culottes sont péris pour soutenir la Révolution française qui nous a délivrés des castes royale, nobiliaire, sacerdotale, financière et robinocrate. Lorsque le peuple français a versé des flots de sang pour reconquérir la Liberté, ce bien précieux ne doit pas être un vain mot : l'Égalité ne doit pas non plus exister en peinture : le peuple ne se sera pas exténué inutilement, n'aura pas couché sur la dure pour soutenir et alimenter des riches et des

(1) Deux cents, est-il dit dans l'Adresse du conseil général et des bons citoyens de la commune de Feurs à la Convention, du 19 floréal an III.

prêtres qui, pour prix de son dévouement à la chose publique, voulaient lui plonger le poignard dans le sein et l'engloutir tout vivant au milieu de ses bienfaits et de ses services immortels...

Sous la République française, le peuple pour être heureux ne doit pas souffrir plus longtemps l'empire de ces richesses colossales, qui, en nourrissant un petit nombre d'hommes et entretenant la corruption et la perversité des mœurs, en font périr plusieurs milliers par la famine et par le desséchement ; la prospérité publique doit être désormais le terme de la stabilité du gouvernement républicain. L'institution des temples de Raison pour célébrer les jours de décadi doit remplacer ces singeries ridicules que les riches et les charlatans de Rome avaient inventées pour tromper le peuple et lui faire avaler à longs traits la coupe de l'ignominie et de l'opprobre. Lorsque le peuple éprouvait les horreurs de la disette, les prêtres et les riches, au lieu de lui donner du pain, le consolaient par l'ostentation de quelques signes éblouissants, lui promettaient un avenir fortuné dans les espaces imaginaires, et le faisaient mourir à petit feu sur la terre...

Les représentants ont fait une bien cruelle expérience de la dureté et de l'insensibilité des riches ; par leur arrêté en date du 8 brumaire, ils les avaient assujettis à procurer de l'ouvrage ou du pain aux ouvriers infortunés de Commune d'Armes, où le peuple est très nombreux. A leur retour, ils ont vu avec la plus vive douleur que les précautions qu'ils avaient prises étaient restées sans exécution, que le cœur d'airain des riches avait étouffé chez eux tout sentiment de commisération, que vingt mille artisans déplorant leur triste situation n'offraient à l'âme attendrie que l'image du désespoir et de la dissolution prochaine de *corps expirant sous les tortures de la férocité des riches* et présentaient le spectacle les plus affligeant pour un cœur sensible à la vue des maux de ses frères. Les représentants du peuple ont été témoins de ces scènes déchirantes qui portent des tiraillements dans le cœur, si aigus que la voix de la nature, plus forte que toutes les ressources frivoles de la perfidie et de l'art, ne s'élève que pour étouffer et ensevelir dans les souterrains les plus profonds les monstres qui ont voulu la mort et le tombeau de la classe la plus industrieuse et la plus *grugée* de la société.

Considérant qu'il est enfin temps d'adoucir les rigueurs de l'humanité souffrante, qu'il importe que ces *grugeurs* qui se sont nourris du *desséchement* de deux cents ou trois cents familles, dégorgent l'or qu'ils ont acquis au prix du crime et des sueurs de l'indigent ; que la misère ne soit plus le partage de la probité, de la simplicité et de la vertu ; que ceux dont les droits ont été trop longtemps méconnus ne

portent pas plus longtemps leurs têtes sur l'échafaud lorsque le crime et tout le cortège du vice étaient déifiés et triomphaient impunément,

Que cette partie de l'humanité souffrante, lasse d'éprouver plus longtemps les rigueurs de la faim, la honte de la mendicité et souvent du refus barbare de ces *rhinocéros* connus sous le nom de Riches et de Prêtres, allait enfin s'insurger et se livrer à des excès violents et dont la cause était des plus légitimes ; que dans plusieurs endroits du département de la Loire la statue de la Liberté a été brisée et foulée aux pieds par des fanatiques contre-révolutionnaires, et que le seul moyen d'empêcher une insurrection c'est de forcer le riche à venir au secours de l'indigent,

Arrêtent :

Article premier. — Tous les hommes sont égaux et ont droit à la protection de la société, qui leur doit du pain et du travail.

Art. II. — Les municipalités du département de la Loire sont tenues de pourvoir dans les vingt-quatre heures aux moyens d'assurer des secours aux indigents.

Art. III. — Elles feront un tableau à quatre colonnes de ceux qui y ont droit : la première renfermera les noms des invalides et des vieillards ; la seconde, de ceux qui sont susceptibles d'apprendre quelque métier qui leur procure les moyens de subsister ; la troisième, le montant des sommes à accorder à chacun ; la quatrième, les observations convenables.

Art. IV. — Elles dresseront un second tableau des riches et gros propriétaires dont les fortunes excèdent 100 000 livres pour ceux qui sont mariés, et 50 000 pour les célibataires ; le surplus de leurs richesses sera affecté aux secours ci-dessus mentionnés.

Art. V. — Les municipalités veilleront à ce que les riches compris dans le précédent tableau comptent de suite le quart de la somme qui leur aura été assignée : à défaut de quoi, elles prendront à leur égard tel parti que leur patriotisme, leur énergie et leur amour pour la chose publique leur suggérera.

Art. VI. — Elles feront afficher tous les jours la liste des riches qui auront souscrit volontiers pour cet acte d'humanité, et le montant des sommes qu'ils auront données, comme aussi les noms de ceux qui s'y refuseraient.

Art. VII. — Les officiers municipaux demeurent collectivement et personnellement responsables des abus que pourraient leur faire

commettre des partialités, soit à l'égard du riche, soit à l'égard de l'indigent ((1).

Quel a pu être le produit de cette généralisation de la grande taxe révolutionnaire de Javogues? On l'ignore, mais tout autorise à penser qu'il dut rester encore fort au-dessous du faible tribut arraché à Commune d'Armes. Le même jour, 6 nivôse, la même phraséologie s'étalait dans un autre arrêté par lequel Javogues, pour tourner le décret du 14 frimaire par lequel la Convention supprimait toute armée révolutionnaire autre que celle qu'elle avait établie elle-même pour toute la République, conservait la sienne en la dénommant garde nationale.

Les Riches coalisés avec les Prêtres ont conçu le criminel dessein d'affamer le peuple pour les subsistances ; une population de plus de deux cent cinquante mille indigents expire tous les jours sous le poids de la misère et du froid ; les négociants, les gros propriétaires et les prêtres suivent avec la plus grande activité le plan d'anéantir le peuple... Considérant que les riches ont eu la cruauté et la fourberie de ne point se conformer à notre arrêté du 8 brumaire qui leur prescrivait de se diviser entre eux les ouvriers sans travail et de les employer chacun dans les articles qui leur sont propres, que ces *vautours* de l'espèce humaine, qui ne trouvent de plaisir que dans la destruction et le supplice des sans-culottes ont été sourds aux cris de la compassion, aux déchirements de la douleur qui tourmentent plus de deux cent cinquante mille individus dans le département de la Loire (2) ;

Qu'il est urgent d'assurer par tous les moyens que commandent l'humanité et le salut de la République la paix et la tranquillité, dans un département ensanglanté par les massacres commis par les contre-révolutionnaires de Lyon,

Arrêtent :

La force armée de douze cents hommes levée par notre arrêté du 20 octobre 1793 continuera d'être en activité dans le département de la Loire... comme garde nationale requise pour la détention des conspirateurs.

Obstiné dans son idée fixe, Javogues n'admettait pas qu'un accusé riche pût être acquitté, et la commission de Feurs

(1) A. F. II. 114 (861).

(2) Dont la population tout entière était loin, alors, d'atteindre 250 000 habitants.

ayant prononcé deux acquittements de ce genre, il lui écrivait le 10 nivôse la lettre suivante :

Je vous défends de juger aucun criminel jusqu'à ce que je sois arrivé à Feurs. J'ai vu avec la plus vive douleur que des ennemis nés de la Révolution, un comte commissaire de commune pour la commission populaire (de Charpin-Feugerolles), un noble tel que Magneux qui possède des richesses immenses, ont été relâchés et déclarés innocents. Il faut que vous ayez perdu toute honte et toute pudeur pour blanchir des aristocrates aussi gangrenés. Je sais qu'il y en a, parmi vous, qui ont le *cœur orfèvre* et qui aiment l'or. Des êtres aussi méprisables ne sont pas faits pour le gouvernement républicain. Vous veillerez seulement à la garde des prisons jusqu'à mon arrivée, et vous répondrez sur vos têtes de tous les prisonniers qui sont chez vous et de la tranquillité publique... Tenez-vous à votre poste sans juger, pour que mes oreilles ne retentissent plus de vos iniquités.

Et quand, dans les derniers jours de sa mission, en proie à une exaltation furieuse, Javogues ose partir en guerre contre Couthon et, en général, contre le Comité de salut public, que l'hébertiste qu'il est juge coupables de modérantisme, c'est encore une prétendue complaisance pour les riches qui est leur principal crime à ses yeux. « On pourrait, écrit-il rageusement à Collot d'Herbois, séquestrer 1 500 millions de biens au profit des sans-culottes. » Rien qu'à Roanne, il y a au moins cinq cents riches coupables qui pourraient laisser à la République plus de 200 millions de biens. « Le supplice du feu serait trop doux pour la partie scélérate qui se dit modérée et qui agit comme la Brissot (*sic*) et les puissances étrangères qui voudraient ne régner que sur le cadavre du peuple. » Et dans sa fameuse proclamation du 13 pluviôse contre les administrateurs du Puy-de-Dôme, qu'il accuse des plus noirs desseins contre le département de la Loire et de vouloir une nouvelle Vendée dans le Midi, contre Couthon qui a voulu allier la richesse avec l'amour de la République et qui est l'ennemi le plus implacable des patriotes, d'accord avec toute la séquelle des Modérantins, il s'écrie : « Le sans-culotte a déjà trop longtemps prodigué son sang, il en a versé des torrents pour des ingrats, pour des suspects qu'il nourrissait, pour des accapareurs, pour des banquiers, pour des prêtres, pour des égoïstes et pour la race abominable des patriciens et des

procéduriers ; il est temps que les sans-culottes jouissent en réalité du bonheur dont les hommes pervers et assassins ne lui laissent entrevoir que la peinture. »

Javogues s'était ici attaqué à plus fort que lui : cette proclamation croisa un ordre de rappel qui lui fut signifié le 24 pluviôse : Javogues dut la désavouer, rentra en grâce avec Couthon et sauva ainsi sa tête. Décrété d'accusation, le 13 prairial an III, sur les dénonciations qui affluaient contre lui du département de la Loire, puis amnistié, il participa à la conspiration de Babeuf dont le programme violemment égalitaire et antipropriétariste était bien fait pour lui plaire, et fut condamné à mort par la commission militaire établie après la tentative des babouvistes contre le camp de Grenelle pour sauver leurs amis politiques sur le point d'être traduits devant la Haute Cour. Il y avait dans ce fanatique, a-t-on dit (1), de l'étoffe de Lénine. Quoi qu'en dise son apologiste, cette appréciation nous paraît parfaitement fondée.

M. Marion.

(1) Gras, *Mémorial de la Loire*, 19 mars 1922.

Saint Paul [1]

D'Ephèse, Paul adresse son épître aux Galates et sa première aux Corinthiens. A la suite d'un tumulte populaire, provoqué par les orfèvres qui fabriquaient des images du temple d'Artémis, il quitte Ephèse, retourne en Hellade, et, de Corinthe, envoie aux Romains sa grande épître.

Il monte une dernière fois vers la ville sainte. Une émeute juive cause son arrestation. Emmené à Césarée, il reste deux ans captif, puis il en appelle à César et s'embarque pour l'Italie.

La traversée terrible.

On entrait dans l'arrière-saison ; le jeûne de Kippour était passé. Le temps se maintenait clair ; un bon vent soufflait. Le navire qui emmenait Paul, un bateau de cabotage, venait d'Adramytte en Mysie. Il y avait à bord d'autres prisonniers, peut-être des condamnés qu'on destinait, pour divertir la plèbe romaine, aux bêtes fauves du cirque. Un centurion de la cohorte Auguste et un détachement de soldats les convoyaient.

Quelques-uns des disciples de Paul, Timothée, Luc, Aristarque le Thessalonicien, avaient pu s'embarquer avec

(1) Copyright 1925 by Bernard Grasset. — Voir *la Revue universelle* des 1er et 15 février, 1er et 15 mars, 1er avril 1925.

lui comme passagers. La mer le fatiguait, surtout dans le délabrement corporel où l'avaient mis deux ans de captivité ; et il voyageait sans doute, sur le pont, exposé aux rafales, à la pluie, ou dans un fétide entrepont, parmi les misérables qu'on y tenait entassés.

En un jour, le vent du sud porta le navire jusqu'à Sidon ; il y fit escale. Le centurion, soit que Paul eût gagné déjà son estime, soit qu'il eût l'ordre de le bien traiter, lui permit de descendre à terre. La petite église du lieu fêta son passage ; il exhorta les fidèles, et ils le comblèrent de soins affectueux.

Le vent avait tourné franchement à l'ouest. On ne pouvait gagner la pleine mer. Le bateau s'abrita derrière les hauteurs de Chypre, le long de la côte orientale, et passa en vue des rivages de la Cilicie, de la Pamphylie. Paul reconnut, à distance, les régions par lui ouvertes à l'Évangile ; les reverrait-il de ses yeux de chair?

Le vaisseau atteignit le port de Myre en Lycie. A Myre, se trouvait, arrivant d'Alexandrie, un assez gros navire, chargé de grain, qui se rendait à Brindes ou à Naples. Le centurion y retint la place nécessaire pour tous ses hommes. Malgré le vent du sud, le transport se remit en route ; après plusieurs jours d'une marche lourde, il toucha Cnide. La Crète ensuite le protégeant, il fendit des eaux plus calmes. A mesure qu'approchait la pointe de la grande île, la mer devint hargneuse. Il doubla le cap Salmoné et se réfugia péniblement dans une anse appelée *Beau-Port*, près de la ville de Lasaia. Ce lieu, en dépit de son nom, offrait un abri précaire contre les vents d'ouest et du sud-ouest. Le pilote et le patron décidèrent de pousser, plus à l'occident, jusqu'au port de Phénix où l'on pourrait attendre le beau temps.

Paul, qu'une intuition prophétique avertissait du péril, tenta de les dissuader :

« Hommes, dit-il, *je vois* qu'il y aurait grand dommage non seulement pour la cargaison et le navire, mais pour nos vies, si la navigation continue. »

Le patron dut hausser les épaules ; il savait son métier. De quoi se mêlait un passager suspect, oiseau de triste augure, gibier de potence? Le centurion aussi méprisa l'avis que Paul, sans doute, réitéra. Il aurait pu débarquer son monde à Beau-Port ; il écouta, selon l'humaine prudence, le pilote et le patron.

Un vent du sud s'étant mis à souffler, on leva l'ancre ; on suivit, en louvoyant, d'aussi près que possible, le rivage de la Crète, ses falaises qui plongeaient à pic dans des eaux farouches.

Mais, subitement, des montagnes mêmes de l'île, comme par une porte tout d'un coup rompue, un ouragan du nord-ouest s'abattit sur la mer.

— L'Euroaquilo ! crièrent les marins. L'Euryclydôn ! Où allons-nous?

Le patron fit serrer la voilure et le navire se laissa emporter au large, avec la tempête, dans l'horreur et la nuit.

Paul s'était plu à dire : « Toute la création gémit. » Pensa-t-il au commentaire que la tourmente jetait à cette parole inspirée? Clameurs des matelots, claquements des toiles, cordages sifflants, membrures qui craquaient, plaintes hurlantes des vents entre-heurtés, jiclements d'écume, chocs des lames écrasées sous les lames, lanières cinglantes de la pluie, et l'abîme pareil, comme Job l'avait dépeint, à une tête de vieillard échevelé. Mais au travers du chaos Paul ne cessait pas de sentir la présence du Christ libérateur. S'il l'avait vu marcher sur les ondes formidables, il serait allé, comme Pierre, avec assurance, au-devant de lui. Il avait fait déjà trois fois naufrage, dans des traversées que nous ignorons ; il était, par toute sa foi, certain d'en réchapper.

Le jour lentement revint, sans que le soleil parût. Des nuages bas filaient, qui semblaient danser comme le bateau lui-même. A l'infini, le cercle hérissé des vagues, des montagnes d'eau creusées en gouffre.

Une petite île pourtant surgit : des pitons aigus comme des clous, où se déchiraient les nuées ; une côte inaccessible, où se brisaient les lames voraces.

Le pilote reconnut Cauda (aujourd'hui Gozzo) à vingt-cinq milles au sud de la Crète. L'île opposait un mur aux rafales ; en courant derrière elle, on eut un moment de répit. Les hommes hissèrent à bord la chaloupe massive qu'on avait, jusque-là, remorquée au bas de la poupe. Le patron avait peur qu'elle ne fût emportée. On ceintra le bordage avec des câbles, de crainte que la charpente ne cédât, et l'on fit tomber une ancre flottante qui, par son poids, pouvait retarder la fuite éperdue. Une des choses à redouter, c'était de se voir poussés vers l'Afrique, d'échouer sur la grande ou la petite Syrte, en plein désert.

Chaque fois que le bateau s'enfonçait au creux d'une vague, il se relevait, d'un effort oblique, si lourdement qu'il pouvait soudain chavirer. Pour alléger sa fatigue, le troisième jour, l'équipage lança par-dessus bord les tables, les bancs, les agrès inutiles, les antennes arrachées par le vent, et qui jonchaient le pont.

L'ouragan s'obstinait. Il semblait qu'une horde de démons s'animait à l'exaspérer. Ni soleil, ni étoiles, depuis treize jours, n'avaient lui. On ne savait plus où l'on était, où l'on s'en allait. L'eau avait avarié une grande partie des caisses de vivres. Sur les deux cent soixante-seize personnes que le navire portait, la plupart, trop malades ou sans provisions, depuis le commencement de la tempête, ne mangeaient presque rien. Les courages défaillaient ; les hommes se jugeaient perdus ; Paul avait grand'peine à soutenir sa vaillance ; il sentait les puissances du mal, plus que jamais, acharnées sur sa route, comme si elles voulaient lui barrer l'accès de la Ville éternelle. Il priait éperdument pour les âmes des vivants embarqués avec lui ; il demandait un *signe*.

Une nuit, — la treizième — un ange lui apparut, le réconforta :

— N'aie point peur, Paul, il faut que tu comparaisses devant César ; et voici que Dieu *te fait don* de tous ceux qui naviguent avec toi.

Au matin, le temps n'avait pas encore changé. Toujours le ciel informe, la mer livide ou d'un noir de poix, et le vent inexorable. Cependant, Paul circula sur le pont, parmi les groupes abattus ; et il leur communiqua sa divine sécurité :

« Hommes, il aurait fallu m'écouter, ne pas reprendre la mer en quittant la Crète. Vous auriez fait l'économie de ce malheur et de cette perte. Et maintenant, je vous exhorte à être confiants ; de vous tous pas un ne se perdra, il n'y aura que le vaisseau (de perdu). Car, cette nuit même s'est présenté à moi un ange du Dieu à qui j'appartiens, que je sers... C'est pourquoi, hommes, soyez confiants ; j'ai foi en Dieu que les choses seront comme elles m'ont été dites. Mais c'est dans une île qu'il nous faut échouer. »

En effet, la quatorzième nuit, vers minuit, des hommes de l'équipage perçurent, au milieu du vacarme des flots, un bruit significatif. L'ancre flottante raclait les fonds ; donc une terre était proche. Ils jetèrent la sonde : vingt brasses seulement ! Un peu plus loin : quinze brasses ! Ils tremblèrent

que le bâtiment n'allât s'éventrer sur un récif ; et de la poupe ils précipitèrent quatre ancres. Ils préféraient un danger à un autre danger. Mais le navire faisait eau ; immobile, il pouvait être, avant le jour, disloqué par les vagues.

Dans l'affolement des ténèbres, les matelots songèrent à fuir. Ils descendirent la chaloupe, sous prétexte de tendre aussi des ancres à l'avant. Paul était là, penché sur le bordage. Il comprit leur manœuvre, dit au centurion et aux soldats :

« Si ces hommes ne restent pas sur le navire, vous autres, vous ne pouvez pas vous sauver. »

La chaloupe descendait ; les soldats, malgré les cris des matelots, coupèrent les cordages ; elle tomba dans la mer.

Paul, en ces moments critiques, prend, comme partout, l'allure d'un chef. Une certitude surnaturelle investit ses paroles d'une autorité que n'aurait plus ni le patron du vaisseau, ni le centurion. Ce mystique a l'œil ouvert sur la chaloupe qu'on veut descendre. Mais sa grandeur sacerdotale couronne son génie pratique, le transfigure.

Le jour n'est pas encore venu ; les fanaux secoués par les bourrasques lui laissent entrevoir des visages exténués, des corps grelottants. Il va et vient parmi les hommes ; il élève la voix, sa voix dont la puissance affrontait le tumulte de la mer comme les hurlements d'une foule :

« A cette heure, le jour que vous attendez va être le quatorzième, passé à jeun, sans rien prendre. C'est pourquoi je vous engage à prendre de la nourriture. *Car cela importe à votre salut.* (Vous serez sauvés) et aucun de vous ne perdra un seul cheveu de sa tête. »

Le discours de Paul avait un sens immédiat et une portée mystérieusement symbolique. Il pensait au salut des âmes ; le repas où il les conviait, c'était la communion des chrétiens. Il prit du pain, le bénit devant tous, le rompit et mangea le premier. Tous reprirent courage, et ils mangèrent à leur faim. Sans attendre l'aurore, ils se mirent à pousser hors des flancs du vaisseau la cargaison de grain. On aurait chance d'échapper au naufrage si le bâtiment soulagé pouvait flotter jusqu'à la côte.

Le jour enfin éclaira devant eux une terre qu'ils ne surent pas reconnaître, une baie déserte, barrée, à droite par de hautes masses rocheuses, à gauche par la bosse d'un promontoire moins abrupt, et qu'un îlot coupait en son mi-

lieu. Au fond de la baie s'offrait une plage accueillante. C'est là que le pilote et le patron décidèrent d'échouer le vaisseau. Ils firent détacher les câbles qui descendaient de l'arrière aux ancres, donner du jeu aux gouvernails qu'on avait liés durant la tempête. On tendit, au-dessus de la poupe, la voile d'artimon ; et l'on avança vers le rivage. Mais, soudain, la quille toucha un banc de sable entre deux courants ; la proue, enlisée, s'y fixa ; la poupe, soulevée par une lame, se démembra.

En ces minutes, les soldats, écoutant une impulsion démoniaque, eurent l'idée féroce d'égorger tous les prisonniers ; ainsi, aucun d'eux ne s'échapperait en nageant. Le centurion voulait sauver Paul ; il empêcha ce massacre ; et il commanda :

— Que ceux qui savent nager se jettent à la mer ! Que les autres se sauvent sur des planches ou sur les débris du vaisseau !

Comme le vent les portait vers la plage, tous, selon la promesse de Paul, atteignirent la terre, sains et saufs.

Où étaient-ils? Si quelque pêcheur ou paysan les aperçut, il vint sans doute au-devant des naufragés. Mais ce barbare parlait une langue gutturale que les Hellènes et les Latins comprenaient difficilement. Dans son patois punique se mêlaient pourtant des mots grecs. Ils surent que le pays où ils débarquaient était, comme l'avait annoncé Paul, une île, l'île de Mélité. Elle appartenait alors à la province de Sicile ; et le centurion fut satisfait d'apprendre que « le premier de l'île », Publius, avait sa villa non loin du lieu où ils venaient d'atterrir.

Cependant, sous la pluie, dans le vent glacial, les naufragés, transis, à moitié nus, mourant de faim, trouvaient à peine la force de s'avancer vers l'intérieur. De villages proches les indigènes accoururent et prirent compassion d'eux. Ils allumèrent un grand feu de sarments ; Paul, toujours actif, au lieu de se chauffer comme d'autres, aidait les paysans maltais et les soldats romains à nourrir le brasier. Dans une bourrée qu'il y jeta il ne vit pas une vipère engourdie, que la chaleur soudain ranima. La bête, se pendant à sa main, la serra de ses crocs. Du sang jaillit de la morsure. Paul secoua dans le feu la vipère et continua son travail. Les indigènes se dirent entre eux :

— Qui est cet homme?

— Oh ! répondit un des soldats, c'est un coquin qu'on mène à Rome pour le juger.

— Oui, opinèrent les rustres, il faut que ce soit un assassin, puisque, sauvé de la mer, la Justice (des dieux) ne le laisse pas vivre.

Mordu comme il l'était, ils s'attendaient à le voir tomber et mourir après une atroce agonie. Au contraire, il ne ressentit aucun mal. Alors les bonnes gens conclurent :

— C'est donc un Dieu !

Paul et ses compagnons trouvèrent auprès du Premier de l'île un accueil très bienveillant. Le père de Publius était au lit, souffrant de la fièvre et de la dysenterie. Paul s'approcha, lui imposa les mains ; guéri, le vieillard se leva. A la nouvelle de ce miracle, beaucoup de malades, surtout des fiévreux, sollicitaient de lui un attouchement, une parole guérisseuse. Comme il les soulagea, ils le comblaient « d'honneurs » et d'amitiés, lui et tous ceux qui l'entouraient.

Paul séjourna trois mois, jusqu'en mars, à Mélité, l'île du miel. Après tant d'épreuves, cet hivernage lui fut d'une grande douceur. Il refit, au soleil africain des coteaux, pour les luttes prochaines, son vieux corps épuisé. Rome n'était plus loin ; en partant, du vaisseau alexandrin qui devait le conduire à Pouzzoles, il envoya un regard de bénédiction à l'île hospitalière...

A Rome. L'enchaîné du Christ.

Avant d'entrer dans Rome, vers la porte Capène, Paul se retrouva en pays familier. Les ruelles tortueuses évoquaient les faubourgs d'une ville d'Orient. Il longeait des échoppes sombres d'où sortaient des odeurs d'épices et de lourdes fritures. Enfants qui grouillaient, femmes sordides aux jambes épaisses, au front serré d'un bandeau et qui traînaient leurs sandales en allant, une amphore sur la tête, à la fontaine, chiffonniers, mendiants, colporteurs d'allumettes, tous étaient Juifs ; ils vivaient là chez eux. Ils regardaient passer entre des soldats le prisonnier, et, à leur tour, ils murmuraient :

— C'est un des nôtres.

Il dut traverser toute la ville pour être conduit au camp des prétoriens, établi près de la voie Nomentane, au nord-est de Rome. Après deux ans de séjour, au milieu des troupes,

à Césarée, il n'éprouva, dans le camp, aucune surprise. A peine remarqua-t-il les vastes proportions des cours et des bâtiments, la belle tenue des hommes, le haut cimier du casque des fantassins. Mais il fut attentif au rugissement des lions qu'on gardait là, dans un enclos de pierre, avec les autres bêtes féroces destinées aux combats du cirque.

Le rapport du procurateur de Judée, tout le bien que put dire de sa conduite le centurion Julius, lui valut une détention bénigne, ce qu'on dénommait *custodia militaris*. Le prisonnier put se loger dans le voisinage du camp ; il était libre de sortir, enchaîné toutefois, tenu en laisse par un soldat ; son gardien devait avoir, nuit et jour, l'œil sur ses mouvements.

A son arrivée, on suppose qu'il accepta comme refuge la maison d'un fidèle. Prisca et Aquilas étaient-ils encore à Rome? Ils retournèrent en Asie, plus tard peut-être. Paul ne dit rien d'eux dans ses épîtres de la captivité. Au reste, ils avaient leur demeure, à l'autre bout de Rome, sur l'Aventin. Il n'aurait pu être leur hôte.

Trois jours après sa venue, il invita les Juifs notables du quartier à une conférence. Lié au légionnaire de garde, il n'était guère en posture de prêcher dans une synagogue. Ils vinrent, par curiosité, là où il habitait.

Il leur expliqua les conjonctures où les Romains eussent voulu le remettre en liberté. L'insistance du sanhédrin à prétendre juger son procès l'avait contraint d'en appeler à César. Et il répéta devant eux sa protestation inlassable :

« C'est *à cause de l'espérance d'Israël* que j'ai cette chaîne autour des mains. »

La réponse des Juifs fut courtoise et prudente :

« Nous n'avons reçu de Judée aucune lettre sur toi, et aucun des frères n'est venu qui nous ait rapporté quelque chose de toi. Mais nous voudrions bien apprendre de toi *ce que tu penses;* car, de cette secte, nous savons qu'en tout lieu on parle contre elle. »

Ils convinrent avec lui d'un jour où il leur exposerait sa croyance.

Dans l'intervalle, Paul avait loué un logement pourvu d'une salle assez grande ; il y réunirait les frères, et aussi les Juifs ou les Gentils désireux de connaître *la voie*. Elle fut inaugurée par les Juifs ; ils vinrent assez nombreux. « Depuis le matin jusqu'au soir, » en s'appuyant sur la loi, sur Moïse

et les prophètes, il rendit témoignage au royaume de Dieu, il développa l'histoire de Jésus. Comme les uns croyaient, tandis que les autres niaient, ils se retirèrent en se querellant. Paul, sans les ménager, les congédia, certain de son insuccès et il enfonça comme un clou dans ces têtes dures la prédiction d'Isaïe :

« Va vers ce peuple et dis : De l'ouïe vous entendrez et vous ne comprendrez pas, et, cependant, vous regarderez et vous ne verrez pas. »

Mais il ajouta cette prophétie d'espérance :

« Sachez donc qu'aux Gentils est envoyé le salut de Dieu ; et eux, ils entendront. »

Comment, autour de Paul, les Gentils « entendirent-ils? » Certaines phrases des épîtres aident à l'entrevoir :

« Ce qui m'est arrivé tourne plutôt au profit de l'Évangile, en sorte que mes chaînes sont connues de tout le prétoire et de tous les autres ; et la plupart des frères ayant, à cause de mes chaînes, plus grande confiance dans le Christ, osent sans crainte dire la parole. »

Paul n'avait qu'à montrer ses poignets meurtris par le bracelet des fers. Cette prédication exaltait chez les tièdes la volonté de propager la foi. Il n'y avait pas encore eu, à Rome, des martyrs. Mais l'appétit du martyre, Paul le créait déjà. Si les chrétiens n'étaient pas, jusque-là, persécutés, ils passaient pour suspects. Pomponia Græcina, matrone appartenant à une famille illustre, s'était vue, en 57, accusée de « superstition étrangère ». Elle était chrétienne, et l'on jugeait publiquement « malfaisante » cette nouvelle superstition. Les Romains s'apercevaient que la religion issue du judaïsme ne pouvait plus se confondre avec lui ; elle excluait tous les dieux au profit d'un seul Dieu ; donc elle était dangereuse pour César et pour l'État. On se méfiait aussi des chrétiens à cause de leur vie pénitente ; elle condamnait en silence l'ignominie païenne.

Il est facile d'imaginer la réprobation qu'inspirait à Paul, entre 59 et 61, la Rome de Néron...

L'Empire était une machine à broyer les hommes. Mais, au fond de la tyrannie, se cachait une peur immonde. La servilité du Sénat couvrait mal les haines des patriciens contre un régime de démagogie militaire où leurs biens et leur vie étaient exposés à l'arbitraire de la délation. Rome traînait par les cheveux ceux des Barbares qu'elle pouvait at-

teindre. Mais elle sentait, derrière elle, gronder leur masse indéfinie, indomptée.

Dans les lettres de Paul saisirons-nous quelques vestiges des sentiments qui devaient peser sur son âme, en face de l'orgie impériale? Pierre, en sa première épître, Jean, dans l'Apocalypse appelleront Rome *Babylone.* Paul, écrivant aux Philippiens, se contente d'une allusion au siècle pervers :

« Soyez d'irréprochables enfants de Dieu au sein d'une génération tortueuse et corrompue où vous apparaîtrez comme des flambeaux dans le monde, retenant la parole de vie. »

Et, vers la fin, il indiquera discrètement en quel milieu fructifiait son apostolat :

« Tous les saints vous saluent, en particulier ceux *de la maison de César.* »

La persécution, alors, n'était qu'une menace vague ; il espérait du tribunal « de César » son acquittement. Il avait autre chose à faire que de juger son juge ; Dieu s'en chargerait.

Les tristesses de l'apôtre ne semblent pas lui être venues, à cette époque-là, surtout des païens. Parmi les fidèles, il rencontrait un clan hostile et « jaloux ».

« Ceux qu'anime l'esprit de parti annoncent le Christ dans une pensée qui n'est pas pure, en croyant ajouter une tribulation à mes chaînes. »

Ces inimitiés le peinaient, autrement il les aurait sous-entendues. Mais il ne voulait pas s'en laisser troubler. Elles lui donnaient occasion d'humilier sa personne. Une volonté admirable d'effacement lui suggérait cette réflexion :

« Qu'importe ! De toute manière, soit avec une arrière-pensée, soit sincèrement, le Christ est annoncé. Cela, c'est une joie, ce sera toujours une joie. »

De qui partaient les coups d'épingle dont il avait souffert? Les judaïsants, on s'en doute, n'y furent pas étrangers. Il se peut aussi que des chrétiens d'ancienne date aient vu maussadement le haut prestige de Paul. Il avait dans son passé trop de privilèges spirituels, trop d'aventures, trop de conquêtes. Et ses chaînes lui tressaient comme une couronne. Ses enthousiasmes, ses brusqueries étonnaient la prudence des vieux Romains. Il retenait autour de lui et dirigeait des disciples ardents, Timothée, Aristarchus, Tychique, Jean-Marc, Luc, « le cher médecin », d'autres qu'il s'était acquis ; certains malveillants considéraient peut-être leur groupe

comme formant une église à part au milieu de l'Église établie déjà, florissante.

En dépit de ces traverses, plus il séjournait à Rome, plus il comprenait que l'appel de Dieu signifié à lui, comme à Pierre, avait pour l'avenir une immense portée. Rome serait la tête du monde chrétien, comme elle était celle de l'Empire, comme le Christ était le chef de son Église.

Néanmoins, il se retournait avec dilection vers les églises d'Orient, son œuvre, ou fondées par ses disciples immédiats. C'est à leurs saints qu'ira le testament de sa doctrine inspirée.

Elles avaient grand besoin d'être confirmées dans *la voie*. Des perversions multiples les travaillaient. D'abord, le ferment juif, impossible à éliminer :

« Ayez l'œil sur les chiens, leur criera l'apôtre. Ayez l'œil sur les mauvais ouvriers. Ayez l'œil sur les *mutilés*. Car les vrais circoncis, c'est nous qui servons Dieu en esprit, et nous glorifions dans le Christ Jésus, et n'avons point confiance en la chair. »

Le judaïsme ne s'évertuait pas seulement à imposer les œuvres mosaïques. Il existait, parmi les Juifs cultivés, une gnose, une science supérieure de la religion, mélange de traditions rabbiniques, de théosophie orientale et d'idées grecques. Ce qu'elle pouvait être, on l'aperçoit confusément d'après Philon, d'après les réfutations mêmes de l'apôtre. Elle enseignait comme un dogme la transmigration des âmes à travers les astres, dont les mouvements régleraient nos destinées. Un ascétisme essénien d'origine, semble-t-il, tendait à s'insérer dans les pratiques chrétiennes. Il menait à cette illusion désastreuse : Nous sommes les purs, les parfaits ; le bien est en nous. Donc il est vain de se tourmenter à l'acquérir.

Voilà pourquoi Paul dira de toutes ses forces aux chrétiens d'Orient :

« C'est par grâce que vous avez été sauvés et par le moyen de la foi. *Cela ne vient pas de vous*. C'est un don de Dieu. »

Et il se donnera en exemple à ses Philippiens bien-aimés :

« Ce n'est point que j'aie déjà gagné le prix, *que je sois parfait*. Non, je poursuis ma course, visant à conquérir (le prix), puisque j'ai été moi-même conquis par le Christ. »

A nul moment, il n'avait insisté davantage sur l'essentiel du mystère : le Christ et son Église sont unis comme la tête et les membres ; si nous voulons, nous, les membres, posséder la

vie, il faut la recevoir de la tête, vivre par elle, avec elle, en elle.

Les deux épîtres aux Éphésiens et aux Colossiens sont pleines de cette sublime « révélation ». Jamais l'éloquence de Paul n'atteignit une telle ampleur métaphysique. Il ressemble aux paladins des légendes qui, en pourfendant un dragon, mettaient la main, dans sa caverne, sur un trésor inconnu. Tandis qu'il bataille contre l'erreur, du même coup, il attire à la lumière des vérités qu'on aurait crues inaccessibles. Volontiers, il les transpose en images et en allégories. Il voit les pierres vivantes de la bâtisse soutenues par le bloc angulaire, celui qui unit les deux murs (Israël et les Gentils), « former un temple saint dans le Seigneur ». Ce symbole, réminiscence du Temple, était clair surtout pour des Juifs. Mais des païens, familiers avec le gymnase, comprenaient mieux la similitude « du corps dont la cohésion vient de la force qui joint les membres, et assemblé, uni par l'entremise des muscles de service, selon la mesure d'action dévolue à chacun, s'accroissant pour être construit dans l'amour ».

Le propre du mystique est d'aller, au delà des images, vers le sommet de l'idée pure, jusqu'à la vision intellectuelle de la substance. Captif, durant ses heures d'isolement, avec toute la maturité de sa foi, Paul s'élevait à des contemplations ineffables ; il les retenait en une langue lumineuse et profonde, la même qui resplendira dans l'Évangile de saint Jean, bien qu'il ne prononce pas comme lui le mot : *Verbe.* Il savait les Colossiens troublés par des erreurs gnostiques sur les rapports de Dieu et du monde ; il leur expose la nature vraie du médiateur.

« (Le Christ) est l'image de Dieu, du Dieu invisible. Engendré avant toute créature, car toutes choses ont été créées en lui, celles qui sont dans les cieux et celles qui sont sur la terre, les visibles et les invisibles, Trônes et Dominations, Principautés et Puissances. Tout a été créé par lui et pour lui ; lui-même existe avant toutes choses et toutes choses existent en lui. »

L'abîme où il se perdait, c'était le prodige de cette Toute-Puissance divine, consommée en la faiblesse parfaite. L'achèvement de la grandeur en Dieu devait être de se dépouiller lui-même, *en prenant la forme d'un esclave*, de s'humilier, obéissant jusqu'à la mort, et à la mort de la croix. *C'est pourquoi* Dieu l'a surexalté, et lui a donné un nom qui est au-

dessus de tout nom ; afin qu'au nom de Jésus tout genou fléchisse dans le ciel, sur la terre et dans les enfers ; et que toute langue confesse à la gloire de Dieu le Père que Jésus-Christ est le Seigneur. »

Comment l'humiliation de se faire esclave, de « se faire péché » a-t-elle accru la gloire de Dieu, Paul le savait trop, il n'entrerait en possession d'un tel mystère qu'une fois affranchi « de son corps de mort ». Aussi acquérait-il une conscience plus pleine de cette vérité :

« Mourir m'est un gain. »

Et cependant, lorsqu'il pesait en face du tribunal romain l'alternative : être acquitté ou condamné à mourir, un sublime débat se poursuivait au fond de sa volonté, celui dont il fait confidence aux Philippiens :

« (Je voudrais) me dissoudre, être ainsi avec le Christ, car c'est de beaucoup la meilleure chose. Mais demeurer dans la chair est plus nécessaire à cause de vous. Dans cette confiance, *je sais que je resterai* et demeurerai avec vous tous, pour votre avancement et votre joie dans la foi, afin que, par mon retour auprès de vous, vous ayez abondamment sujet de vous glorifier dans le Christ. »

Admirable équilibre de la paix mystique, de cette paix « qui dépasse toute idée » ! Quoi qu'il attende, le saint est dans la joie. L'appétit de prolonger sa vie terrestre, chez un autre, serait tout humain ; Paul le divinise, il en fait un sacrifice, mettant au-dessus de son œuvre transitoire l'espérance du bien sans terme. Il prévoit que ses juges le laisseront vivre encore ; c'est une épreuve pour son désir, et ses frères ont besoin de lui. Mais, s'il doit offrir « son sang en libation pour *la liturgie* (le service sacré) de leur foi », il s'en réjouira ; eux aussi en auront une joie.

Jusque-là, ses chaînes seront un exemple, une force et une gloire à tous ceux qui croient.

Il « complète en souffrant dans sa chair ce qui manque aux souffrances du Christ pour son corps qui est l'Église ». Il souffre afin de hâter l'achèvement de ce corps immortel qui aura sa plénitude, quand tous les élus seront entrés dans la splendeur des saints. Ce qu'il endure est mystiquement la Passion du Seigneur continuée. De même que le Christ a mérité par ses agonies le salut du monde, Paul mérite à ses frères, par les mérites du Christ, un accroissement de ferveur, de grâce, de paix et d'allégresse.

Même en un sens tangible le mystère de l'Évangile reçoit une autorité plus efficace, parce qu'il s'en fait « l'ambassadeur dans les chaînes »...

Ses messagers allaient et venaient d'Occident en Orient. Sa parole continuait à courir au-dessus des peuples. Plus la puissance de l'Esprit semblait liée, plus sa vigueur d'expansion croissait. Les chaînes de Paul, comme celles de Pierre, signifiaient le règne spirituel de l'Église, d'autant plus forte au long des siècles, quand la Bête croit la contraindre, la réduire au silence et l'exterminer.

Le martyr.

Les deux années où Paul vécut à Rome, *prisonnier militaire*, terminent ce qu'on sait nettement sur sa vie. Au delà, il s'enfonce dans un brouillard. Nous retrouvons, par intervalles, le son de sa voix. Mais nous avons peine à suivre ses mouvements. L'épître aux Philippiens, sur un ton d'espérance, annonçait une visite prochaine en Macédoine. Il croyait à l'heureuse conclusion de son procès. Les épîtres à Timothée, celle à Tite seraient inexplicables s'il ne s'était vu, en effet, acquitté, libéré.

La première à Timothée le montre partant pour la Macédoine ; il veut que son disciple l'attende à Ephèse où il se propose de le rejoindre. Dans la seconde, il rappelle qu'il a laissé Trophine malade à Milet. Écrivant à Tite, il nous apprend qu'il l'a laissé en Crète « pour achever de régler ce qui reste à régler et, dans chaque ville, établir des presbytres ».

Ainsi donc, après son acquittement, Paul retourna voir les églises d'Achaïe, de Macédoine, d'Asie. Il fit une mission en Crète, et chargea Tite d'y bien asseoir son œuvre.

Quant au voyage en Espagne, si fermement projeté, put-il l'accomplir, et vers quel temps? Le témoignage de Clément romain laisse entendre que Paul « atteignit le terme de l'Occident » ; et ces mots, si vagues qu'ils soient, se rapportent, non à Rome, mais plutôt à l'Espagne, point extrême où l'Annonciateur visait, avant de paraître devant son juge et de lui dire : « Toute la terre a entendu votre nom. Maintenant, venez, Seigneur. » Seulement, rien n'indique les circonstances ni l'époque de son exploration.

Est-ce alors que Paul conçut ou inspira l'épître aux Hébreux? Les exégètes se sont épuisés en hypothèses autour de ce texte mystérieux. Il ne porte aucune salutation initiale, aucune allusion à l'entourage de Paul, sauf à Timothée, dont il dit sèchement :

« Vous savez du *frère Timothée* qu'il est remis en liberté. S'il ne tarde pas à venir, c'est avec lui que j'irai vous voir... *Ceux d'Italie* vous saluent. »

Paul en personne n'eût pas ainsi parlé, semble-t-il, de celui qu'il aimait comme un fils, « son vrai fils dans la foi ».

L'ouvrage semble avoir été écrit par un disciple de Paul ou un homme qui avait reçu son influence. Juif d'origine, mais assujetti aux disciplines grecques de l'éloquence.

Il s'adressait à des communautés palestiniennes en proie au grand trouble qui précéda le soulèvement de la Judée. Jamais la tentation de resserrer l'Église sous le joug mosaïque n'avait si fortement agité les chrétiens de Palestine. Autour d'eux, la fureur du fanatisme s'exaspérait. Ils allaient être mis en demeure de choisir : ou bien suivre le peuple dans sa révolte contre l'étranger, devenir des Juifs, en tout, forcenés, ou s'exiler (ce qu'ils firent en se retirant, pour leur salut, à Pella).

L'auteur de l'épître les exhorte à persévérer dans leur foi. Il leur propose un parallèle entre le sacerdoce juif, imparfaite et transitoire figure, et le sacerdoce de Jésus-Christ. Jésus est le médiateur nécessaire, le prêtre éterne . Une magnificence pontificale anime ces considérations. Mais leur sérénité laisse percer les sentiments dont l'attente du martyre devait exalter les chrétiens d'Italie :

« Vous autres, vous n'avez pas encore résisté jusqu'au sang. Nous, sous-entend-il, nous savons ce qu'il faut savoir endurer pour le règne de Dieu. »

L'évocation des supplices qu'ont pâti les précurseurs de l'Évangile, les prophètes du crucifié, représente autre chose qu'un lieu commun oratoire :

« Ils ont été lapidés, torturés, sciés. Ils sont morts par le tranchant du glaive, ils ont erré, couverts de peaux de brebis, de peaux de chèvres, manquant de tout, persécutés, maltraités (le monde n'était pas digne d'eux) ; errant dans les solitudes et les montagnes, dans les cavernes et les trous de la terre... »

Certaines antithèses enfin éclatent comme le cri du

sublime détachement, avec un accent tout paulinien : « Nous n'avons pas ici de cité qui demeure, mais nous cherchons celle qui sera. »

Nul, mieux que Paul, ne passait en ce monde, comme un nomade, marchant vers la cité céleste qu'il préparait ici-bas. Quelle cité humaine aurait alors pu retenir l'espérance du chrétien? Jérusalem et le Temple allaient succomber ; Rome, qui se disait éternelle, venait d'être aux trois quarts détruite par l'incendie.

Le 19 juillet 64, ses magasins d'huile, au bout du grand cirque, ayant pris feu, tout le centre de Rome, autour du Palatin, brûla pendant six jours ; sur les quatorze régions de la ville, dix furent anéanties.

Où était Paul quand la nouvelle de ce désastre emplit les routes de l'Empire? Sans doute y lut-il un signe, le brasier avant-coureur de l'incendie du monde qui renouvellerait la terre et les cieux.

En attendant « le grand jour », il continuait à batailler contre l'erreur ; il affermissait dans les églises des dispositions capables d'en écarter les vaines querelles, le désordre et l'hérésie.

Les deux épîtres à Timothée et celle à Tite le font voir infatigable dans la lutte, toujours aussi ferme, rude par moments, mais avec la tranquillité et la mesure d'un esprit déjà proche de la lumière sans ombre.

Entre la première et la seconde épître à Timothée, la grande persécution, à Rome, s'était ouverte. Clément romain, en termes trop discrets, laisse entrevoir quels ennemis des chrétiens la fomentèrent :

« C'est par suite de *la jalousie* que les hommes qui furent les colonnes de l'Église ont été persécutés et ont combattu jusqu'à la mort. »

L'incendie de Rome avait épargné les abords de la porte Capène et le quartier du Transtévère ; il avait éclaté non loin des ruelles juives, mais sans les atteindre. La rumeur populaire dut accuser les Israélites d'avoir voulu, en détruisant Rome, venger leurs frères de Judée qu'outraient les exactions et les violences des gouverneurs romains. Elle poussait la foule à des représailles. Pour les prévenir, et, du même coup, détourner sur les chrétiens qu'ils exécraient la vindicte publique, les Juifs propagèrent ce bruit : les incendiaires, c'étaient les disciples du crucifié. Dans l'entourage de Néron,

Poppée, des comédiens juifs se chargèrent d'aiguiser l'animosité cruelle du prince. Ils lui représentèrent sa maison comme infestée d'esclaves, de scribes, d'affranchis, d'officiers chrétiens. Tous ces gens-là, qui semblaient les plus fidèles des domestiques, préparaient dans l'ombre des forfaits affreux. Ils avaient failli brûler Rome ; le prince, tôt ou tard, serait leur victime.

Les chrétiens — comment l'ignorait-il? — « avaient en haine le genre humain ». Ils réprouvaient les joies que la nature conseille à l'homme ; des témoins avaient surpris, dans leurs assemblées secrètes, des turpitudes sans nom. Et, surtout, ils adoraient un séditieux mis en croix. Ils bravaient les édits promulgués contre les superstitions étrangères. Ils déniaient aux divins empereurs le culte qu'exigeait le respect des lois.

Néron, coupable ou non d'avoir prolongé l'incendie de la vieille ville, — son rêve était de rebâtir une autre Rome, — et mal vu à cause des misères accumulées par le désastre, s'empressa de saisir cette diversion. Il la fit, à sa mode, théâtrale et atroce. Tertullien lui attribue un mot qu'il a bien pu prononcer :

« *Christiani non sint.* Que les chrétiens soient anéantis. »

Les frappa-t-il par un édit? A des arrestations en masse succédèrent des supplices où l'on précipita les accusés sans avoir instruit leur procès, sur une dénonciation ou parce qu'ils se confessaient chrétiens. Même si nous réduisons à quelques milliers de fidèles « la multitude énorme » dont Tacite relate la condamnation, Néron atteignit d'abord l'effet cherché ; l'événement fut considérable. La plèbe crut se venger de la récente catastrophe en applaudissant aux tortures des auteurs présumés. Comme incendiaires, d'après la loi romaine, les chrétiens devaient être livrés au bûcher ou exposés aux bêtes. Mais on sait quels raffinements d'horreur le cabotin sadique se plut à inventer, à voir mis en œuvre. Des troupeaux de patients, sous des toisons de bêtes fauves, étaient offerts, dans le cirque, aux morsures des chiens furieux. Dans les jardins du Vatican, le long des allées, des martyrs, empalés sur un pieu, portaient collée à leurs membres la *tunica molesta*, la robe enduite de poix et de soufre ; la nuit, ils flambaient, luminaires vivants, tandis que Néron circulait, cocher de son quadrige, ou chantait, la cithare en main, sur le tréteau d'une scène, un morceau

de tragédie. De jeunes chrétiennes, traînées au milieu du théâtre, y jouaient le rôle des Danaïdes, vouées aux horreurs du Tartare ; des mimes, avant de les étrangler, les violentaient publiquement ; ou bien, elles étaient, comme Dircé, liées aux cornes d'un taureau qui les piétinait, les déchirait parmi des rocs, les éventrait.

La férocité lente des sévices, au lieu d'assouvir les haines du peuple, se retourna pourtant contre Néron. Parmi les condamnés il y avait trop d'innocents manifestes ; des vieillards, des adolescents, de pauvres femmes, tourmentés au delà des forces humaines, conservaient, dans leurs agonies interminables, une souriante patience. Leur victoire étonna des spectateurs curieux, puis les troubla d'une compassion. Il devint évident que leur supplice avait une seule fin : amuser les yeux d'un cruel et de ceux qui lui ressemblaient.

Paul se trouvait, peut-on croire, en Orient, lorsqu'il apprit la dévastation de l'église romaine et le combat triomphant des frères. Il avait écrit à Tite :

« Hâte-toi de me rejoindre à Nicopolis (en Macédoine) ; j'ai résolu d'y passer l'hiver. »

Il s'était arrêté à Troas où il avait oublié, chez Carpos, son manteau, son unique manteau peut-être.

C'est à Corinthe, selon une tradition vraisemblable, qu'il aurait donné rendez-vous à Pierre ; et les deux apôtres partirent ensemble pour l'Italie, afin de soutenir les fidèles, comprenant aussi qu'ils allaient, à Rome, recevoir « la couronne ».

D'après les actes apocryphes de Paul — seulement il est difficile d'y séparer l'histoire et la fiction — l'apôtre aurait loué, *hors de Rome*, une grange ; là, il se remit à prêcher. Dénoncé, il fut une seconde fois jeté en prison. Mais ce n'était plus la *custodia militaris*. Il se montre à Timothée, chargé de chaînes « comme un coquin ». Un certain Onésiphore, venu à Rome, l'a cherché quelque temps, ne l'a point découvert sans peine. Paul devait donc être durement détenu ; ses anciens amis n'osaient plus dire qu'ils le connaissaient ; on ignorait jusqu'au lieu de sa geôle.

« Tous ceux d'Asie, dit-il, se sont détournés de moi... Lors de mon premier plaidoyer (dès ma comparution devant les juges), personne ne s'est mis avec moi ; tous m'ont abandonné. »

Il n'a pas la certitude encore de sa mort imminente. Une fois déjà il a été sauvé « de la gueule du lion ». Il n'est sûr que d'une chose : « Le Seigneur le sauvera de toute œuvre méchante, Il le conduira sain et sauf « dans son royaume « céleste ». Que Timothée se hâte, avant l'hiver, de se rendre auprès de lui ; qu'il lui apporte le manteau laissé à Troas.

Cependant, il lui parle comme s'il lui laissait de suprêmes conseils, et il se voit offrant son sang comme la libation du dernier sacrifice : « Le temps de *lever l'ancre* » approche. Du fond de son cachot, Paul sent venir à lui le vent de la pleine mer ; demain il appareillera pour les plages du ciel.

« J'ai combattu le beau combat ; j'ai achevé la course ; j'ai gardé la foi. Maintenant, elle est déposée pour moi, la couronne de la justice que Dieu me donnera en ce jour-là, lui, le juste Juge ; et non seulement à moi, mais à tous ceux qui ont désiré avec amour sa manifestation. »

Rien, peut-être, dans les épîtres, n'est sublime comme ces paroles du vieil athlète plus fort que jamais dans sa foi, qui n'avoue aucune lassitude, mais qui s'en ira, *parce que la course est gagnée.*

En attendant, il évoque d'un mot ce qu'il souffrit « à Antioche, à Iconium, à Lystres, les persécutions dont le Seigneur l'a toujours délivré. » Et, aujourd'hui, il endure *tout* « à cause des élus (des prédestinés) pour qu'ils aient part au salut, eux aussi, et à la gloire éternelle ».

Il rappelle à son disciple ses volontés constantes ; il lui recommande la justice, la charité, la mansuétude, même à l'égard de ceux qu'il faut reprendre et condamner.

Sa voix semble déjà venir d'outre-tombe, d'un monde où la paix ne veut plus être perdue.

En même temps il prépare pour d'innombrables martyrs l'exhortation qui leur convient. Dans les actes de ceux de Scilli, le proconsul Saturninus pose à l'accusé Speratus cette question : « Que gardez-vous dans vos archives? » Et Speratus répond :

« Nos livres sacrés *et les épîtres de Paul, homme très saint.* »

Avant l'heure des supplices, quel viatique il leur apportait ! On s'explique l'athlète figuré sur les parois des catacombes ; c'était à lui qu'ils songeaient, comme au lutteur invincible, victorieux par la grâce, et qui, par elle, n'avait jamais douté de l'être.

Mais, après cette épître, les derniers jours de l'apôtre se perdent comme dans un couloir sombre. Les péripéties de son deuxième procès, jusqu'à la fin des temps, resteront inconnues. Nous sommes réduits aux apocryphes ; et le narrateur invente visiblement ou transpose des circonstances multiples.

Patrocle, échanson de César, est allé entendre Paul dans la grange où il enseigne. Cet homme va s'asseoir sur la fenêtre du grenier ; il en tombe et meurt. Paul le ressuscite. Il le fait asseoir sur une bête de somme. Patrocle repart en parfaite santé.

L'épisode est une copie maladroite de la résurrection d'Eutychos à Troas. Mais la suite peut contenir des éléments plus véridiques.

Néron a su la mort de Patrocle. Lorsqu'il le voit revenir vivant, il s'étonne : « Qui t'a fait vivre? »

— Le Christ Jésus, répond Patrocle, le roi de l'éternité.

Néron est inquiet, lui qui rêvait d'être roi de Jérusalem, parce qu'il savait confusément les prédictions des devins d'Orient sur l'empire du Messie.

« Ce Jésus doit *régner sur l'éternité et renverser tous les royaumes.*

« Oui, il renversera toutes les royautés, et il sera seul pour l'éternité. »

Alors, Barsabas Justus aux larges pieds, Urion le Cappadocien et Festus le Galate, les premiers serviteurs de Néron, s'écrient d'une même voix :

« Nous aussi, nous sommes au service de ce roi de l'éternité. »

Néron les fait lier de chaînes et torturer terriblement. Il envoie un centurion appréhender Paul et ceux qui l'écoutent. Quand l'apôtre comparaît devant César, Néron, au premier coup d'œil, dit : « Voilà leur chef, » parce que tous ont les yeux sur *lui*. L'empereur l'interroge :

« Pourquoi es-tu entré dans l'empire romain? Pourquoi enrôles-tu des soldats soustraits à mon commandement? »

Paul fait cette réponse :

« César, nous enrôlons des soldats dans toute la terre habitée. Car il nous a été ordonné de n'exclure aucun homme qui veuille passer au service de mon roi. Ce service, s'il te plaît à toi-même de t'y soumettre, te sauvera. Si tu le pries, tu seras sauvé. Car, en un seul jour, il doit faire la guerre au monde. »

Que Néron eût, lui-même, interrogé l'apôtre, le fait n'aurait, en soi, rien de surprenant. Le prince, par cela seul qu'il exerçait la puissance d'un chef d'armée, assumait en même temps les pouvoirs judiciaires. A lui ou à tout autre juge, Paul certainement annonça la Parousie du Seigneur. En présence de païens orgueilleux, omnipotents, il ne manquait jamais de proclamer cette vérité redoutable ; au-dessus des empires que le temps renverse, Dieu manifestera son royaume immuable, le seul qui *est*.

Mais, au moment où il comparut une seconde fois devant un tribunal romain, Néron était absent de Rome. Saint Clément affirme que Paul souffrit le martyre *sous les préfets*. Rome, d'ordinaire, n'en avait qu'un seul. Cette année-là, — en 67 — Néron décida qu'il y en aurait deux. Il préparait son fastueux voyage en Achaïe ; au printemps, il était parti. Or, la tradition maintient que Paul fut exécuté *le* 29 *juin*. Elle fixe au même jour ou à un an d'intervalle le supplice de Pierre.

Jésus, dans un langage voilé, avait annoncé à Pierre par quelle mort il le glorifierait :

« Quand tu étais jeune, tu mettais ta ceinture et tu partais où tu voulais ; mais, quand tu seras vieux, tu étendras tes mains, et un autre te ceindra et il te mènera où tu ne voudras pas. »

Pierre, traité comme un homme de rien, « étendit » en effet ses « mains » sur la croix où il voulut être cloué, la tête en bas. A Paul, citoyen romain, on réserva une mort plus honorable : la décollation par le glaive.

Passa-t-il, ainsi que le veut une tradition, avec Pierre, son dernier jour, dans l'horrible basse fosse de la prison Mamertine? Le cachot voisin du Forum semble avoir été plutôt destiné à des criminels politiques — tels les complices de Catilina — ou à des captifs de guerre, comme Vercingétorix.

Mais le cachot au fond duquel Paul attendit l'aurore de sa libération ne dut pas être plus agréable : ténèbres, puanteur, contact de bêtes affreuses, humidité d'égout suintant, et l'immobilité dans des haillons pleins de vermine, les mains étant raidies par le poids des chaînes, les pieds bloqués par une barre de fer, dans le créneau du cep !

Le matin d'été où la porte s'ouvrit, quand il s'en alla au martyre, fut le plus beau des matins. Quelques heures d'at-

tente, et il serait enfin avec le Christ, en Lui, non plus seulement par la possession mystique, mais dans le vis-à-vis sans fin que Job espérait : « Je verrai face à face mon Rédempteur ; je le verrai, et ce sera moi, non un autre. » Entre son âme et Dieu il ne sentirait plus la cloison de chair, le poids du silence. Il trouva douce encore à respirer la lumière de ce monde. Mais, déjà, il percevait, comme étant ailleurs, tout ce qui lui venait des choses d'ici-bas.

Les rues, autour de lui, s'éveillaient ; les dures semelles des soldats sonnaient sur les dalles ; les épées brillèrent au soleil montant. Les passants regardaient avec une curiosité ironique ce vieil homme déguenillé qu'on emmenait, les bras liés derrière le dos. Il entendait peut-être le bourreau qui suivait l'escorte rire avec ses valets. Il ne pensait point à cette écrasante puissance de Rome qu'un bas-relief, contre un arc de triomphe, lui eût montrée sous la figure d'un cavalier indifférent, implacable, dont le cheval appuie son sabot sur la nuque d'un vaincu.

Il cherchait, même à cette heure, des âmes qu'il pourrait conduire au Christ. Comme le centurion, marchant près de lui, le regardait d'un air attristé, il osa l'entretenir du Seigneur ; il lui dit :

« Crois au Dieu vivant ; il me ressuscitera des morts, moi et tous ceux qui croient en Lui. »

Ils se dirigèrent, au sud-ouest de la ville, vers la porte d'Ostie. Là, une femme de grande mine, droite sur la chaussée, le front couvert d'un voile, attendait son passage. Dès qu'il approcha, elle tourna vers lui ses yeux pleins de larmes ; et, joignant ses mains, suppliante, elle cria :

— Paul, homme de Dieu, souviens-toi de moi devant le Seigneur Jésus.

Paul reconnut Plautilla, une patricienne qui assistait intrépidement les chrétiens dans leurs angoisses. D'un ton joyeux il lui dit :

— Bonjour, Plautilla, fille du salut éternel. Prête-moi le voile dont tu couvres ta tête. Je m'en lierai les yeux comme d'un suaire et je laisserai à ta dilection ce gage de mon affection, au nom du Christ.

Ils longèrent, au delà du Tibre, sur la voie d'Ostie, le lieu, à droite de la route, où Constantin empereur devait ériger, en l'honneur de l'apôtre, une première basilique. Une matrone chrétienne, Lucina, possédait en cet endroit une maison de

campagne. Un mille environ plus loin, ils prirent, à gauche, le chemin qui montait vers le plateau. Si Paul considéra, un instant, l'horizon, d'étranges réminiscences vinrent surprendre son cœur : ce grand pays que fermaient à l'occident les crêtes des monts Sabins et qui descendait, au sud, jusqu'à la mer, cette plaine, bleuâtre et sereine, où le Tibre tournait entre des buttes vertes, ressemblait à la plaine de Cilicie appuyée aux rampes du Taurus.

Le soleil se faisait lourd ; la poussière du chemin irritait ses yeux las. Il avançait d'un pied vaillant. Depuis la route de Damas, il avait tant marché ! Cette étape était la dernière ; il l'achèverait comme un bon vétéran, du même pas que les jeunes soldats de César ; et, d'un seul coup, il tomberait, comme sur un champ de bataille.

Le point de la banlieue désigné pour l'exécution était un vallon désert et secret ; des sources d'eau salubres lui avaient mérité le nom d'*aquae salviae*. Les autorités romaines avaient sans doute choisi cette solitude, de crainte que le spectacle du martyre n'excitât parmi les chrétiens une ferveur contagieuse. L'escorte s'arrêta *près d'un pin*. Le condamné requit du centurion la liberté de se recueillir. Il pria debout, les mains étendues, tourné vers l'orient, vers la ville sainte de ses pères. On l'entendit parler *en hébreu* à Quelqu'un d'invisible. Sans doute, une suprême fois, il revit ses transgressions lointaines ; il demanda miséricorde, quoique assuré de l'avoir obtenue. Il pria plus encore pour le salut d'Israël, pour les églises qu'il avait fondées, pour toutes les autres, et pour l'Église à venir.

L'arrêt portait qu'il serait, selon la coutume, flagellé avant d'être décapité. Il offrit encore au baiser des verges ses épaules décharnées, creusées par des lanières sans nombre. Toutes ses campagnes, comme sur une stèle, s'y lisaient inscrites en glorieux stigmates. Puis on lui banda les yeux avec le voile de Plautilla ; il s'agenouilla et tendit le cou en silence. Avide, la terre romaine but la libation du sang libérateur.

Quelques fidèles, de pieuses femmes assistaient, sans doute, du haut de la colline, au sacrifice ; Lucina était, on peut le croire, parmi eux. Ils portèrent le corps saint dans sa villa. Il y reposa jusqu'en 258, jusqu'au temps où il fut réuni à celui de saint Pierre, dans la nécropole de la voie Appienne. On le transféra ensuite, au quatrième siècle, sous l'autel

de la basilique dédiée à l'apôtre, à *Saint Paul hors les murs*.

De là au val des Trois Fontaines, j'ai suivi, un jour d'été, le trajet de son martyre. J'y suis retourné en automne avec allégresse. La campagne garde un air d'antique sauvagerie. Les lignes du paysage n'ont pas dû changer. A droite, entre une pinède sur une butte, quelques fermes éparses, une tour d'un rouge brun, et l'éperon d'une butte verte, le Tibre lent, sinueux comme le Cydnus, descend toujours vers la plaine immense, appelé par la mer. Au bas de la route, passé deux poteaux de pierre, une allée silencieuse coupe des bosquets d'eucalyptus et de lauriers-roses.

Trois chapelles sont groupées dans le vallon. Celle qui commémore les trois fontaines, maintenant murées, n'eût guère plu à Paul, tel que nous le connaissons : trois cénotaphes, avec des frontons arrondis de marbre noir portent un caractère d'inanité funèbre. Une vaste mosaïque païenne, au milieu du dallage, représente les quatre saisons. Une grille, dans un coin, enferme le tronçon d'une colonne légendaire où le bourreau, avant de frapper, aurait appuyé la tête du martyr.

Mais il est facile de s'abstraire, d'oublier le faux décor. La chapelle, comme le vallon, demeure pleine de ce recueillement qui laisse venir en nous les présences éternelles. Je conçois les Trappistes établissant, tout près, leur monastère ; ils ont mieux fait que d'assainir un fond marécageux, réceptacle des fièvres ; ils y rendent plus liturgique l'intimité divine. L'anachorète Paul accepte ce refuge ; l'homme que nous y retrouvons, c'est le contemplatif, celui qui modelait sa doctrine et ses actes sur la vision du Dieu caché. C'est aussi le porte-glaive que la tradition consacre.

Paul, en toutes ses effigies, tient la poignée d'une épée dont la pointe est dirigée vers la terre. L'épée fut l'instrument de son supplice ; elle est en même temps l'image de sa parole plus tranchante qu'un glaive à deux tranchants. Seul à seul, je l'ai longuement prié ; quand donc le désir d'être touché par ce glaive m'aura-t-il pénétré jusqu'aux jointures et aux moelles, jusqu'au lien secret « de l'âme et de l'esprit »? Car la science unique dont son martyre conclut l'enseignement, c'est qu'il faut se séparer de soi-même et mourir avec le Christ pour vivre en Lui.

Émile Baumann.

Le retour d'Amazan

Conversations sur la littérature française [1]

II

— Hélas ! mademoiselle, dit M. Guimard en se rasseyant bien à l'aise. Hélas ! quel piteux métier que d'enseigner les rudiments ! On croit dire des banalités, et l'on dévide des paradoxes ! On croit à l'inverse découvrir une face pittoresque et curieuse à la vérité et l'on semble à ses auditeurs rabâcher des rengaines... A quoi cela tient-il? A ce que l'on reste dans le général. La plupart des gens nourrissent ce préjugé qu'il ne saurait y avoir de l'original que dans le particulier. Comme je n'ai pas l'intention de vous servir ici un répertoire de noms propres, œuvres et auteurs, mais bien de vous donner des fils directeurs, très longs et très simples pour circuler dans un labyrinthe, qui sait si je ne perds pas mon temps et ma parole?

— Mais non, mais non, monsieur mon secrétaire, s'écria le prince des Gangarides. Je sais fort bien pour ma part que s'il y a bien des vérités dans l'ordre prosaïque du menu détail, il y a énormément d'erreurs dans le domaine des idées lyriques et générales. Continuez donc, je vous prie, à nous promener sur les sommets, pour réformer d'en haut l'orientation de la carte, et même le cadastre des terres. Ensuite nous descendrons cueillir des fleurs au ras du sol, s'il y a lieu.

(1) Copyright 1925 by *Le Livre*. — Voir *la Revue universelle* du 1er avril 1925.

— Précisément, dit M. Guimard, la charmante virtuose que nous avons pour compagne se plaint qu'il n'y a pas beaucoup de fleurs à cueillir dans cette promenade littéraire. Toujours cette prévention que l'histoire des lettres, comme les lettres elles-mêmes, est une espèce de verger de plaisance ou de parc d'agrément ! Je parie, mademoiselle, qu'il vous chaut fort peu que le premier texte des lettres françaises soit le *Serment de Strasbourg*? En effet, ce n'est pas le premier monument littéraire, ce n'est qu'un monument philologique. Je vous préviens (nous sommes, n'est-ce pas, au milieu du neuvième siècle) qu'il va falloir pousser jusqu'au douzième siècle pour entrer vraiment dans l'histoire littéraire.

— Douzième siècle? dit M. Bishop. J'ai toujours entendu dire que, vers 1050, enfin à la bataille de Hastings, les soldats de Guillaume le Conquérant chantaient déjà des poèmes épiques sur le brave Roland.

— Légende, monsieur. Si ces chants existèrent, nous les avons perdus. On s'accorde aujourd'hui à concentrer dans le douzième siècle, béni et fortuné, toutes les œuvres marquantes de nos origines littéraires. La *Chanson de Roland* date peut-être de 1120 à peu près. Voici nos gloires rajeunies d'un demi-siècle, et notre noblesse diminuée d'autant...

Mais réglons tout de suite la querelle qu'a soulevée contre moi Mlle Tagliargento : Pourquoi, au début d'une histoire des lettres, attacher tant d'importance à des textes qui ne relèvent pas nettement de la littérature, ni par leur importance intrinsèque, ni par leur beauté de forme? Pourquoi? Je m'en vais vous le dire :

C'est parce que l'historien sent toujours le besoin de marquer dans son histoire un plan harmonieux de développement. Nous avons tendance à toujours comparer, même *in petto*, la vie des choses à une existence humaine, à y distinguer une vieillesse, une maturité, une jeunesse, une enfance. Voilà pourquoi nous rechercherons avec soin ce qui peut figurer dans cette légende l'œuf ou l'embryon. Cela flatte l'œil et la logique, cela permet de s'écrier avec extase : Quel chêne est sorti de ce gland ! et de chanter le progrès, l'évolution, l'immanence, que sais-je encore?

Pour moi qui ne crois pas, je vous l'ai dit, que la littérature soit jamais naïve, enfantine ou primitive, il me plaît au contraire de la voir surgir tout soudain, fût-ce tardive-

ment, armée de pied en cap, comme Minerve du cerveau de son père. C'est pourquoi je négligerais volontiers les prétendus balbutiements où elle s'est essayée, dit-on. Ils ne sont pas de la pré-littérature. Ils ne sont pas littérature du tout, c'est bien simple. Il ne faut pas dire : en 842, le génie littéraire de ce pays était dans l'enfance, et n'a produit que le *Serment de Strasbourg* ou des complaintes religieuses. Il faut dire, m'entendez-vous : De ce temps-là, nous n'avons pas de textes littéraires en dialecte français ; donc le génie littéraire s'exprimait ailleurs, en latin sans doute, et dans des œuvres que nous avons perdues, par suite de circonstances toutes matérielles.

Prenons pour plus de clarté la fin et non le début d'une littérature. Imaginez qu'un effondrement suivi d'un raz-de-marée fasse disparaître bientôt la France, corps et biens, et que surnage, sur ce cataclysme, le dernier règlement de police publié, invitant les citoyens à se munir de ceintures de sauvetage, et à gagner les lieux élevés... Pour les archéologues, qui plus tard renfloueraient les épaves de nos bibliothèques, ce texte rédigé (on le peut parier) en charabia administratif figurerait sûrement en ordre chronologique à la fin des histoires de la littérature française. Simplement parce qu'il aurait eu la chance d'être le dernier... Jugez donc s'il serait absurde de dire : « En l'an 1925 la littérature de ce pauvre pays n'a produit qu'un règlement de police. » Il faudrait écrire au contraire : « La France disparaissant à cette époque, les textes français disparaissent aussi » et n'en rien arguer pour ou contre la vitalité de notre génie au moment du raz-de-marée.

Eh bien ! persuadons-nous donc qu'au neuvième, au dixième, au onzième siècle, il y avait en France autant de gens de talent et de génie — mais oui, de génie ! — qu'à aucun autre âge de notre histoire. Mais par l'effet de catastrophes regrettables, leurs œuvres sont perdues et leur tradition interrompue.

— Vous croyez vraiment, dit M. Bishop, qu'à ces époques ténébreuses et troublées, il pouvait y avoir des talents et des génies, et qu'ils avaient le loisir de s'exercer?

— N'en doutez pas, monsieur. Les époques qui nous paraissent ténébreuses sont simplement des époques que depuis, les ténèbres ont recouvertes, c'est-à-dire dont l'histoire seule est obscure ; mais elles eurent, comme n'importe

quelle autre, leur part de joie, de science, de raison, de clarté. Les époques dites sanglantes et troublées sont celles dont il se trouve que nous avons juste gardé la chronique judiciaire et l'histoire guerrière. A cette épreuve-là, aucun canton paisible de la vertueuse Suisse ne résisterait : d'après les faits-divers, la gazette des tribunaux et l'histoire politique on s'imaginerait volontiers que les gens vivent aujourd'hui de bulletins de vote, de coups de revolvers et d'avions cassés... Heureusement on écrit tant, on imprime tant de nos jours qu'il restera de nous une image plus complexe et plus juste... euh ! du moins jusqu'au moment où l'on sera obligé de brûler les montagnes de nos documents et où n'émergera plus, sur les flots de l'oubli, que la cime de nos drames privés et de nos malheurs publics !

— Ainsi, dit M. Bishop, vous niez qu'il y ait eu des époques barbares et des époques malheureuses?

— La discussion nous mènerait trop loin. Je ne vais pas discuter ici si le bonheur est une constante donnée aux hommes, qu'ils s'efforcent d'augmenter parce qu'ils espèrent toujours y réussir, mais qui reste invariable : elle ne s'exprime pas, du reste, ni ne se conçoit d'une façon absolue, mais bien par un rapport, le rapport entre ce qu'on désire et ce qu'on possède... Et pour tout vous avouer, je tiens qu'il est d'un esprit sain et positif de prétendre qu'il y a des époques plus ou moins douées de confort, de commodités matérielles, mais qu'il n'y a pas d'époques plus infortunées, ni plus bêtes, ni, si vous voulez, plus primitives les unes que les autres...

— Eh bien ! dit M. Bishop, vous êtes un fieffé réactionnaire, puisque vous n'admettez pas que les hommes se sont tirés peu à peu de la sauvagerie, et qu'ils montent lentement de l'anthropoïde au primate, puis au nègre, puis au Japonais, puis à l'Européen, puis à l'Américain...

— C'est que rien ne me prouve que tous ces degrés (ou d'autres, mieux classés) sont vraiment en ordre de succession, qu'il n'y a pas des régressions partielles, que dis-je, générales. Je ne suis pas évolutionniste pour un sou, j'entends pour un sou français, ni même pour un fifrelin ; tous les systèmes de ce genre, je les soupçonne d'être un simple tissu d'hypothèses et de foutaises...

— Holà ! messieurs, cria le prince Amazan. Je vous défends de continuer sur ce ton. Vous dites déjà des gros-

sièretés. Si cela continue, vous tomberez jusqu'à la philosophie. Au fait, je vous prie, au fait, c'est-à-dire au *Serment de Strasbourg!*

— Ah! je ne veux plus en entendre parler, interrompit Sonia, puisque M. Guimard l'exclut de la littérature.

— Oui-dà, et j'exclus aussi les complaintes sur sainte Eulalie, sur la Passion, sur saint Léger, qui peuplent les anthologies et les manuels. Elles ont seules survécu. Tant mieux pour ces cantilènes. Mais c'est tant pis pour ce pauvre dixième siècle qui a dû les voir naître, et qui n'est plus représenté que par elles...

— Et la *Vie de saint Alexis*? demanda M. Hymmelborg.

— Ah! c'est bien! C'est déjà très bien; mais cela nous conduit au seuil du douzième siècle! J'ai un faible pour ce saint Alexis, qui obtint la sainteté en quittant sa femme, ce qui contrevient formellement aux préceptes de la religion; je l'adore surtout parce qu'il y a dans sa *Vie* versifiée avec assez d'adresse, deux vers sublimes. Je veux les mettre en épigraphe à toute cette histoire :

Bons fu li siecles al tens ancienor
Que feid i ert e justise ed amor.
Ah! quel bon temps de vivre aux anciens jours!
La foi régnait, la justice et l'amour!

Ainsi c'est par une déploration du passé et par un regret nostalgique que s'annonce l'aurore d'un si merveilleux avenir. Cela me ravit; cela prouve que jamais les gens sages ne se sont trouvés primitifs, mais bien enfants venus trop tard dans un siècle dégénéré. Aujourd'hui c'est la mode au contraire de nous trouver trop jeunes et venus trop tôt pour jouir des progrès futurs. Voilà qui serait une humilité louable, si elle ne se payait par un dédain renforcé des temps jadis, plus jeunes encore que le nôtre...

— J'avais bien dit, murmura M. Bishop, que vous êtes un fieffé réactionnaire.

*
* *

M. Guimard reprit haleine et poursuivit en regardant Sonia malicieusement :

— Enfin nous voici au douzième siècle, tout penauds d'avoir dû négliger les siècles sacrifiés à qui j'ai exprimé ma sympathie et mon admiration platoniques. Et nous allons

désormais nager à l'aise dans la littérature. Littérature, oui, dès lors, au sens plein de ce mot, qui suppose divertissement, artifice !...

— Tarte à la crème, murmura le bel Amazan.

— Allons ! dit Mlle Tagliargento, il ne faut pas croire que les épopées par où commence chaque histoire littéraire soient émanées du génie belliqueux de tout un peuple, et de la conscience profonde qu'il prit des gloires ou des épreuves nationales?

— Mon Dieu ! dit Son Excellence le secrétaire du prince des Gangarides, mon Dieu, je ne conçois pas l'âme de tout un peuple se mettant à écrire. Croyez-en un homme qui, pour ses péchés, a fait longtemps métier d'écrivain : une œuvre émane toujours d'un monsieur unique (compositeur ou reviseur) qui s'installe à sa table dans un recueillement relatif, muni d'une plume ou d'un crayon, ou d'un roseau.

Cela vous paraît très naturel? Ouais ! Mais au début du siècle dernier où l'on révérait furieusement l'inconscient et autres fariboles, on imagina que les poèmes, singulièrement les poèmes épiques, naissaient dans une société guerrière et primitive, par génération spontanée, et d'une collaboration anonyme entre les mystiques inspirés et le génie de la race. Il y a cinquante ans, on tenait encore qu'avant l'épopée, il existât forcément des ballades lyriques, chantées par le peuple comme les roulades par le rossignol ; lesquelles ballades un beau jour se coagulèrent et constituèrent par enchantement un poème narratif ! Les Allemands revendiquèrent même pour eux ces poèmes légendaires, qui, gratuitement supposés, peuvent être en effet attribués à tout le monde ; et ils réclamaient du même coup la gloire épique de la France pour de prétendus chantres barbares en qui parlaient les hêtres et les sapins de leurs forêts ! Tout cela c'est plaisanterie. Ces cantilènes germaniques, ces *sagas*, sont du domaine des coquecigrues. Il est plus positif d'admettre que les épopées du douzième siècle (qu'on appelle, vous le savez, *Chansons de geste*, ce qui veut dire *poèmes historiques*) ont été composées par des auteurs de métier, qui vivaient du métier, qui connaissaient le métier, et qui traitaient des sujets dignes d'intéresser la foule. Ils étaient clercs pour la plupart, c'est-à-dire de la classe ecclésiastique, et ils prenaient dans les chroniques (latines, entendez-vous !) des thèmes qui pussent servir des dévotions ou des pèleri-

nages, des thèmes aussi qui appartinssent déjà à une histoire vénérée.

Ainsi la *Chanson de Roland*, dont vous connaissez le thème, a été écrite près de trois cent cinquante ans après la mort du comte Roland dans une embuscade des Basques au col de Roncevaux. Trois cent cinquante ans ! Imaginez un romancier de nos jours qui prenne un sujet dans les guerres de religion ; voilà ce qu'était, en gros, le nommé Thurolde ou Troude, à qui on attribue la grande épopée. Les autres poèmes du même cycle ont tous trait à l'histoire légendaire de Charlemagne, et par conséquent sont faits à tête aussi reposée, de façon aussi littéraire et savante. Les deux seuls que je veuille retenir sont *Huon de Bordeaux* et le *Voyage de Charlemagne en Orient*, parce qu'on y peut voir surtout le prototype de romans d'aventures exotiques et fantastiques. Nos pères lurent cela comme nous avons lu M. Wells et M. Jules Verne ; avec plus de respect, c'est naturel ; car ces deux auteurs n'ont pas tant de finesse et de distinction que l'auteur de *Huon de Bordeaux*, écrivain délicat, s'il en fut, mais qui a eu l'infortune de laisser perdre sa signature...

Lisez donc *Huon de Bordeaux*, et relisez surtout la *Chanson de Roland*. C'est vraiment un chef-d'œuvre. Il y a là de l'imagination, de la grandeur et du talent, de la psychologie. Les vers y sont très bien faits, malgré des clichés un peu fades comme dans Homère, ce qui prouve toujours une longue tradition préalable. Évidemment le tort de ces œuvres, quand elles languissent un peu, c'est d'avoir été faites pour la récitation, et non l'édition imprimée. La diction orale autorise dans la forme trop de nonchalance et trop de facilité. Mais quoi? Cela n'enlève rien au sublime concentré, très adroit, et conforme aux meilleures règles, que l'auteur a su atteindre dans le *Roland*.

Notez aussi qu'il n'est pas du tout malaisé d'être sensible à l'inspiration de cette belle épopée : les mœurs qui y sont évoquées y semblent évidemment un peu rudes. Elles sont même sans doute plus rudes que nature ! Le poète, sans déborder de sens historique, savait bien qu'il dépeignait une époque qui ne datait pas d'hier, et il a soigneusement observé dans sa peinture une majesté un peu barbare qui n'était plus de son temps à lui, et qui n'avait peut-être pas été du temps de Charlemagne... Car la naïveté ne s'obtient jamais naïvement... Il y a donc de la transposition, de la

stylisation dans la *Chanson de Roland* comme dans toute œuvre d'art. J'en vois surtout dans le fait que l'amour et les femmes ne jouent aucun rôle dans le drame : reconnaissons là le souci d'un écrivain ecclésiastique digne de garder une espèce d'autorité édifiante, soit l'observance d'une convention historique : il ne semblait pas à ce clerc normand (des îles peut-être, ou de l'Avranchin), vers l'an 1115, que les ancêtres glorieux, personnages classés des chroniques ou des poèmes latins qu'il avait dû lire et qu'il voulait adapter en langue vulgaire, il ne lui semblait pas, dis-je, que ces héros dussent avoir la faiblesse humaine. C'est ainsi que la fiancée de Roland, la belle Aude, joue dans la geste un rôle glacial et insignifiant. Or, je voudrais pouvoir le parier, il est sûr que depuis qu'il y a des hommes et des femmes sur ce coin de terre occidentale, ceux-là sont menés par la pensée de celles-ci... Voilà une vérité morale qui dépasse en certitude toutes les données de l'histoire !

— Il est vrai que la France a dû toujours être une gynécocratie, dit doctement le docteur Hymmelborg.

— Oh ! s'écria le prince Amazan. Je vous assure, mademoiselle, que chez les Gangarides, eux aussi...

— Mais pourquoi, interrompit Sonia sans vouloir entendre, pourquoi, monsieur Guimard, la *Chanson de Roland* a-t-elle conservé une visible prééminence sur toutes les autres épopées d'alors? Si elle est digne de cette royauté, ce fait bat rudement en brèche votre théorie que ce n'est pas le mérite des œuvres qui assure leur éternité : car enfin, si c'est justement le meilleur qui a survécu en ce temps-là, il est à croire que, des autres époques, ce qui n'a pas survécu ne valait sans doute rien?

— Mademoiselle, la *Chanson de Roland* n'est pas, à l'égard de la forme, beaucoup plus remarquable que le charmant roman d'*Huon de Bordeaux*, lequel, il est vrai, date de quelque cinquante ans plus tard. Mais le *Roland* a, sur toute autre épopée, le privilège d'un sujet en quelque sorte national dans sa simplicité grandiose : point de romanesque surajouté, une légende dont le cadre rigide était fixé et connu, et n'a pu changer depuis lors. Tout devait y contenter les goûts permanents des délicats et du populaire : une touchante histoire de bravoure inutile et de trahison punie. Cela était clair comme une tragédie ou comme une fable. Or nous sommes un pays où le conte moral et la tra-

gédie ont flori comme rosiers sur les haies. Ah ! choisir un grand sujet très simple, c'est beaucoup pour un auteur !

La preuve en est donnée par la moindre fortune qu'ont obtenue des œuvres cependant passionnantes pour un patriote de chez nous. Le *Couronnement de Louis*, par exemple, qui contient des vers-formules dignes d'être appris dans les écoles, et des pages très nobles à la gloire du nom français, a le tort d'autre part d'avoir pour héros le malheureux Louis le Débonnaire, qui fut preux, mais non pas saint, qui fut juste mais non victorieux, et conduisit l'empire à sa perte... Pareillement, *Guillaume d'Orange*, et toutes les gestes du même cycle, où il y a de la fantaisie poignante, des histoires d'amour assez nombreuses, en tout cas beaucoup de figures féminines : c'est que ce cycle chante des gloires en somme locales ou méconnues, j'entends les seigneurs du Midi vainqueurs des Sarrasins.

— Alors ce sont des poèmes en langue méridionale? demanda quelqu'un.

— Mais pas du tout, au moins sous la forme qu'on en a conservée. Que dire alors de *Girard de Vienne*, qui date au moins du treizième siècle, et nous conte la lutte féodale d'un de ces seigneurs contre Charlemagne. Cette épopée-là est si tardive, d'intérêt si rétrospectif, qu'il était fatal qu'elle fût reléguée parmi les œuvres secondaires, supplice des écoliers, pâture des érudits...

Heureusement pour ces épopées mineures, ou devenues telles, elles allaient aboutir en droiture au roman. C'est le sort de toutes celles du treizième siècle, parmi lesquelles le fameux *Renaud de Montauban* offre la propre origine des « Quatre fils Aymon » qui ont été célébrés pendant six cents ans de suite par les gravures populaires, les almanachs, les romans à quatre sous. Pour être de vraies épopées, ces ouvrages manquent, comment dire? de grandeur dans le sujet et de cette simplicité « primitive » qui est un des ingrédients reconnus de la recette. Quand vous voyez apparaître les enchantements, les prodiges, les reconnaissances, bref tout l'arsenal du romancier d'aventures, soyez sûr que l'épopée se meurt. Le sublime finit, l'amusant commence... Joignez à cela que ces pseudo-chansons de geste ont le tort de rabaisser, voire de ridiculiser les conventions les mieux établies, par exemple la figure surhumaine de Charlemagne, qui n'y apparaît plus que comme un roi de cartes.

Elles se sentent de l'époque indocile où elles furent composées, et où nos souverains devaient conquérir, pouce par pouce, leur royaume sur leurs vassaux. Ainsi elles ont eu cette malchance de ne pas mettre l'histoire de leur côté. Pareille infortune est arrivée, prince, à la *Pucelle* de M. de Voltaire, votre défunt ami.

Car le génie consiste non seulement à prendre de beaux sujets, mais des sujets qui ne puissent froisser la postérité ! C'est même de ce seul point de vue qu'on peut saluer dans l'épopée une manière de genre populaire : elle ne doit connaître de l'histoire que ce qu'on en voit par le gros bout de la lorgnette, et, lorsqu'elle est elle-même incapable d'établir et d'affermir la légende (ce qu'a fait par exemple pour sa part le père Hugo en faveur de Napoléon), elle doit s'attacher servilement aux légendes de vogue perdurable... Un dernier exemple en faveur de cette thèse : il existe des épopées à la fin du douzième siècle plus strictement féodales encore que tout ce que nous venons de voir : *Gérard de Roussillon* ou *Raoul de Cambrai*. Je les ai lues ; elles sont presque ennuyeuses, uniquement parce que nous sommes devenus indifférents au sujet et que, d'autre part, la forme n'en brille pas d'un éclat particulier. J'en veux, surtout, à la seconde, qui est interminable et monotone, en dépit de quelques anecdotes qui feraient d'assez bons contes de nourrices...

— Une question me démange les lèvres, dit alors le bel Amazan : il y a eu — si je m'en souviens bien — dans les siècles sur qui vous planez, quantité de grands faits nationaux, essentiels à l'histoire de la France. Il y a eu la bataille de Bouvines, gagnée contre toute l'Europe par Philippe le Bel. Il y a eu, bien avant, l'accession au trône des premiers Capet. Il y a eu la croisade des rois Philippe et Richard... Et tout cela n'a pas fait naître de chefs-d'œuvre épiques?

— Non, prince, bien entendu. D'abord parce que les faits contemporains (et vous en avez cité au hasard du douzième et du treizième siècle) n'excitent pas l'imagination. Ils ont le prosaïsme immédiat de l'histoire, laquelle, vue de près, n'est jamais pittoresque. Épique encore bien moins ; la grande armée de Napoléon empereur ne devient sublime que pour les pantouflards de la génération suivante. Ensuite parce que les grands événements ne suscitent pas forcément de grands cœurs pour les sentir, de grands esprits pour les chanter. Je suis même ravi de remarquer que la prodigieuse

épopée de l'Occident en terre orientale, j'ai nommé ainsi les croisades, n'ait pas été écrite, mais seulement vécue. Quand elle put enfin être célébrée, soit quelques siècles plus tard, il était même trop tard, et c'est le Tasse qui s'en est chargé, à sa table de travail. Gardez-vous donc bien tous, y compris le savant M. Hymmelborg, de lire les épopées que le quatorzième siècle nous a léguées sur les croisades, même la *Chanson d'Antioche.*

— Il n'y a pas de danger ! assura Mlle Tagliargento.

— Mais lisez le petit roman oriental d'*Amis et Amile* ; ces dernières années, on l'a souvent adapté ou traduit. Il n'a rien d'épique, quoique tiré d'une geste, mais il est charmant, et le conte de ces deux amis parfaits dont l'un enchérit sur les sacrifices d'Agamemnon et d'Abraham pour guérir son ami de la lèpre, vaut toutes les histoires de guerres féodales et de grands coups d'estoc...

— Tant mieux qu'il ait été souvent traduit ! dit Sonia sans respect humain. Je le lirai dans une version moderne. Car, dites-moi, monsieur, n'avez-vous pas oublié de nous dire, jusqu'ici, si le profane pouvait mettre le nez dans toutes ces belles œuvres que vous nous recommandez?... Faisons un peu de statistique. Combien y a-t-il de Français cultivés (mettons pour être aimable, de Français bacheliers) qui puissent déchiffrer *Roland* ou *Huon de Bordeaux* dans le texte?

M. Guimard médita loyalement et répondit :

— Un sur trois cents, j'imagine. Ou deux fois moins, ou trois fois moins. Au fond, il n'y a que certains étudiants spécialistes ou quelques dilettantes de hasard.

— Alors, pour être franc, il faudrait donc reconnaître que toute cette littérature en ancien-français (voire même, pour anticiper, en moyen-français) est devenue comme une littérature étrangère? Est-elle aussi difficile à pénétrer que le latin?

— Plus difficile, certes, remarqua M. Hymmelborg. Car la langue en est moins fixée ; et au surplus il faut déjà connaître du latin pour en étudier le vocabulaire.

— Alors pourquoi nous parlez-vous de tout cela depuis trois heures d'horloge?

— Tout d'abord, mademoiselle, parce que l'omettre serait fausser toute la perspective du tableau de nos lettres, ainsi que nous le disions en commençant. Puis parce que les

traductions modernes valent mieux que rien pour pratiquer ces ouvrages vieillis. Enfin parce que j'espère bien que l'enseignement littéraire qui, jusqu'ici, ne sert pas à grand'chose, servira tôt ou tard à pouvoir remonter le cours de la langue française un peu plus haut que 1600...

Encore suis-je bien optimiste. La question se posera pour nous un de ces jours, si « le français moderne », celui du dix-septième siècle, est entièrement accessible à nos contemporains. Je crois bien que scientifiquement il faudrait répondre : non. Chose qu'on ne fera jamais, par décence, et pour ne pas désoler les professeurs. Mais supposons le point acquis ; car l'usage, et les soins quotidiens de la vie, nous éloignent à toute vitesse des anciens modes de parler. Si l'on abdiquait devant cette fatalité, c'en serait fait pour toujours de la culture, et de la mémoire des siècles. Le propre de l'homme instruit et décrassé (le mot *érudit* n'a pas voulu dire autre chose) est de rompre cette gangue d'oubli, dont le temps le revêt comme une fontaine pétrifiante.

Sans quoi vous vous apercevriez que la « vie des lettres » à travers les âges est une simple illusion de l'esprit, ou qu'elle réside uniquement en quelques consciences choisies, flambeaux vacillants, mais courageux, de la flamme sacrée. Bien entendu, je ne demande pas du tout qu'un peuple entier soit en état de communier à la littérature ancienne, ni même à la littérature classique, ni même à la littérature tout court... Cela n'a jamais eu lieu, fût-ce à l'égard des lettres contemporaines. Il n'existe jamais en France — essayons encore de la statistique — qu'un demi-million, sur quarante, d'êtres vivants qui connaissent les livres les plus célèbres. Jadis c'était sans doute deux cent mille âmes parmi vingt millions. Et j'imagine volontiers qu'au douzième siècle, quand nous disons que tel poète travaillait pour « le peuple tout entier » (je l'admets dans le cas du *Roland*) nous devons entendre qu'il avait de dix à cinquante mille auditeurs ; je ne parle pas des lecteurs, qui ne se comptaient certes point par centaines.

— *Humanum genus vivit paucis*, dit alors le prince des Gangarides.

— Ce qui veut dire, reprit M. Guimard ; il n'y a sur mille hommes, que dix ou quinze qui comptent autrement que les têtes d'un troupeau. Dieu merci, l'immense majorité s'occupe de vivre. Un tout petit nombre s'attache à prendre

conscience de vivre, ce qui est, pratiquement, une tâche assez stérile. Il n'y a pas à protester contre cette situation. C'est la loi statique du monde.

Je vais vous conter une anecdote qui remonte à quelques années. On proposa un jour à de jeunes artistes *la Mort et le Bûcheron* comme sujet de leur concours pour ce que nous appelons le prix de Rome. Le texte d'une fable de La Fontaine fut affiché au coin du quai où ces jeunes gens travaillaient. On le donna sans signature. La foule s'attroupa alentour. Et voici ce qu'un journaliste aux aguets entendit en fait de commentaires :

Un monsieur dit à son collégien de fils : « Je n'ai pas mon binocle. Va donc lire ce qui est placardé. » L'enfant revint et dit : « C'est long !... » Rien de plus. Une dame s'approchant à son tour et se retournant vers une amie, annonça triomphalement : « C'est en vers ! » Enfin deux ouvriers lurent ensemble. Le premier dit en souriant : « Mince de bouillie alors ! » Le second repartit : « Passe-moi le démêloir ! » Et ils partirent, goguenards.

Notez, prince, que cette fable est du seul auteur qu'en raison de son usage pédagogique on puisse supposer populaire en France, et qu'on l'épèle dans les écoles. Cela rend sceptique sur la matérialité de la gloire, et le succès public de la littérature.

La foule connaît, en effet, des engouements si nombreux qu'ils souffrent la distraction et l'oubli ; elle n'attache qu'une infime importance aux noms célèbres que les gazettes ou les conversations font succéder en vedette : tour à tour champions, criminels, ministres, inventeurs ou romanciers...

— ...Ou pianistes, dit Mlle Tagliargento. C'est nous qui avons sur les murs notre nom dans les plus gros caractères, si l'on excepte, bien entendu, les fabricants d'apéritifs...

— La rage, reprit M. Guimard, en veine de moraliser, la rage tient les artistes de croire qu'ils jouent un grand rôle dans le monde. Leur supériorité idéale ne semble plus les contenter. Ils prétendent occuper au soleil une place proportionnée à leur mérite. J'appelle cela une insolence monstrueuse. Et si j'insiste (parbleu ! avec une amertume cachée), sur l'humilité de leur sort, c'est que ces considérations doivent dominer toute notre conception de l'histoire littéraire. Celle-ci ne saurait être ni exacte à l'égard du fait, ni impartiale à l'égard du droit : en d'autres termes, elle contient

toujours une part de critique personnelle qui conduit à commettre envers les auteurs défunts des espèces de passe-droits, comme nous faisons couramment envers nos contemporains. De plus, elle ne peut réellement considérer les faits dans le degré d'importance qu'ils eurent, parce que, peut-être, ils n'en eurent aucun ; ils n'en ont encore qu'idéalement.

Soyons plus nets encore ; il n'y aurait qu'un seul mode à peu près scientifique d'histoire littéraire, mais ce serait le plus idiot. Je l'appellerais l'histoire statistique : on y classerait les gens d'après le succès qu'ils eurent, et non d'après la réputation que les délicats leur ont accordée. Encore cela serait-il bien illusoire, rien n'étant plus décevant que les comptes de libraires... Mais je promets du succès à l'historien qui mettra Racine très au-dessous de Thomas Corneille et Cézanne très au-dessous de Meissonier, quand il écrira les chapitres relatifs à ces poètes et à ces peintres.

— Oh ! dit Amazan, votre logique vous emporte du même train que votre amour des paradoxes ! Cette histoire-là ne serait pas seulement stupide, comme vous dites, mais elle serait aussi peu scientifique que celle qu'on accoutume de faire. Car son principe se bornerait à préférer l'origine probable des contemporains à l'opinion reconnue de la postérité, laquelle n'est certes pas beaucoup plus saine, mais du moins plus claire, moins complexe et plus dépouillée d'intérêt vulgaire. En somme, que doit-on choisir : du vivant d'un auteur, le succès que lui firent les viles multitudes, ou, après sa mort, le succès forcément restreint, mais à proportion plus équitable, que lui firent les lettrés qui eurent la bonté de le lire encore? Dans les deux cas, c'est non la masse des lecteurs qu'il faut considérer (masse bien réduite dans le deuxième) mais la proportion intéressante de ladite masse. Or l'élite est plus facile à dégager et à suivre dans le cas d'une œuvre qui survit à son auteur et à la frivole actualité. C'est pourquoi il me semble, malgré tout, que la bonne méthode exige de prendre le succès là où il est de qualité, et non là où il fut de quantité. Et en ce sens, oui, la postérité revise les erreurs ; en ce sens, oui, il y a une justice immanente et s'il peut se produire des omissions iniques, en revanche il existe fort peu de gloires imméritées.

— Parbleu ! dit M. Guimard avec une âcreté nouvelle. J'ai toujours pensé, prince, qu'il faisait meilleur être un

lion mort qu'un chien vivant, quoi qu'en dise l'Ecclésiaste par vanité littéraire.

Sur ce, le prince Amazan, sentant que son secrétaire devenait mélancolique et faisait un triste retour sur ses propres échecs, offrit à Mlle Tagliargento de prendre une collation. M. Bishop et M. Hymmelborg y firent honneur avec autant d'appétit que s'ils eussent eux-mêmes péroré tout l'après-midi. On jeta aussi des brioches aux cygnes qui, selon la remarque de M. Guimard, sont les meilleurs poètes du monde, puisqu'ils ne chantent que leur trépas...

III

Sur l'ordre du prince Amazan, deux laquais montés sur des licornes partirent dès le lendemain pour aller dans différentes villes acheter les livres prescrits par M. Guimard à ses auditeurs. Le premier des valets vola jusqu'à Paris ; il y courut les libraires et rapporta pêle-mêle, en volumes mal brochés, des traductions sérieuses de mauvais romans et jusqu'à des vaudevilles qui se trouvaient avoir des titres moyenâgeux. Le second se contenta d'aller à Berne où un Allemand lui vendit des éditions fort savantes et fort bien reliées, où la critique empêchait de lire le texte.

On se partagea cette bibliothèque. Au bout de trois jours, Sonia avait parcouru tous ces livres, que le prince tenait à honneur de dévorer aussi, à peine échappés de ces belles mains. Pendant le même laps de temps, le jeune docteur Hymmelborg avait déjà annoté quatre vers et demi de *Raoul de Cambrai* : il avait choisi ce texte comme le moins attrayant, et par esprit de sacrifice. Pour M. Bishop, au bout de deux heures, il avait renoncé à la lecture qui lui fatiguait le cerveau, et il canotait au soleil :

— Mon cher, confia-t-il à M. Guimard, j'écoute avec plaisir et profit votre parole. Mais je suis arrivé au chiffre d'affaires que je réalise aujourd'hui sans jamais lire ; je ne veux pas changer de méthode. Lire si longtemps, c'est bon pour les citoyens de vos pays oisifs.

Mais il n'eut garde de manquer à la seconde réunion où Amazan entreprit en ces termes son secrétaire :

— Apparemment, nous allons descendre des hauteurs où vous nous avez hissés? Jusqu'ici, la philosophie nous guettait à tous les coins et c'est miracle si nous lui avons échappé.

Désormais je pense qu'il va s'agir d'une littérature plus touchante que sublime et que vous allez y traiter de l'amour?

— Oui, dit M. Guimard ; mais ce serait encore belle matière pour dissertations à côté ; car on ne peut rien dire de nouveau sur le sujet même. Je suis presque sûr, quoi qu'en pensent les savants, que les hommes le connaissent à toute époque aussi exactement et aussi subtilement. Ne croyez donc pas que l'amour au moyen âge fût habillé de couleurs tout autres qu'à présent.

Tout au plus pourrait-on dire que si les écrivains de cette époque ont exprimé un peu moins de nuances de la vie sentimentale que n'ont fait les modernes, c'est qu'ils étaient bridés par d'excessives conventions littéraires et sociales. Sans quoi, songez-y, comme l'amour est par essence un sentiment ennemi des lois, il aurait trouvé ses meilleurs peintures avant la promulgation des règles : plus une littérature serait, par hypothèse, ancienne ou primitive, plus l'amour y devrait occuper de place ! Or, en regardant l'histoire à vol d'oiseau, c'est précisément le contraire que nous voyons : la pudeur et la réserve à l'endroit de l'amour diminuent à mesure que la société devient plus anarchique en se croyant plus civilisée. Je parle de l'amour, entendez-moi, je ne parle pas du plaisir ni de la corruption. Ainsi *Daphnis et Chloé*, œuvre savante s'il en fut jamais, est un des premiers romans d'amour que les anciens nous aient légué, et *Paul et Virginie* figurent déjà éminemment une œuvre de décadence. Quant à nos romancières-bacchantes d'aujourd'hui, souffrez que je rougisse pour elles et pour leur temps... Plus elles se croient filles de la bonne nature, plus elles prouvent sans le savoir qu'elles vivent en un temps raffiné et blasé.

Je dis tout ceci pour bien marquer que lorsque apparut en France la littérature amoureuse, cela fut signe d'une civilisation déjà accomplie ; mais cela ne suppose pas qu'avant elle on fît peu de place à l'amour dans la vie sociale et les entretiens ! Les premiers contes amoureux ou *lais*, qu'une dame qui habitait l'Angleterre a composés sur des légendes de ce pays, ou des faits-divers véritables, ne datent que de 1160 environ ! Cette dame s'appelle Marie ; elle se faisait nommer de France dans les cercles littéraires, et j'allais dire sur les affiches. Elle avait un tout petit talent pour vérifier, juste comme une institutrice polyglotte. Vous pensez bien, fichtre ! qu'on n'avait pas attendu cette femme de lettres

pour s'intéresser à l'amour ! Mais les sujets qu'elle résumait étaient érotiques et passionnels, donc passionnants. Cela fit leur succès dans les salons de France où probablement on bayait après cette nourriture-là. Des histoires même scandaleuses ne le sont plus quand elles sont censées se passer au diable vauvert...

J'ai dit les salons, car au cœur du douzième siècle, la société féodale est parvenue à une civilisation mondaine et salonnière, où la galanterie devait faire tous les frais des divertissements. C'est encore ce qu'on appelle l'époque *courtoise;* une *cour*, c'était à peu près un salon. On prétend que la galanterie, le culte de la femme, nous étaient venus des provinces du Midi. Outre que la chronologie des œuvres ne le prouve pas, la vraisemblance défend de l'admettre si vite ! Croyez-vous que depuis l'époque gallo-romaine et chrétienne, les gens distingués de la France eussent besoin de leçons pour aimer les dames et dire leurs sentiments? Croyez-vous que, pendant les longs siècles que seule la déficience de l'histoire fait appeler sombres et barbares, il ne se jouât pas sur ce sol, comme toujours, des comédies ou des tragédies de l'amour? Supposons même que la plupart des textes d'Ovide fussent vraiment enfouis en des couvents, on ne me fera jamais croire que l'on eût cessé de connaître l'art d'aimer galamment et la légende dorée de la galanterie. Seulement, à mon avis, on attendit une occasion pour en tirer à nouveau de la littérature : cette occasion fut d'avoir le cadre exotique, le cadre *breton* où la faire entrer.

Breton ici, cela signifie anglais. Ces romans bretons sont des romans qui se passent en Grande-Bretagne. On les appelle bretons, comme on dit que feu Gérôme a peint des tableaux grecs ou que *Rarahu* est un récit océanien... Les romans bretons sont dus à des Normands, par exemple Wace ou Thomas, qui sont de très bons, parfois très fins écrivains ; à des Champenois comme l'illustre Chrétien, de Troyes. Voilà pour le cadre. L'époque des aventures qui s'y déroulent est encore plus lointaine et plus embrumée de légendes que celle des gestes de Charlemagne. Jugez plutôt : le roi Arthur, qui joue le rôle de suzerain et président des chevaliers de la Table-Ronde, avait été un chef celte de Cornouailles, au dixième siècle, lequel guerroya contre les Saxons. Vous pensez bien que, sept cents ans après, on s'en moquait un peu, dans un château des bords de la Seine ou de la Saône...

Ou plutôt on ne s'en moquait point ; mais, passionné pour de telles légendes, on en prenait à son aise avec elles : on traitait ces héros rudes et bizarres comme des seigneurs courtois et raffinés. C'est à peu près le dix-huitième siècle s'entichant des Incas.

Le grand maître de cette littérature fut, je l'ai dit, Chrétien de Troyes, un poète qui a été aussi célèbre en France et en Europe que Victor Hugo ; ce qui prouve que le talent donne autant de privilèges que le génie ; il suffit qu'il soit à la mode ! Chrétien était la coqueluche des gens du monde : c'était à la fois Ovide, Rostand, Caro, M. Bourget ; il était le grand conteur, le grand psychologue, le grand homme d'esprit. Et de fait, il a toutes ces qualités-là, seulement il les a trop exploitées ; le verbiage galant, la préciosité, la mièvrerie, la manie de traiter aimablement les sujets les plus tragiques, voilà bien des défauts mondains, qui suffisent à rendre caduque une littérature si élégante et qui eut jadis tant de bonheur. Le singulier est que Chrétien recueillit justement les sujets presque épiques que lui fournissaient les chroniqueurs des légendes anglaises : cette matière offrait d'abord un mysticisme inouï, ensuite des espèces de dévotions schismatiques ou hérétiques à des légendes étranges, celle du Graal par exemple, une manière enfin de philosophie grandiose et jusqu'à des évangiles apocryphes ! Mais tout cela en pure perte, si j'ose ainsi parler. Ce qui pouvait plaire aux mondains, seigneurs et dames, c'était surtout la fiction de ces sublimes amours éternelles, que les héros, malgré mille emprises et aventures, vouent à la maîtresse de leur cœur, par exemple Lancelot à la reine Geneviève. Ces amours sont ou bien, quoique impures, sanctifiées par la fidélité, ou bien transfigurées par un idéalisme platonicien qui parfois les empêche de se consommer. Dans les deux cas, vous voyez, ces histoires étaient très excitantes pour l'imagination ; il semble que le venin du romanesque exerça alors mille ravages et d'autant plus que la littérature semblait tout couvrir et tout rendre innocent.

J'ai dit romanesque. Pourquoi pas romantique? C'est très évidemment une première crise de romantisme à quoi nous assistons en ce douzième siècle, ou de ce qu'un philosophe contemporain a appelé d'un nom amusant : le *bovarysme;* il est clair que le bovarysme, maladie d'Emma Bovary, et généralement de tous ceux qui se font illusion

sur leur propre personne, que le bovarysme est à l'origine du goût pour la littérature. J'aime bien qu'une femme lui ait servi d'éponyme ou de marraine. Sans les femmes, la littérature serait reconnue vaine, et abandonnée depuis longtemps. Qu'en pensez-vous, cher monsieur Bishop?

— Bien entendu ! dit l'interpellé, sans cacher son dédain.

— Mais, Dieu merci, il y a beaucoup d'âmes féminines parmi les hommes, et les romanciers, tout les premiers, en profitent. En ce qui nous occupe, le succès des romans bretons — je vous rappelle en passant qu'ils sont en vers, et point courts — a duré des siècles et des siècles : vous vous doutez bien que ce ne fut pas à cause de l'intérêt qui s'attachait aux Bretons du sixième siècle ni même à la légende du saint Graal, mais bien parce que l'on y trouva d'émouvantes et durables peintures de l'amour, dans ce qu'il a de forcené et de doux, d'utile à la société, et d'individualiste aussi...

— Qu'est-ce que ce Graal dont vous avez parlé deux fois, demanda Mlle Tagliargento, qui n'avait pas somnolé une seconde.

— La bouteille à l'encre, mademoiselle, ou plutôt la cuvette de Ponce-Pilate, devenu le calice de la Cène, et sans doute aussi le symbole de l'Eucharistie, et, plus généralement, de la sainteté chrétienne. Vous voyez que c'est assez confus. Très probablement des moines astucieux qui en possédaient la prétendue relique, accréditèrent à son sujet une pieuse légende, que les chroniqueurs, puis les romanciers, fourrèrent dans leurs récits sans la bien comprendre ni bien l'expliquer, encore moins. Chrétien de Troyes, l'homme le moins mystique du monde, l'a recueillie sans discernement : cela mettait toujours un épice de fantastique dans ses contes. Plus tard, des auteurs dévots en tirèrent une espèce d'allégorie orthodoxe. Les chevaliers de la Table-Ronde coururent après le Graal comme tous les héros de récits d'aventures courent après quelque chose d'insaisissable : Toison d'or, trésor enfoui, riche héritière, testament volé. C'est la règle éternelle du genre. Aventures et amour, que faut-il de plus?... Bref, au treizième siècle, les romans de la Table-Ronde avaient un tel succès qu'on les mit en prose ; et que tous les pays étrangers se les firent adapter en leur langue. Ils leur ont continué plus longtemps que nous leur faveur ; ce qui explique que l'on croie aujourd'hui assez

communément que *Tristan* est une histoire allemande, et le *Graal* un mot scandinave.

— Je ne l'ai jamais pensé ! protesta M. Hymmelborg.

— Moi, je n'y ai jamais songé, dit à son tour M. Bishop.

— J'espère bien ! reprit le chambellan. Enfin notez avec vénération que c'est par la gigantesque rédaction en prose du roman de *Lancelot* que se marque définitivement la gloire durable de nos lettres : cette rédaction date du début du treizième siècle ; elle est donc contemporaine de certaines traductions d'auteurs latins et de premières chroniques historiques par exemple celle de Villehardouin, qui a raconté la croisade à Constantinople ; un peu postérieure même au petit roman d'*Aucassin* qui est déjà mi-parti de prose et de vers. Mais c'est bien le *Lancelot* qui inaugure la grande époque du langage français.

N'en déplaise aux poètes, une littérature qui ne produit que des vers se condamne en quelque sorte, non pas à l'enfance — le mot est ridicule — mais à l'inutilité. Qu'on le veuille ou non, c'est la prose, le style pédestre, disaient les Romains, qui sert de véhicule aux idées et d'instrument durable pour communiquer entre hommes ; la prose s'adresse en effet à un plus vaste public que les vers (oh ! pas au sens que vous l'entendez, car la poésie ésotérique est d'invention moderne), mais parce que les vers se récitent, et que la prose se lit paisiblement. Elle est donc, à certains égards, l'incarnation d'un art plus libre que ne peut être la poésie : elle est asservie à moins de règles, elle se modifie et se simplifie plus vite, elle s'adapte à plus de sujets, elle oublie plus vite la mélopée primitive. Ce n'est que très tard que la poésie reconquiert la supériorité en se cantonnant dans un genre spécial qui est le lyrisme, le lyrisme pur, comme nous verrons à propos de l'époque présente. Dante, en Italie, est dit le père de la littérature toscane, non pas seulement comme poète génial, mais comme créateur de la prose vulgaire. Et pourquoi l'effort des félibres provençaux n'a-t-il pas réussi à créer une littérature vivante, dans leur province? Parce qu'il n'y a pas de grandes œuvres en prose d'oc. Au lieu que la prose française du treizième siècle était déjà admirable, souple, nombreuse, légère, presque parfaite enfin...

Le bel Amazan avait une question à poser :

— Monsieur mon secrétaire, dit-il, vous ne nous avez

toujours pas défini ce qu'est l'amour conçu selon les règles de la courtoisie. Cela serait plus piquant que votre système, qui est du reste fort plausible et fort beau.

— Eh ! dit M. Guimard, bien qu'un certain André Le Chapelain ait écrit un *Code de l'amour courtois*, ce n'est pas tâche très facile : sachez seulement que don Quichotte n'a fait qu'exagérer l'obédience à ces règles d'amour dévotieux : la soumission absolue, l'adoration prétendue chaste, la constance même dans l'exil, en forment les articles essentiels. Vous voyez bien enfin les qualités classiques d'un héros de roman, tel que le souhaitent les femmes?

— Ma foi ! dit Amazan, pendant que Sonia se détournait, l'on m'a dit souvent que dans ma course perpétuelle à travers le monde, vous savez vers quel but fugace, je ressemblais tout à fait à un chevalier errant. Mais c'est me faire trop d'honneur, car je ne rencontre sur ma route ni chevaliers à pourfendre, ni guivres, ni sorcières, ni enchanteurs. Tout au plus des emprunteurs, depuis que les diamants gangarides font prime sur le marché.

M. Hymmelborg ne perdit pas une si belle occasion de se taire, bien que le prince lui adressât des signes désespérés.

— Pourtant, dit-il, votre fidélité à la princesse Formosante, les voyages sans fin où vous entraîne sa poursuite, voilà expressément une emprise digne des compagnons de Lancelot, de Gauvain, de Perceval. Et même...

Mlle Tagliargento interrompit avec malice :

— Qu'est-ce donc que la princesse Formosante?

— Pas tout à fait une illusion, comme le Graal, osa dire le prince Amazan. Mais j'ose à peine appeler autrement une jeune personne dont j'avoue que je fus épris, il y a de nombreuses années, et que je recherche en tous lieux sans jamais l'apercevoir.

— Mais, dit alors M. Bishop : il y a des agences très habiles. Il y a aussi des feuilles de villégiature, les rapports de police... Je connais un détective privé qui se ferait un plaisir...

— Oh ! il est bien tard pour recourir à ses services, dit le prince Amazan de plus en plus gêné.

— Pourquoi donc? fit Sonia. Je trouve que vous seriez incorrect et déloyal si vous renonciez à des vœux aussi anciens et aussi chers.

— Je pensais ainsi il y a une semaine, dit le prince. Mais

figurez-vous qu'à présent, je m'en éloigne tous les jours. Et tout le monde me comprendra, sauf vous, mademoiselle, je le crains.

— En effet, prince, dit Sonia. Il y a des choses que je ne veux absolument pas deviner.

Là-dessus elle se plaignit d'un léger malaise et demanda la permission de se retirer. Les quatre hommes restèrent en un froid tête-à-tête et le bel Amazan prit à partie M. Hymmelborg.

— Monsieur, vous êtes d'une indiscrétion ridicule ! Qui vous a prié de parler de mes aventures?

— Hé ! prince, répliqua le chambellan. Ce n'est pas la faute de M. Hymmelborg si vous appartenez à la littérature et si tout le monde, sauf cette belle musicienne, sait vos exploits ! Je me permets de vous rappeler que c'est vous qui nous avez attirés sur un terrain dangereux, et que c'est vous encore qui avez mis de la complaisance à rappeler spirituellement vos titres chevaleresques... Je suis sûr d'ailleurs que Mlle Tagliargento n'a pas été froissée dans sa réserve : les femmes préfèrent beaucoup (en tout bien tout honneur) les gens d'action aux saints contemplatifs. Celle-ci ne peut trouver mauvais qu'un grand prince comme vous ait connu de grandes amours et que...

Amazan haussa les épaules et lui coupa la parole :

— Ces messieurs attendent la suite. Veuillez revenir à votre sujet.

— Je n'en suis pas sorti, prince, dit M. Guimard avec une fierté incorrigible. Car j'avais justement à vous parler des femmes et de leur rôle dans les romans de chevalerie. Elles n'y brillent pas du tout par la modestie. Elles se jettent en général à la tête des héros ; et je parle aussi bien des épouses infidèles que des jeunes filles. On pourrait tirer de la Table-Ronde cent exemplaires très immoraux d'adultères candides et de virginités mal gardées.

C'est que nos aïeux ont toujours eu horreur de la littérature édifiante. Ils ont toujours très nettement séparé les domaines de l'art et de la vie. Or, en somme, dans les royaumes de fiction, la passion peut bien revendiquer des droits qu'elle n'exerce pas aisément dans la réalité. C'est même une des conditions du dramatique. L'art est libre, en tant qu'il est un divertissement et un rêve innocent, du moins en son principe. Il y a bien des familles vertueuses

qui ont, pendu au mur de leur salon, un *Embarquement pour Cythère!* Évidemment, cela distingue notre littérature de certaines autres, sur lesquelles ont pesé longtemps l'hypocrisie et le puritanisme.

Si les lettres françaises ont pris une grande avance dans la psychologie, c'est par suite de leur franchise, qui procède justement d'une exacte conception de la séparation des pouvoirs. Ah ! ce n'est pas en notre moyen âge que vous trouverez cette littérature dite morale, que des braves gens réclament sans cesse des écrivains et qui, feignant de ne considérer dans les imaginations que des exemples ennuyeux de bonté et de pureté, ne rend pas la vie plus morale, mais bien la morale moins vivante... Il y a autant de liberté de mœurs dans la société fictive de nos vieux romans que dans celle de Racine : quand je dis liberté, je devrais dire désordre. Mais oui : le désordre seul instruit et fait estimer l'ordre ; au lieu que l'ordre donne toujours aux mortels le désir de s'en évader. J'ai toujours trouvé que ce qui moralise les gens, c'est la vue — non de la vertu couronnée — mais de la passion bien étrillée ! L'homme ne s'intéresse jamais qu'aux erreurs et aux malheurs, car il est une pauvre créature. Voilà pourquoi nos lettres, et dès leur origine, sont les moins morales et les plus humaines, les plus justes pour l'homme.

...Mais revenons. Ne croyez donc pas qu'on ne trouve dans ces romans d'amour que des histoires d'amour romanesque ! Il s'y mêle une part notable de sensualité et même de gauloiserie au sens noble de ce mot que j'aurai plus tard l'occasion de définir avec moins de bienveillance. Ces aventures de haute fantaisie, ce rêve galant d'une société polie qui a déjà beaucoup de rapports à celle du dix-huitième siècle (je vous le dis, ô prince qui avez connu celle-ci !) tout cela est planté très fortement en terre, enraciné dans la chair ; et les fantoches de légende y sont au moins des hommes ! Lisez, lisez pour vous en convaincre, les adaptations résumées de la Table-Ronde : il en est de récentes, tout exquises, et qui sont de vraies résurrections. Lisez aussi les petits romans que l'on peut rattacher au cycle, et qui n'ont en général que les défauts qu'on reconnaît à des œuvres de décadence : gentillesse et mollesse excessives dans la morale et la sentimentalité ; depuis Galeran jusqu'à Amadas et surtout *Guillaume de Dole* et, tout à part, l'admi-

rable *Châtelaine de Vergy*. Ce dernier n'a pas même les défauts de prolixité dont on doit débarrasser les autres en les offrant au lecteur moderne. C'est un chef-d'œuvre classique, comme *Manon Lescaut*, et à peu près pour les mêmes raisons. Rien qui fasse plus honneur à l'antiquité et à la délicatesse unique de notre littérature... Que vous signaler encore? Ah! le petit conte marivaudesque du *Lai de l'Ombre!* Il vous montrera si c'est d'hier qu'on sait parler d'amant à maîtresse, et si c'est d'avant-hier qu'on a dû apprendre cet art! Le *Lai de l'Ombre* met simplement en scène un amoureux qui, causant avec sa belle sur le bord d'un puits, trouve un gentil moyen de la toucher : il jette à l'ombre reflétée de la dame la bague précieuse qu'il avait à son doigt. Et c'est tout.

Amazan se mit à tourner en tous sens les anneaux qu'il portait aux deux mains, puis la gourmette de son bras, puis une perle qui tenait sa chemise au col épanoui.

— Il me reste à vous parler, poursuivait M. Guimard, des œuvres romanesques qui partagèrent avec les *chevaleries* le plus grand succès du moyen âge.

Notez d'abord que ces dernières ont flori pendant des siècles et des siècles sinon sous leur vraie forme, au moins dans des remaniements. Une fois mises en prose, elles furent parfois résumées, parfois allongées et interpolées ; elles nourrirent de romanesque toute l'Europe, l'Angleterre, l'Allemagne, la Suède, l'Italie, où elles devinrent plus nationales encore qu'elles n'avaient été chez nous. Ici une littérature plus brillante, plus raisonnable aussi, devait en offusquer l'éclat ; mais les romans de chevalerie nous revinrent sans cesse pendant l'âge classique ; on les lut jusqu'au dix-huitième siècle, sous la forme des *Amadis*, des *Fierabras*, des *Perceforêt*, des *Mambrin*, qui ne sont guère que des feuilletons populaires ; les colporteurs les vendaient imprimés avec des clous sur du papier à chandelles. Les collégiens sous Louis XIII les dévoraient encore ; les romanciers à la mode pendant tout le grand siècle, les imitèrent même peu ou prou, en changeant leur cadre. M. de Voltaire les a parodiés. Vous voyez que don Quichotte ne fut pas seul à avoir la tête tournée par eux... Ils sont ainsi entrés peu à peu dans le folquelore de toute l'Europe, et c'est, je crois bien, la France qui s'est montrée la plus ingrate envers eux, bien qu'à la fin du dix-huitième siècle notre *Bibliothèque bleue* ait

publié à grand succès leurs adaptations, qui influèrent beaucoup sur l'esprit romantique et l'esthétique « troubadour ». Ainsi la Table-Ronde a servi de thème non seulement à l'Arioste, à Wagner et à bien d'autres, mais, en somme, à toutes les rêveries épiques de l'Occident. Et, soit dit sans partialité, comme ces légendes sont vraiment issues de nos climats, on peut dire qu'elles aident à marquer l'indépendance d'un certain génie nordique en face du prétendu génie méditerranéen. Elles sont une des pierres angulaires de la communauté européenne et de l'esprit occidental, lequel n'est pas, autant qu'il semble, une billevesée...

— Il ne l'est point du tout, quand on le considère d'Orient, remarqua le prince des Gangarides.

— Eh bien ! tout ce que je viens de vous dire sur ce prodigieux succès des légendes bretonnes, reprit M. Guimard, ne sert qu'à vous faire saisir encore mieux l'importance des œuvres concurrentes : elles s'appellent les romans antiques, et ce n'est pas autre chose que des récits épiques ou historiques à sujet grec ou romain. Comme ces romans sont très longs et peu remarquables par leur forme, on les passe en quelque sorte sous silence. Or il faut savoir qu'ils ont dépassé en renom tout ce qui se lisait alors. Le roman de *Troie*, c'est-à-dire l'histoire du siège de cette ville, nous a légué vingt-sept manuscrits : cela suppose plus de gloire qu'Eugène Sue ou Georges Ohnet ! Les autres ouvrages, qui racontaient simplement les aventures d'Énée ou de César, ou d'Alexandre ou d'Œdipe, ont dû être goûtés aussi furieusement.

Or, qu'appelez-vous, je vous prie, le moyen âge? Comment le définissez-vous? Essentiellement, je pense, comme l'époque où la tradition et le goût de l'antiquité grecque et romaine furent perdus !... Quelle absurdité ! Quelle erreur ! Il faut le savoir. En tout temps, bien avant la Renaissance, il y a eu dans notre pays autant de bonne volonté et d'attrait envers les humanités, les littératures de Rome et même d'Athènes, qu'à partir du seizième siècle. Entendons-nous. Moins de textes étaient connus, et moins bien et moins directement. Mais on se disputait sans cesse les pis de la Louve (et les mamelles de la Chouette ajouterait M. Joseph Prud'homme) ; tout le lait qui en coulait était bu avidement. J'ai déjà dit en passant que rien n'est plus faux que cette légende d'un moyen âge sans cesse héroïque et brutal ; don-

neur de coups et bâtisseur de cathédrales, toujours en selle ou à genoux ! Je reviendrai encore pour la combattre. Mais celle du moyen âge, borne à ce que des imbéciles appellent « l'esprit autochtone », « l'inspiration purement nationale », la « voix de la race », vraiment elle donne à pouffer de rire ! Le moyen âge, si tant est qu'on puisse parler de telles abstractions, a été une époque aussi cultivée, relativement, qu'une autre, comme aussi heureuse, aussi éclairée, aussi curieuse du nouveau et du beau. On n'a pas fini de démontrer combien ses arts plastiques, architecture et statuaire, loin d'être nés d'une fermentation soudaine du génie, ont été déterminés par des influences byzantines et en somme par l'antiquité ! Il en va de même pour les lettres : si j'osais, je soutiendrais même que, puisque l'ignorance de l'antique définit l'esprit médiéval, il n'y a qu'un moyen âge digne de ce nom, c'est à savoir l'époque actuelle, où règne à cet égard le plus noir obscurantisme.

Comment, tous les écrivains et lettrés de ces siècles que nous dédaignons étaient moins humanistes que nous? Allons donc !... Ils baignaient dans le latin : c'était leur seconde langue maternelle ; ils ne lisaient que latin et ressassaient les auteurs vénérés qu'ils avaient à leur disposition ; et c'est nous qui nous jugeons fils de la Renaissance, nous qu'un dédain obtus du passé fait glorifier d'être modernes !

— Cela n'empêche, dit M. Hymmelborg, que les romans antiques que déjà vous admirez médiocrement en tant qu'œuvres littéraires sont pleins de ridicules erreurs, anachronismes, fantaisies... Le devin Calchas y figure comme évêque ; et la vieille Ilion y porte des églises catholiques, Alexandre y court des aventures dignes de Cyrano ou du capitaine Hatteras. Enfin chacun sait que l'auteur du *Roman de Troie* n'a jamais eu l'*Iliade* en main, mais des abrégés latins, aussi inexacts qu'apocryphes.

M. Guimard se fâcha tout rouge :

— Ah ! s'écria-t-il, faut-il que nous soyons pervertis par le préjugé de l'exactitude historique ! Il vaut bien mieux s'imaginer la guerre de Troie comme le siège du Château-Gaillard que de ne l'imaginer point du tout, ainsi que font, je suis sûr, nos modernes illettrés. Encore mieux que d'en faire un décor pour hommes de bronze, femmes de marbre et tableaux vivants comme les poètes parnassiens ! Chaque fois qu'une ignorance ou plutôt une désinvolture naturelle

porte les hommes à imaginer le passé comme assez semblable au présent, et à rapprocher ce qu'on a trop de tendance à éloigner jusqu'à l'oubli, je bénis la désinvolture, je bénis l'ignorance ! Heureux, trois fois heureux le douzième siècle qui pensait l'antiquité semblable au douzième siècle, et vivante... et maudit le vingtième qui conserve une antiquité empaillée ! Au dix-septième encore, quand les auteurs invoquaient Cicéron et Quintilien, c'était sans cuistrerie, car ils concevaient ces maîtres comme ayant légiféré expressément pour eux, et, mon Dieu ! assez récemment ! Au lieu que nous autres nous subissons l'obsession, l'hypnose de la durée des siècles, des gouffres de temps insondables qui nous séparent des générations disparues !

M. Guimard réussit par ces propos à répandre sa mélancolie sur l'assistance. M. Bishop qui avait mal compris, se mit à siffloter un air de danse très vulgaire ; mais le prince, quoique bien près d'être immortel, semblait fort atteint dans sa conscience du temps qui s'écoule. Le lecteur aura déjà deviné la cause de cette faiblesse et que le bel Amazan était tombé amoureux.

— Demain, reprit son secrétaire, nous traiterons fort vite du reste, des sujets plus paisibles et aussi plus prosaïques.

— Pourquoi pas tout à l'heure? demanda le prince. Le soleil est encore fort haut, et le troisième bateau de l'après-midi, chargé d'Anglais, n'est pas encore venu dans mes eaux, fumer à gros flocons, ni me casser les oreilles avec sa cloche... Mais qu'est ceci?

A ce moment Sonia revint : elle avait changé de robe et ne paraissait pas fort malade. Elle s'assit sur la balustrade, le dos au lac. A côté d'elle, le prince se pencha vers l'eau bleue ; elle ne voyait pas qu'il y regardait son reflet clair, ni qu'il enlevait ses bagues et les jetait vers ce spectre flottant. A la fin, elle s'en aperçut, et dit simplement :

— Vous avez tellement de bijoux, prince. Cela ne m'étonne pas que vous les jetiez aux poissons !

Et ainsi fut perdue pour elle, du moins ce jour-là, la leçon du *Lai de l'Ombre.*

André Thérive.

(A suivre.)

La Croix rouge et la Croix blanche

ou la Guerre chez les Neutres [1]

II

Les fiançailles furent annoncées quelques jours plus tard et le mariage fixé à la mi-automne. Un déjeuner d'accordailles devait être donné au début du mois d'août et l'on irait passer le reste de l'été en Engadine. Le mariage aurait lieu à Genève et serait béni par le pasteur Baulacre. Le voyage de noces se ferait à Paris, Londres, Berlin, Vienne, Constantinople, la Grèce, l'Italie, et l'on serait rentré en Suisse pour la Noël.

La seconde quinzaine de juillet s'ouvrit dans une fébrile agitation. Très épris, M. de Giessbach faisait assidûment la navette entre Berne et Genève, et les cadeaux commençaient à affluer. Il avait abonné sa fiancée au *Berner Tagblatt*, l'organe de la haute société bernoise, afin qu'elle pût se familiariser par avance avec le milieu où elle allait être appelée à vivre.

Cependant des bruits inquiétants couraient, comme d'obscurs grondements d'orage. Toute à son ivresse, Mlle Tallatin n'y prêtait aucune attention. Un beau jour, alors qu'on croyait l'affaire de Bosnie décidément enterrée, on apprenait qu'une note fulminante comme un ultimatum avait été présentée par Vienne à la

(1) Copyright 1925 by Louis Dumur. — Voir *la Revue Universelle* du 1er avril 1925.

Serbie. Le bon empereur François-Joseph montrait les dents. Et on avait à peine eu le temps de se remettre de cette petite émotion, qu'on entendait le pacifique vieillard jeter, à la stupéfaction générale, son cri de guerre.

L'optimisme, toutefois, un instant ébranlé, reprenait le dessus. On en avait tant vu de ces menaces de guerre qui s'étaient résolues par des compromis diplomatiques, il s'en était tant produit de ces conflagrations balkaniques qui s'étaient éteintes sans déborder les limites de ces lointaines régions ! Qui pouvait vouloir la guerre? D'ailleurs l'agressivité de François-Joseph n'irait peut-être pas plus loin que l'occupation de Belgrade. Et puis, à défaut d'un empereur pacifique, il y en avait un autre. Le *Journal de Genève* écrivait :

C'est vers l'empereur allemand que tous les yeux se tournent. Plus que jamais il est le maître de l'heure. Souvent il a affirmé ses intentions invariablement pacifiques. A plusieurs reprises, il en a fourni des preuves. Les gouvernements ont foi en lui ; les peuples aussi.

Mais cette foi ainsi proclamée, M. Albert Bonnard était loin de la partager, du moins en son particulier. Ce qu'il appelait la « trahison » de François-Joseph l'avait fortement impressionné. Aussi, passant d'un extrême à l'autre, voyait-il maintenant tout en noir et ne cachait-il pas ses appréhensions à ses amis, dont était M. Tallatin.

— L'affaire de la note, lui disait-il, a été pour moi un trait de lumière. Plus j'y réfléchis, plus il me paraît évident que si le vieux Franz s'est ainsi avancé, c'est qu'il a l'Allemagne derrière lui. Les deux sires sont d'accord, le Habsbourg et le Hohenzollern. Si cet effroyable conflit éclate, il n'y aura pas à se demander quels en auront été les instigateurs et les auteurs responsables devant l'histoire et devant l'humanité. Il n'y aura pas deux réponses possibles.

Les sombres pronostics de M. Albert Bonnard n'allaient pas tarder à se vérifier, et dès le lendemain soir, une dépêche de Saint-Pétersbourg annonçait qu'à la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie et à la mobilisation de l'armée austro-hongroise la Russie répondait par la mobilisation d'une partie de ses gouvernements.

Le lendemain vendredi 31 juillet, M. Pyrame Tallatin, tout en prenant son petit déjeuner, était occupé à lire les feuilles du matin, où il apprenait que Belgrade était bombardé, que Berlin demandait des explications à Saint-Pétersbourg, qu'à Paris on espérait toujours une détente, qu'à Berne le Conseil fédéral avait tenu la veille une séance extraordinaire, que la Banque Nationale avait

été autorisée à émettre des billets de vingt francs et que la Bourse de Bâle était fermée, quand il fut appelé au téléphone. C'était Berthold von Giessbach qui lui parlait de Berne.

— C'est bien vous, monsieur Tallatin?

— Moi-même.

— Vous êtes seul?

— Tout seul.

— Je ne vous demande pas de vos nouvelles, ni de celles de ma charmante fiancée. Je suppose que vous allez bien tous les deux.

— Très bien l'un et l'autre.

— Je passe au plus pressé. Il m'est impossible, comme vous allez le comprendre, de me rendre à Genève pour le 2 août, et il ne peut plus être question, pour le moment, de déjeuner de fiançailles...

— Que me dites-vous? Seriez-vous malade?

— Pas le moins du monde. Je me porte parfaitement.

— Qu'y a-t-il donc?

— Il y a que la Suisse mobilise.

— Mais alors... c'est la guerre?...

— C'est la guerre, oui, mon cher beau-père... mon cher futur beau-père... C'est la guerre!

— Ah! mon Dieu!...

— Cela vous effraye?... Moi pas. Je vous avoue même qu'à bien des points de vue je n'en suis pas fâché du tout. Il y a trop longtemps que cette situation durait...

— Mais êtes-vous sûr de cette terrible nouvelle?

— Tout à fait sûr. Je viens de voir, avec mon ami Egli, le major von Bismarck... vous savez, l'attaché militaire allemand... Mais ceci entre nous; c'est absolument secret... Gardez aussi pour vous la nouvelle de la mobilisation. Elle ne sera affichée que demain pour lundi. Aujourd'hui l'armée va être de piquet... Je vous disais donc que j'avais vu Bismarck... Eh bien, Bismarck nous a dit que la guerre contre la Russie était décidée.

— Et la guerre contre la France?

— Elle suivra nécessairement. L'une ne va pas sans l'autre.

— Et cela vous réjouit? fit M. Tallatin surpris du ton joyeux qu'avait dans l'appareil la voix de M. de Giessbach.

— Cela n'a rien pour me désoler. L'armée allemande est à la hauteur de sa grande tâche.

— Quelle épouvantable aventure!... Mais dites-moi donc, on va nommer un général, à Berne?

— Naturellement. Sitôt l'ordre de mobilisation donné.

— Et sait-on qui...

— Très certainement le colonel Wille, selon le désir qui en a été exprimé par l'empereur.

— Quel empereur?

— Mais l'empereur... Guillaume II, donc!... L'empereur a fait savoir qu'il lui serait agréable, en cas de guerre, que ce soit le colonel Wille qui fût mis à la tête de l'armée suisse. On s'arrangera pour faire comprendre cela à l'Assemblée fédérale.

— L'Assemblée est convoquée?

— Elle va l'être.

— Je suis complètement bouleversé. Quelle aventure, mon Dieu, quelle aventure!...

— Tout cela strictement confidentiel, n'est-ce pas?

— Strictement, soyez tranquille.

— Je vous téléphonerai demain, si j'ai quelque chose d'important à vous communiquer.

— J'y compte. Il faut que je surveille mes valeurs, diable!...

M. Pyrame Tallatin resta dix bonnes minutes à peu près terrassé. Quand il revint à la faculté de la réflexion, ce ne fut pas pour se sentir moins affolé. Qu'allait-il se passer, grand Dieu? M. Tallatin se trouvait tout à fait hors d'état de se représenter, d'imaginer seulement le cours possible des événements, même des plus prochains, et leurs répercussions, fût-ce les plus immédiates. La mobilisation surtout l'effarait. Le travail partout suspendu, les usines, les fabriques perdant leur personnel, le commerce étranglé, l'agriculture en détresse! Comment allait-on pouvoir vivre, subsister, manger? Rien que chez lui, sur ses quatre domestiques, les deux hommes partaient : l'un Savoyard, enlevé par la France, l'autre, Vaudois, confisqué par le Conseil fédéral!... Et l'argent, la fortune publique et privée, les fonds, les titres, les comptes en banque! Quelle catastrophe!... Comment M. de Giessbach pouvait-il ne pas frémir d'horreur comme lui à la perspective d'un pareil cataclysme? Comment pouvait-il l'attendre avec une sorte de joie, le souhaiter presque? Quelle attitude étrange et incompréhensible!...

M. Tallatin fit mander sa fille dans son cabinet pour l'informer du contretemps qui survenait. Sans lui donner le détail de ce qu'il venait d'apprendre, sans davantage lui souffler mot des observations singulières qu'il n'avait pu s'empêcher de faire sur la mentalité de son fiancé, il lui fit part de la gravité de la situation et du danger qui planait en ce moment sur l'Europe.

— Mais ce n'est pas possible, papa... Tu rêves!... s'écria la jeune fille consternée.

— Hélas, non, mon enfant. Depuis hier les choses se sont extraordinairement gâtées. Il faut attendre le pire.

— Ce n'est pas possible ! répéta-t-elle. Tout le monde dit que l'empereur d'Allemagne n'a qu'un geste à faire, un mot à prononcer pour tout arrêter, tout remettre en ordre...

— Oui, mais si ce geste, il ne le faisait pas, si ce mot, il ne le prononçait pas?

— Alors tu crains vraiment que... Non, ce serait trop horrible !... La guerre, le sang, les morts, les blessés... Non, non, je ne puis le croire !... Personne ne peut vouloir cela ! s'écria-t-elle avec un frisson.

Mlle Tallatin était devenue toute pâle, comme si quelque vision sinistre venait de passer brusquement devant ses yeux. Un silence pesa. Des glapissements de crieurs de journaux montaient de la place Neuve. Auguste, le domestique savoyard, apporta un supplément de la *Tribune*.

L'état de danger de guerre était proclamé en Allemagne. La mise de piquet de l'armée suisse était décrétée.

— Et puis, il faut que je dise à monsieur, ajouta Auguste, je viens de recevoir du consulat mon fascicule de mobilisation.

Revenue au sens des contingences immédiates, Mlle Tallatin dit alors :

— Puisque Berthold est retenu à Berne, il va falloir décommander le déjeuner de fiançailles.

— Décommander les invités, oui, fit M. Tallatin assiégé de nouveau de ses craintes, mais non pas les victuailles. Laissons tout venir. Il faut même commander ce qu'on pourra en fait de comestibles : conserves, beurre, fromage, jambons, sucre, chocolat, pâtes, biscuits. On n'en aura jamais trop. On ne sait pas ce qui peut arriver. Nous pourrions tout de suite donner des coups de téléphone.

C'est ce qui fut fait. Mais Auguste, qui s'en était chargé, revint bientôt la mine longue :

— Monsieur, mademoiselle, on ne prend plus de commandes. Ni chez Zivi, ni chez Zanetta, ni à l'Épicerie Générale... On dit comme ça qu'il faut passer et qu'on verra ce qu'on pourra donner.

Ce fut un affolement. Auguste, Berthe, la cuisinière, les deux autres domestiques, jusqu'au concierge, se précipitèrent en ville, de différents côtés, chargés de vastes paniers. Mlle Clermonde partit elle-même avec l'auto. Puis M. Tallatin prit son chapeau, son parapluie et sortit aussi, l'air extrêmement soucieux entre ses favoris.

En ville, c'était le désordre, la confusion, la cohue. Autant Genève était calme la veille, assurée et confiante dans la bonne volonté

de Dieu et des hommes, autant aujourd'hui elle se trouvait agitée, orageuse et comme sous l'empire d'une insurmontable panique. On eût dit qu'une bise d'épouvante venait tout à coup de se déchaîner à travers ses rues cinglées, chassant dans toutes les directions ses habitants et les poussant comme des amas de feuille tourbillonnantes le long des murs ou contre les portes. Peu de personnes cependant devaient être à cette heure en possession d'informations aussi précises que celles qui tourmentaient déjà M. Pyrame Tallatin, mais toutes, saisies d'une sorte de terreur collective, en proie à on ne sait quelle contagion, semblaient frappées de la même démence, emportées dans le même vent de tempête et de vertige. Les boulangeries, les charcuteries étaient assiégées. On se battait devant les épiceries et les marchands d'essence. Des querelles violentes éclataient, causées par l'insuffisance subite de numéraire. Nombre de boutiques vidées ou craignant l'envahissement baissaient leurs volets. Des voitures se chargeaient de bagages devant les hôtels que quittaient en hâte les étrangers.

Mais c'était autour des banques que déferlait le plus tumultueusement la houle populaire. Un public impatient assaillait leurs guichets, bondait leurs halls, bouchait leurs entrées et faisait queue sur les trottoirs. Les journaux avaient eu beau, dès la veille, multiplier les articles et communiqués rassurants sur la situation financière, l'effarouchement spécial à tous les détenteurs d'argent, jusqu'aux plus modestes épargnants, produisait ses ravages, et la raréfaction de la monnaie métallique accentuait encore leurs alarmes.

C'est cette même appréhension qui avait saisi M. Pyrame Tallatin et précipité ses pas inquiets du côté de la place Bel-Air et du quartier de Hollande. Il avait du moins cet avantage sur la masse obscure des déposants que sa position sur la place le dispensait des longues attentes. Au Crédit Suisse, où il se rendit d'abord, il encaissa les disponibilités de son compte courant. Mais il eut le déplaisir de ne pouvoir avoir de l'or. On ne payait plus qu'avec des billets, qui avaient maintenant cours forcé. Il passa ensuite à la banque Mallet, de Sergy et C^ie^, où il toucha également ce qu'il avait en compte. Il y apprit qu'en France les caisses d'épargne ne remboursaient plus que cinquante francs par quinzaine et par livret, et qu'on parlait d'un moratorium pour les banques. Il alla enfin chez son agent de change, dans l'intention de passer des ordres de vente. Les nouvelles qu'il y recueillit étaient défavorables. On ne pouvait rien réaliser que très difficilement et à des prix désastreux. La chute des cours se poursuivait avec une rapidité

effrayante, sans rencontrer de contre-partie. M. Tallatin eut l'impression angoissante d'être emprisonné dans sa fortune et de ne pouvoir en sortir que par l'écroulement général de tout.

Le lendemain matin 1er août, qui était le jour de la fête nationale, le *Journal de Genève* publiait son article annuel de circonstance. Il était ainsi rédigé :

La Suisse a été fondée il y a aujourd'hui six cent vingt-trois ans par l'alliance de trois petites communautés dont les libres citoyens ont juré « de s'assister mutuellement de toutes leurs forces envers et contre quiconque tenterait de leur faire violence ».

Depuis bien longtemps nous célébrons cet anniversaire dans la joie. L'héroïsme de nos pères, leurs vertus, leur ferme volonté ont assuré à la Suisse un patrimoine de paix et de bonheur.

Cette année, nous le célébrons avec moins de sérénité. Des événements se préparent qui peuvent bouleverser l'Europe. Le sort de la Suisse est enviable en comparaison de celui de beaucoup d'autres peuples. Sa sécurité est assurée, mais à la condition que, fidèle au vieux parchemin de 1291 conservé dans les archives de Schwytz et signé à perpétuité, chacun fasse son devoir.

Ce soir, à l'heure où s'allumeront les feux sur les montagnes, où sonneront les cloches de nos cités et de nos villages, que tout Suisse répète dans son cœur et devant Dieu le serment des ancêtres.

Or, à l'heure où s'allumaient les premiers feux de joie, on apprenait coup sur coup l'assassinat de Jaurès, l'ultimatum de l'Allemagne à la Russie, la mobilisation générale de l'armée suisse, en même temps qu'une dépêche de Bâle annonçait la mobilisation allemande et que l'ordre de mobilisation de l'armée française était affiché au consulat de France. Et ce soir-là les sonneries de cloches s'étendirent bien au delà des limites de la Suisse, car, tandis que s'ébranlaient allégrement en l'honneur du 1er août toutes celles du canton, on entendait dans les communes avoisinantes de Savoie et du pays de Gex sonner le tocsin.

La mobilisation de l'armée suisse était fixée au lundi 3 août. Les troupes qui mobilisaient à Genève étaient : l'état-major du régiment d'infanterie nº 4, les bataillons de l'élite nos 10 et 13, le bataillon de fusiliers de landwehr nº 124, l'escadron des guides nº 31, les bataillons de fusiliers du landsturm nos 9 et 10, les compagnies de canonniers du landsturm nos 7 et 8, le détachement de cavalerie cantonal du landsturm, deux détachements du train, une compagnie du génie, une section sanitaire et un détachement de subsistances.

Ce même jour, l'édition du matin du *Journal de Genève* publiait

une dépêche de Berlin, en date du 2 août, 3 heures 15 après-midi, ainsi conçue :

Une information de source militaire annonce que dimanche matin un aviateur français a jeté des bombes sur Nuremberg. La déclaration de guerre n'étant pas encore intervenue, c'est là une violation du droit des gens. (Wolff.)

Le bataillon 13, dans lequel était incorporé Cabriol, devait se rassembler à deux heures à l'école des Pervenches. Vers midi, harnaché, astiqué, la cocarde rouge et jaune au képi, le double galon de laine blanc de sergent à la manche, l'avocat quittait son domicile, la baïonnette-poignard au ceinturon et le fusil modèle 1911 à la bretelle. Il passa les ponts et se dirigea du côté des Bastions dans l'intention d'aller tout d'abord dire adieu à son ami Simon de Sergy. La ville était pleine d'agitation et de rumeur. Partout on voyait des soldats qui gagnaient leurs lieux de rassemblement, accompagnés de femmes et d'enfants. Des suppléments de journaux annonçaient la violation de la neutralité du Luxembourg par une colonne de troupes allemandes.

Cabriol trouva Simon de Sergy en train d'achever son repas.

— As-tu déjeuné, mon vieux?

— Oui, mon vieux, et je souperai ce soir à la popote du cantonnement.

— Veux-tu une tasse de café?

— Oui, mon vieux, et un petit verre de riquiqui avec.

Gédéon s'empressa.

— Alors, mon vieux Sim, fit Cabriol, tu ne pars pas, toi, tu restes paisiblement chez toi, fainéant !

— Que veux-tu? Ce n'est pas l'envie qui m'en manque, ne serait-ce que pour me dégourdir les idées ! Hélas, j'appartiens au landsturm non armé ; je suis de piquet et je reste de piquet.

— Pauvre vieux, tu parais tout triste... Ça ne va donc pas, les amours? C'est toujours le Bernois qui l'emporte?... Sacré Mutz, va !...

— C'est aujourd'hui, dit M. de Sergy d'un air sombre, que devait avoir lieu le déjeuner de fiançailles.

— Eh bien, tu vois, la guerre a du bon !... Te voilà tranquille pour un bout de temps... Et on ne sait pas ce qui peut arriver !...

— Que veux-tu qu'il arrive? Rien, un retard tout au plus. Nous ne nous battons pas, nous autres. Nous sommes neutres.

— Est-ce une raison?... Il paraît qu'ils viennent d'envahir le grand-duché de Luxembourg... Qui sait? On va peut-être en découdre avec les Alboches... Pour ma part, je l'espère.

— Pourvu que ce ne soit pas avec les Français ! prononça lugubrement Simon de Sergy.

— Mais tu es sinistre, aujourd'hui, mon ami !... Qu'est-ce que tu as?... Décidément, l'amour t'a rendu malade !

— On disait ce matin, à la banque, qu'à Berne on était persuadé que si nous avions à nous défendre, ce ne pourrait être que contre la France.

— Quels idiots !... Est-ce qu'ils s'imaginent que les Français vont nous violer, comme les Allemands violent déjà le Luxembourg?... Ou par hasard, reprit Cabriol avec un obscur soupçon, voudraient-ils nous faire croire... Ce serait trop fort !..

— Un accident de frontière est vite arrivé.

— Tu me dégoûtes !... Secoue-toi, mon ami... Tu as un moral déplorable.

— Que veux-tu, j'ai peur... L'Allemagne est formidable. J'ai peur pour la France... J'ai beau être neutre, je t'avoue que je me sentirais aussi atteint par une défaite de la France que si j'étais Français.

— Pardieu, moi aussi... Ce n'est pas une raison pour... D'abord la guerre n'est pas déclarée...

— Elle l'est avec la Russie... elle peut l'être demain avec...

— Ça sent diablement mauvais, c'est certain... Mais enfin...

Il se réharnachait :

— Allons, en route !

Les deux jeunes gens partirent, car Simon tenait à accompagner son ami jusqu'à son cantonnement. Ils prirent la direction de Plainpalais, traversèrent le pont d'Arve. Des fusils sillonnaient les rues, traînant leurs escortes de civils. Çà et là un drapeau agitait sa note tricolore. Les deux amis se serrèrent la main devant la grille de l'école.

— Écris-moi.

— Mes impressions de campagne !... Entendu !...

Un roulement de tambour crépita.

* * *

Le mardi, le *Journal de Genève* annonçait la nomination du général. Ainsi que l'avait prévu M. de Giessbach, c'était le colonel Ulrich Wille qui était l'élu de l'Assemblée fédérale. Né à Hambourg d'une famille originaire de la principauté prussienne de Neuchâtel et émigrée en Allemagne, le nouveau général avait épousé une comtesse von Bismarck. Il était cousin germain du général allemand von Bissing, et un de ses petits-fils était filleul de Guillaume II. Le

chef de l'État-major était le colonel Sprecher von Bernegg, un Grison, cousin du général autrichien von Salis. Le *Journal de Genève* consacrait à chacun des deux hommes une notice enthousiaste. Le sous-chef d'état-major était le colonel Egli, l'ami de Berthold von Giessbach. A la direction de l'importante Section des renseignements était placé le colonel von Wattenwyl.

Avec de tels chefs à la tête de son armée et le conseiller fédéral Hoffmann à celle de son département politique, la Suisse était sûre d'être bien gardée, militairement et politiquement, et de faire respecter sa neutralité, en la maintenant loyalement elle-même.

Quelques heures plus tard, au milieu de la matinée, un supplément du *Journal de Genève* apportait cette dépêche d'Allemagne, donnée en caractères gras :

Berlin, 3 août.

Sept heures quarante-cinq du soir. Communiqué officiel. — Jusqu'à présent, les troupes allemandes, conformément aux ordres qu'elles avaient reçus, n'ont pas franchi la frontière française. Par contre, depuis hier, sans déclaration de guerre, les troupes françaises attaquent nos postes. Bien que le gouvernement français nous ait fait savoir qu'il laissait inoccupée une zone de dix kilomètres, elles ont franchi la frontière sur divers points. Des forces françaises occupent maintenant plusieurs localités allemandes. Des aviateurs jetant des bombes survolent le grand-duché de Bade, la Bavière et, violant la neutralité de la Belgique, passent au-dessus de son territoire et pénètrent dans la province rhénane, tentant de détruire nos voies ferrées.

La France a donc commencé à nous attaquer et à établir ainsi l'état de guerre. La sécurité de l'Empire nous force à nous défendre. L'Empereur donnera les ordres nécessaires. L'ambassadeur d'Allemagne à Paris a reçu comme instructions de demander ses passeports.

Tard dans la soirée, les journaux annonçaient, par de nouveaux suppléments, que l'Allemagne avait déclaré la guerre à la France.

Le lendemain mercredi 5 août, dès six heures du matin, les troupes genevoises se rendirent de leurs cantonnements à la caserne de Plainpalais pour recevoir leurs drapeaux et prêter serment. Ce furent d'abord les bataillons 10 et 13, formant le 4e régiment, que commandait le lieutenant-colonel Bolomey. Rangées dans la grande cour de la caserne, les troupes furent haranguées par le conseiller d'État Mussard, chef du département militaire. Puis le colonel Chauvet, commandant la place, leur lut la formule du serment de fidélité à la Confédération, qu'elles écoutèrent tête nue, le képi et l'arme dans la main gauche, la main droite levée, criant unanimement ensuite : « Je le jure ! » Après l'élite, ce fut le tour du ba-

taillon de landwehr, que le conseiller national Ador harangua. A travers la ville frémissante, les bataillons, leur serment prêté, gagnaient les uns après les autres la gare, drapeaux déployés : le 10 d'abord, précédé de la musique du régiment, puis le 13, et un peu plus tard le 124, avec la musique de la landwehr. Successivement, les trains se chargèrent et partirent, au milieu d'un grand concours de peuple et dans les acclamations mille fois répétées de : « Vive la Suisse ! »

Tout enfiévré, Simon de Sergy avait, lui aussi, suivi les troupes. Au milieu de la bousculade populaire, il s'était attaché aux pas de la IIIe compagnie du bataillon 13, cherchant à se maintenir à la hauteur du sergent Cabriol. Il put encore lui secouer la main à la gare :

— Porte-toi bien, mon vieux !

— A la revoyure, mon vieux Sim !

Mais l'agitation soulevée par le départ des troupes n'était pas calmée, qu'une nouvelle émotion s'emparait de la foule. Des crieurs vendaient des feuilles volantes fraîchement sorties des presses et tout humides encore. La Belgique était envahie. L'Angleterre avait déclaré la guerre à l'Allemagne.

C'est en descendant la rampe de la gare que Simon apprit la nouvelle. Étourdi, une sorte de palpitation au cœur, il dut s'asseoir un instant sur un banc de la place de Cornavin. La Belgique envahie ! Il relut plus exactement le placard qu'il venait d'acheter. Il contenait trois dépêches : deux de Berlin et une de Bruxelles, toutes datées du jour même. La première annonçait que « la veille au soir, peu après sept heures, sir Edward Goschen, ambassadeur d'Angleterre, s'était présenté au ministère des Affaires étrangères pour notifier que la Grande-Bretagne déclarait la guerre à l'Allemagne ». La seconde portait que « le chancelier de l'Empire avait reconnu à la tribune du Reichstag que l'Allemagne, en pénétrant sur le territoire de la Belgique, avait violé les dispositions du droit des gens, mais qu'elle y avait été obligée pour prévenir une attaque de la France ». La dépêche de Bruxelles mandait que « la Belgique avait répondu négativement à un ultimatum de l'Allemagne l'invitant à ne pas considérer comme un acte d'hostilité la violation de son territoire par les armées allemandes, et qu'elle était résolue à défendre sa neutralité par les armes ».

Sous le coup de ces sensationnelles informations, Simon de Sergy se prit à regretter plus vivement le départ de son ami, avec lequel il eût aimé à s'en entretenir. Son désarroi et son besoin de causer portèrent ses pas du côté de la rue des Granges. Il trouva M. et

Mlle Tallatin chez eux. Ils ne savaient rien encore. Il leur donna les nouvelles et leur fit le récit du départ des troupes genevoises.

— C'est la guerre ! fit Clermonde toute pâle. La Suisse va sûrement suivre l'exemple de l'Angleterre et se tourner contre les envahisseurs de la Belgique.

Simon comprit aussitôt à qui elle pensait. Il eut un peu honte de son inaction, de sa débilité, de son état de landsturmien non armé, alors que tous les hommes valides de son âge partaient de tous les points de la Suisse pour la défense du pays, de la liberté et du droit outragé.

— S'il y a la guerre, dit-il, je serai appelé, moi aussi.

— Berthold n'a pas téléphoné, aujourd'hui? demanda la jeune fille.

— Non, fit M. Tallatin. Voici trois jours que je ne sais rien de lui. J'ai essayé hier de me mettre en communication avec lui, je n'ai pu le joindre.

— Il doit être aux frontières, assura Clermonde frémissante.

Simon de Sergy se sentit de nouveau rougir. Une sombre fureur le pénétra, contre lui-même, contre la vie, contre le monde entier.

— Oh ! ces Allemands ! éclatait la jeune fille. Je les ai toujours détestés. Ils sont brutaux, cyniques et d'un orgueil monstrueux. Ils se croient tout permis. Ils ne considèrent que la force, et du moment qu'ils ont la force, il faut que tout plie devant eux. On s'imaginait toutefois qu'ils étaient honnêtes. *Die deutsche Treue!* Ce sont des fourbes et des perfides. Leur Guillaume est un hypocrite. Je suis sûre que toutes ces dépêches Wolff dont ils inondent les journaux pour se justifier sont des mensonges. Les voici maintenant qui s'en prennent à cette pauvre Belgique, qui ne leur avait rien fait et dont la neutralité était reconnue par l'Europe, comme la nôtre !...

— Mieux que la nôtre, remarqua M. Tallatin, car elle était garantie, et l'Allemagne était une des puissances garantes.

— Ce qu'ils font là est une infamie ! s'écria Mlle Clermonde.

— Il n'y a pas d'autre mot, murmura Simon.

Plus pondéré, M. Tallatin opina :

— Les nouvelles que tu nous apportes, mon garçon, sont évidemment graves, très graves. Je ne pense cependant pas qu'elles soient de nature à entraîner notre pays dans la guerre. Nous devons défendre notre neutralité, mais tant que notre neutralité à nous n'est pas attaquée, nous ne devons pas faire acte d'offensive. J'espère néanmoins, je suis certain que devant cette agression criminelle de l'Allemagne contre la neutralité belge, la Suisse va faire entendre

une protestation catégorique. Elle le doit, elle se le doit à elle-même. Indépendamment de ce qu'a d'odieux, de révoltant cet abus de la force, il y a là pour nous une question d'honneur national. Nous sommes en présence d'une atteinte flagrante au droit des gens. C'est une violation des conventions de La Haye, dont la Suisse est signataire. Demain, ce soir peut-être, le Conseil fédéral va élever la voix. Il sera sûr d'avoir tout le pays derrière lui.

Mais le lendemain, le surlendemain, les jours qui suivirent, non seulement le Conseil fédéral ne formula aucune protestation, mais les journaux restèrent muets comme des carpes. Albert Bonnard lui-même, intitulant son article *la Belgique champ de bataille*, osait tout au plus prononcer le mot de « violation », en s'abritant d'ailleurs avec soin sous l'aveu officiel de Bethmann-Hollweg. Le colonel Feyler, le critique militaire du *Journal de Genève*, étudiait froidement la manœuvre allemande, comme si les deux rives de la Meuse n'étaient qu'un simple terrain stratégique d'opérations. M. Paul Seippel larmoyait. S'effarant des tueries prochaines, qui allaient prendre la place du pacifique labeur d'hier, le bon professeur gémissait :

> Songez à tous ces braves gens. Songez aux Allemands débonnaires qui aiment tant se retrouver le soir à leur *Stammtisch*. Songez à ces joyeux Français qui pérorent et gesticulent au « Café du Commerce ». Quelles raisons ont-ils de se haïr? Un mot, un signe et les voilà qui se ruent les uns sur les autres, la rage au cœur. La brute sanguinaire reparaît en eux telle qu'elle était au temps des invasions barbares. Voilà donc où en est la conscience humaine, en dépit de toutes les morales et de toutes les religions !

Quant au Conseil fédéral, il informait par une note assez mystérieuse qu'il s'était fait voter des pleins pouvoirs par les Chambres, puis il publiait sa déclaration de neutralité. Après quoi, Hoffmann signait un « Appel au peuple suisse », Wille adressait un « Ordre à l'armée », et le Conseil, armé de ses pleins pouvoirs, établissait la censure. Dans aucun de ces textes il n'était question de la Belgique, mais uniquement de neutralité, de neutralité, de neutralité.

— C'est lamentable ! déplorait Bonnard dans le cercle sûr de ses intimes. On nous clôt la bouche. Il y a des instructions de Berne. Wagnière est très strict ; il obéit aveuglément. Défense de dire un mot qui puisse indisposer l'Allemagne. Il faut rester objectif, objectif, imperturbablement objectif.

Conscients de leur odieux prestige, les Allemands de Genève semblaient se complaire à en accentuer encore l'isolence. On les voyait parader avec ostentation le long des principales artères de la ville,

crânant et parlant haut, la trogne triomphante et le mufle provocateur, remplissant de leurs ventres arrogants et de leurs éclats de voix les cafés et les lieux publics. Du consulat général d'Allemagne aux grands magasins Grosch et Greiff on ne pouvait faire un pas sans se heurter à un de leurs groupes mugissants. Par tous les pores de leur cuir suintait la joie de la guerre. Ils étaient heureux, béats, exultants. Leurs faces sanguines respiraient une vaste jubilation. Enfin, semblaient-ils dire, nous y voilà, voici venir le grand jour, tant espéré, si longtemps attendu ! Voici l'aube grandiose du destin germanique ! Et quant à vous, petits Genevois, méprisables Welches, prenez garde et tenez-vous cois, ou on vous fera votre affaire, à vous aussi !

Que ces ogres inspirassent de l'inquiétude, ce n'était que trop naturel, et qu'on s'appliquât à ne pas les irriter, c'était, à défaut de courage, faire du moins preuve d'une opportune sagesse. Aussi, en dépit de son sentiment soulevé, Mlle Clermonde Tallatin s'efforçait-elle de se rendre à ces peu glorieuses considérations, qu'elle parvenait à comprendre, sans se résoudre toutefois à les partager. Réfugiée dans son appartement, elle passait des heures, chose qui lui arrivait pour la première fois, à lire des journaux et à déployer des cartes. Les motifs chinois des papiers anciens qui couvraient les parois voyaient avec étonnement son front juvénile et ses cheveux blonds se pencher soucieusement sur ces feuilles. Elle qui ne s'était jamais intéressée aux articles de fond, elle ne passait pas une ligne des bulletins politiques de Bonnard et de la stratégie de Feyler ; elle absorbait, sans en sauter une, les nouvelles de l'étranger et suivait attentivement les récits de la mobilisation suisse. Tout impressionnée par ces lectures, elle se représentait avec acuité les violences et les horreurs de la guerre, le choc des armées, les souffrances des blessés et des mourants, les transes des mères, des sœurs, des fiancées, les ruines, les dévastations, l'immense tragédie du sang, de la misère, de l'épouvante. Que faire? se demandait-elle douloureusement. Elle eût voulu agir, s'employer, se dévouer. Elle rêvait de constituer un comité de jeunes filles, de fonder une œuvre, d'ouvrir un dispensaire, de se rendre utile de quelque manière, afin de contribuer pour sa faible part au soulagement des maux que l'insondable catastrophe allait déverser sur le monde.

Parmi les journaux qui couvraient maintenant son petit secrétaire en marqueterie et ses chiffonniers à pieds cambrés figurait celui auquel son fiancé l'avait abonnée, le *Berner Tagblatt*. Elle se bornait, avant ces jours tragiques, à jeter un coup d'œil sur la chronique bernoise, afin de se familiariser, comme le désirait

M. de Giessbach, avec la vie locale de la ville qui allait devenir la sienne. Mais les événements l'engagèrent à faire plus ample connaissance avec cet organe, pour y trouver ce qui se disait à Berne au sujet de l'effroyable cataclysme. Dès ses premières investigations elle demeura suffoquée. Loin de se faire l'interprète des sentiments qui, selon Mlle Tallatin, devaient être ceux de la nation entière et ne pouvaient s'exprimer nulle part mieux que dans la ville fédérale, loin même d'imiter la prudente réserve et le souci de neutralité de la presse romande, la feuille bernoise s'avérait outrageusement germanophile, embrassant avec frénésie la cause des Empires du centre et affectant beaucoup plus l'apparence d'un reptile allemand pangermaniste que d'une honnête gazette suisse.

La jeune Genevoise n'en revenait pas. D'affreuses lumières commençaient à se faire jour dans son esprit. Si de tels propos se tenaient à Berne, n'était-ce pas que de sérieux dissentiments, contrairement à ce qu'elle croyait, régnaient dans l'opinion profondément divisée du pays? Elle comprit que l'attitude effacée des autorités pouvait provenir de raisons plus graves que celles qu'il avait paru tout d'abord vraisemblable d'invoquer. Non seulement il ne fallait pas risquer de porter ombrage à l'Allemagne, mais surtout il était nécessaire de ne pas heurter les sympathies germanophiles d'une notable partie de la Suisse allemande, peut-être de la Suisse allemande presque entière. A la peur de l'Allemagne s'ajoutait ou se superposait celle de la zizanie entre les citoyens. Les Suisses n'étaient pas d'accord. La belle unanimité nationale, qui s'était si brillamment affirmée aux fêtes du centenaire, n'existait pas. Ce n'était qu'une pompeuse façade, destinée à s'effondrer au premier vent de tempête. La tempête était venue, et la façade s'effondrait.

A ces sombres pressentiments, une grande tristesse envahit le cœur de Mlle Tallatin, suivie presque aussitôt d'une obscure angoisse. Que pensait de tout cela son fiancé, M. de Giessbach? De quel côté était-il, puisqu'il fallait bien se résoudre, hélas, à reconnaître qu'il y avait deux côtés au visage de la patrie, deux versants à la prairie du Grütli? Était-il possible que M. de Giessbach participât à la stupéfiante mentalité qui se traduisait dans son journal favori? Était-il possible qu'il fût, lui aussi, plus Allemand que Suisse?

A cette intolérable pensée, Clermonde porta ses yeux effarés sur le portrait de Berthold von Giessbach, qu'elle avait disposé à la place d'honneur de son petit salon, sur l'entablement d'un charmant trumeau Louis XVI, que décoraient deux vases de porcelaine de Chine. C'était une grande photographie de chez Jost, à

Berne, où le beau capitaine, très ressemblant, se dressait de pied en cap à son complet avantage. Dans le cadre de vieil argent où l'avait placé Mlle Tallatin, il apparaissait solide et découplé, le torse bien pris dans son élégant costume civil, la tête fière et souriante, le regard précis sous le crin des cheveux en brosse. La jeune fille contemplait cet homme qui pour la première fois l'avait fait tressaillir d'amour ; elle s'absorbait longuement sur cette prestance mâle, sur ce visage régulier, au sourire un peu dur, à la moustache taillée court, où tout lui paraissait admirable et faisait impression sur sa sensibilité. Et peu à peu sa gorge se gonflait, ses yeux se remplissaient de larmes... « Berthold, murmurait-elle, se pourrait-il qu'unis par le cœur nous fussions séparés par la conscience? »

Dans son désarroi, elle voulut se confier à son père. Elle lui fit part de ses observations et de ses alarmes. M. Tallatin fronçait le sourcil.

— Il est en effet à craindre, dit-il, que nous ne nous entendions guère avec nos confédérés de la Suisse allemande. Ils ont une manière de voir qui n'est pas la nôtre. Je dois avouer que je suis assez déçu par la faiblesse dont on fait preuve à Berne en ces graves circonstances. Mais enfin le *Berner Tagblatt* n'est pas toute la Suisse allemande. Qui nous dit même que Berthold partage entièrement les opinions de son journal?

— Ce serait trop consternant, essayait-elle de se rassurer.

Mais M. Tallatin n'était pas en humeur de scruter longuement la profondeur et l'étendue de ces dissidences. Ses premières indignations exhalées, des soucis plus importants avaient assailli son âme. Les considérations morales, ou même les perplexités politiques, cédaient chez lui le pas aux inquiétudes financières. Songer à la justice, au droit, au destin des États ou à l'horreur du conflit, c'était très bien ; mais tout cela se traduisait, en définitive, par des perturbations du crédit et par des soubresauts de Bourse. Il y avait là de quoi suffisamment préoccuper un honnête homme, et surtout un honnête Genevois. Et M. Pyrame Tallatin se sentait cet homme-là.

De soubresauts de Bourse, à vrai dire, il n'y en avait pas encore. C'était plutôt un complet marasme. Pas d'affaires, pas de transactions, pas de cours. Et c'était bien ce qu'il y avait de plus effrayant. On ne savait plus ce que représentaient les valeurs, cotées encore pour la forme, mais sur lesquelles aucune négociation n'était possible et qui semblaient toutes destinées, dans un avenir plus ou moins proche, à s'effondrer catastrophiquement les unes sur les autres.

Perdus comme des pilotes sans boussole dans le tourbillonnement

de la tempête, les banquiers et manieurs d'argent de la place ne savaient où diriger leurs arches désemparées. Pâles et impuissants, ils flottaient au hasard du déluge, surveillant d'un œil terrifié les cataractes célestes, s'attendant à tout instant à sombrer. Les uns, ancrés sur un fatalisme désespéré, s'apprêtaient à subir stoïquement les coups imprévisibles du sort ; d'autres, cherchant un refuge dans le havre de leur momerie, s'en remettaient chrétiennement à la volonté non moins imprévisible de Dieu ; d'autres encore, et c'étaient les plus nombreux, désorbités et vertigineux, se livraient aux combinaisons les plus extravagantes pour sauver leur barque du désastre ou tirer du naufrage général quelque fructueuse épave. Mais quelle que fût la couleur de leur mentalité ou la solidité de leurs reins, tous se sentaient à la merci des flots, tous étaient frappés d'une angoisse qui ressemblait d'assez près à la folie. On citait un financier des plus connus qui avait déjà dû être interné dans une maison de santé.

Ce n'était pas auprès d'eux que M. Tallatin pouvait trouver réconfort ni conseil. Après les avoir hantés plusieurs jours et s'être mêlé à leurs groupes agités, se sentant devenir fou à son tour, il résolut sagement de les fuir et de ne plus se concerter qu'avec lui-même.

Il se confina dans son cabinet et n'en sortit plus pendant une semaine.

Faisant suite au grand salon du rez-de-chaussée, ce cabinet, opulent et vaste, était meublé en style Empire, seule pièce de l'hôtel qui fût dans ce goût. L'acajou massif aux applications de bronze ciselé en composait le ton général. La couronne de laurier au dossier, les fauteuils exposaient leur soie verte brochée d'or. La cheminée présentait ses chenets en forme de sphinx, sa garniture de girandoles et de lampes antiques. Sur une table ronde aux quatre pieds en cornes d'abondance se dressait un de ces candélabres dits « des Maréchaux » que Napoléon avait coutume d'offrir en présent à ceux de ses généraux qu'il créait maréchaux de France. C'était une victoire aux ailes éployées qui effleurait un globe de la pointe du pied, en élevant de ses deux bras tendus un faisceau de flambeaux. Encastré dans la muraille et masqué d'une soie décorée d'aigles et de couronnes, un ample coffre-fort étageait, derrière sa lourde porte à serrurerie compliquée, ses compartiments d'acier, gonflés de classeurs, de dossiers et de liasses.

Retiré dans ce sanctuaire, M. Pyrame Gallatin réfléchissait longuement. « Voyons, se disait-il, examinons la situation posément, froidement. Tâchons de ne pas nous laisser égarer par notre ima-

gination en délire. La situation est sans précédent, il est vrai. Mais enfin, à défaut d'expérience, il n'est pas impossible de l'envisager avec tout ce qu'on peut rassembler de bon sens, de raison et de perspicacité. Surtout, ne perdons pas la tête. »

S'étant ainsi chapitré, M. Tallatin ne tarda pas à démêler que les risques à courir et la conduite à tenir dépendaient d'une alternative dont les deux termes ouvraient des perspectives essentiellement différentes. Ou la guerre serait courte, ou elle serait longue. Dans l'un ou l'autre de ces deux seuls cas possibles, les conditions de la crise économique provoquée par le conflit paraissaient devoir être tellement dissemblables, qu'il était nécessaire de les considérer séparément, pour en induire les conclusions que chacun d'eux comportait. Avec une guerre courte, en effet, la destruction de richesses ne serait pas hors de proportion avec la restauration de la prospérité, qui, sauf pour les pays vaincus, qu'écraseraient de formidables indemnités à payer, s'effectuerait rapidement et peut-être avec un surcroît d'intensité. Avec une guerre longue, au contraire, la consommation des biens serait poussée jusqu'à l'épuisement, et tous les pays engagés, tant vainqueurs que vaincus, se verraient profondément atteints dans leur capacité de reconstitution, si même ils ne devaient pas en sortir ruinés irrémédiablement.

M. Tallatin passa deux jours à faire le compte de sa fortune, c'est-à-dire à en établir par classements appropriés aux circonstances les différents éléments. Ses immeubles de Genève et son domaine de Céligny, étant situés en pays neutre, ne risquaient rien, tant que la Suisse, ce qu'il y avait tout lieu d'espérer, se trouverait à l'écart du conflit ; ils pourraient même, surtout en cas de guerre prolongée et de ravages importants dans les régions touchées par le fléau, prendre une appréciable plus-value. Ses valeurs mobilières formaient un ensemble beaucoup plus considérable. Elles se composaient de titres d'à peu près tous les pays, dont un tiers environ de titres suisses. Tout naturellement ces valeurs se classaient en deux grandes catégories : celles des pays neutres et celles de pays belligérants. C'était la première distinction à faire ; et la mesure qui s'imposait tout d'abord était de transformer au plus tôt les valeurs de la classe belligérante en valeurs de la classe neutre. Mais quand cela serait-il possible? et cela serait-il possible sans de grandes pertes?

A y réfléchir cependant, M. Tallatin en vint à se dire que la crise qui venait de se déchaîner, entraînant la paralysie des affaires, ne pouvait persister bien longtemps. Une fois passé le premier affolement causé par la surprise, le marché se ressaisirait et les négo-

ciations de fonds publics reprendraient. Il était vraiment peu probable qu'à ce moment les frais de la guerre fussent tels que les finances des États en fussent déjà désorganisées. Les ressources économiques du monde moderne étaient énormes et le crédit avait des élasticités insoupçonnables. Il y avait au contraire lieu de supposer que les nations en cause feraient de grands efforts pour maintenir leur change pendant la durée de la guerre et empêcher leurs valeurs de s'avilir. En cas de guerre courte, guerre de trois mois, de six mois ou même d'un an, elles y réussiraient très vraisemblablement. On aurait ainsi le temps nécessaire pour procéder à des réalisations qui ne seraient point trop onéreuses, qui pourraient même être profitables, les remplois devant se faire en valeurs neutres, appelées presque certainement à monter. Transformer des titres français, allemands, russes, alors que les cours seraient encore bons, en valeurs suisses, hollandaises, danoises, espagnoles, américaines, ne pouvait qu'être une opération de haute prudence. Opération d'envergure, certes, mais qui assurait l'avenir et qui ne laisserait pas de mécomptes. Car si ce n'était pas pendant la guerre que les valeurs des pays engagés tomberaient, ce serait à la fin et surtout après. Il est vrai que parmi ces valeurs des belligérants, et toujours en cas de guerre courte, les valeurs des vainqueurs, plus même peut-être que celles des neutres, pourraient ensuite connaître la hausse. Mais comment les déterminer? Dans le doute il fallait les confondre toutes dans la même réprobation, sauf, lorsque le sort des armes inclinerait décidément d'un côté, à s'assurer par de sagaces arbitrages quelques confortables paquets de celles qui paraîtraient alors les plus intéressantes.

M. Tallatin porta les yeux sur la Victoire des Maréchaux. Belle, élancée, énigmatique, elle élevait vers le plafond son trophée de flambeaux. De quel côté pencherait-elle?...

Mais en cas de guerre longue, la victoire, financièrement, ne signifierait plus grand'chose. Une ruine à peu près uniforme s'étendrait sur tous les pays qui, dans leur passion guerrière, s'étaient mis en révolte contre l'économie politique. Ce serait alors le triomphe des neutres. Débarrassé de tous ses mauvais papiers, M. Pyrame Tallatin n'aurait-il plus qu'à attendre, mollement couché sur ses matelas de bonnes valeurs, que le combat cessât par l'épuisement des combattants? Son raisonnement aurait pu s'arrêter là. Mais M. Tallatin le poursuivit. Poussant son investigation dans les profondeurs problématiques du futur, il chercha à se représenter ce qui se passerait pendant une deuxième, pendant une troisième année de la guerre européenne. A coup sûr, quelque chose de difficilement ima-

ginable. Mais, enfin, il fallait l'imaginer. Il lui apparut tout d'abord qu'une fois leurs approvisionnements en vivres, armements, matières premières consommés par l'intense dilapidation d'une première année de guerre, les belligérants seraient amenés à accroître dans des proportions considérables leurs moyens de production chez eux et à se livrer à des achats illimités chez les neutres. L'Angleterre aurait besoin de vivres, l'Allemagne de vivres et de matières premières, la France de matières premières et de munitions. Pour subvenir à toutes ces dépenses, des emprunts de guerre seraient émis, auxquels, bien entendu, il se garderait de souscrire, mais qui, abondamment couverts par le patriotisme des peuples aux prises, procureraient aux États des ressources de trésorerie prodigieuses. De vastes affaires se créeraient, d'énormes entreprises, qui assureraient des bénéfices fabuleux à ceux qui en prendraient l'initiative ou y apporteraient leur participation. Il en serait de même d'un grand nombre d'affaires déjà existantes, qui, par leur genre d'exploitation ou leur activité transformée, pourraient devenir des fournisseurs de la guerre. Sans sortir de Suisse, tout ce qui concernait l'alimentation, laits condensés, chocolats, biscuits, conserves de fruits, salaisons, fromages, était destiné à d'incommensurables plus-values. Le commerce des bestiaux prospérerait. Les fabriques de produits chimiques produiraient de l'or. Les usines et établissements métallurgiques enfanteraient des fortunes. Et par-dessus tout régneraient les transports. Investir des capitaux dans d'aussi merveilleuses affaires, ce serait doubler, tripler, décupler les sources de ses revenus, à condition de savoir s'en retirer en temps opportun.

A ces riantes perspectives, l'imagination de M. Tallatin s'enfiévrait ; il voyait les dividendes, les parts se gonfler, les émoluments d'administrateurs, les jetons de présence se multiplier, les bénéfices proliférer ; et devant ses yeux agrandis les millions et les millions, s'engendrant les uns les autres, dansaient une sarabande éblouissante, où l'or français, les marks allemands, les livres sterling, les florins et les roubles, après de furibonds entrechats, venaient s'engouffrer derrière la soie brochée d'aigles et de couronnes qui couvrait l'antre de son coffre-fort.

Aussi, bien qu'il fût philanthrope et bon chrétien, M. Pyrame Tallatin se prit-il à souhaiter, dans le fond de son cœur, que la guerre fût longue.

* * *

C'est en de telles dispositions que, dans ce même cabinet Empire où la Victoire des Maréchaux dressait ses ailes mystérieuses, le

trouva M. le conseiller national Gustave Ador, un jour qu'il vint lui rendre visite. M. le conseiller national Gustave Ador désirait entretenir M. Pyrame Tallatin d'une affaire importante. Mais cette affaire n'était pas du genre de celles que M. Tallatin s'occupait à rouler complaisamment et solitairement dans sa tête.

La guerre durait depuis quinze jours. Liége était pris. Les armées de von Kluck et de von Bülow se ruaient à travers la Belgique. On attendait la première grande bataille.

— Mon cher ami, dit le conseiller national d'un ton pénétré, au milieu de la tempête qui s'abat sur la malheureuse Europe, notre petite Suisse, à l'abri de sa neutralité que fait respecter son armée, reste l'îlot privilégié que ne peuvent atteindre les flots. Mais si notre pays est celui de la sécurité et du refuge, c'est aussi, et c'est une de nos plus nobles traditions, celui de la charité. *Inter arma caritas :* cette devise, que vous connaissez, est celle de la Croix-Rouge. Déjà les Croix-Rouges de tous les pays se sont éveillées et sont à l'œuvre. La Croix-Rouge suisse s'occupe de notre armée. Mais au-dessus de ces Croix-Rouges nationales, les inspirant et leur servant d'organe de liaison, existe le Comité international de la Croix-Rouge, à la présidence duquel, comme vous le savez, j'ai succédé au regretté Gustave Moynier.

— Parfaitement, parfaitement, fit M. Tallatin... Comité international, Dunant, Solférino, Convention de Genève... je suis parfaitement au courant de tout cela.

— Les secours aux blessés, reprit Gustave Ador, étant du ressort particulier des Croix-Rouges nationales, le Comité international, lui, doit se charger d'une œuvre internationale.

— Parfaitement... Je vous suis parfaitement. Une œuvre internationale... c'est-à-dire neutre... parfaitement neutre.

— Une œuvre qui fasse honneur à Genève, à la Suisse. Et comme notre pays doit se défendre de prendre parti dans la mêlée, fût-ce pour un autre pays neutre comme la Belgique, il faut qu'il cherche ailleurs que dans les voies de la justice et du droit ses titres de gloire. Je les lui apporte.

— Je vous reconnais bien là, grand homme. Vous voulez sauver la face de la Suisse. C'est beau, c'est bien.

— J'ai donc imaginé... ou plutôt, à dire vrai, l'idée en avait été émise à la dernière Conférence internationale des Croix-Rouges, tenue à Washington en 1912... mais j'ai décidé de la réaliser... Nous avons donc envisagé, au Comité, la création d'un organisme qui, sous le nom d' « Agence internationale des prisonniers de guerre », servirait de bureau général, d'office central de renseignements con-

cernant les prisonniers de guerre de tous les pays, en vue principalement de leur recherche dans leurs lieux d'internement et de la transmission de leurs nouvelles à leurs familles. Grâce à nos relations avec les gouvernements et à l'autorité morale dont nous jouissons, nous serons en mesure d'obtenir, de réclamer au besoin des listes périodiques des prisonniers faits par les armées, de suivre ces prisonniers dans les camps de concentration, dépôts, forteresses, hôpitaux où ils seront enfermés ou soignés, de tenir nos informations à la disposition de ceux qui s'intéressent à leur sort, de nous charger de leurs lettres et de leurs colis, de nous faire les truchements de leurs requêtes ou de leurs plaintes, de nous instituer enfin leurs intermédiaires entre eux et ceux qu'ils ont laissés dans leurs patries.

— C'est là un grand service que vous rendrez aux pays en guerre, à l'Europe, à l'humanité... à la Suisse...

— Je le crois, j'en suis sûr.

— Mais c'est une tâche considérable que vous allez entreprendre. Pensez donc ! Que de nations en guerre ! que de prisonniers !... Des Allemands, des Français, des Anglais, des Belges, des Autrichiens, des Hongrois, des Serbes, des Russes... Est-ce que vous vous occuperez aussi des Russes?...

— De tous, mon ami, de tous. Le Comité international ne doit pas mentir à son nom.

— C'est beau, c'est bien, répétait M. Tallatin impressionné. Tout cela va coûter beaucoup d'argent !

— Nous aurons besoin d'une certaine mise de fonds pour le début. Des dons, des souscriptions viendront ensuite, en quantité suffisante, espérons-le, pour assurer notre fonctionnement. Je compte aussi sur les bonnes volontés. Les bonnes volontés ne font jamais défaut à Genève. Nous aurons de nombreux concours gratuits. D'ailleurs la guerre sera vraisemblablement assez courte.

— Vous croyez?...

— Tous les économistes sont d'accord là-dessus. Avec la complexité de notre civilisation moderne et l'énormité des effectifs mobilisés, une guerre longue est impossible. A supposer même, ce que nous souhaitons de toute notre âme, que la victoire foudroyante à laquelle rêvent les Allemands ne se produise pas, au bout de trois mois l'Europe entière sera paralysée.

— Ah ! ah !... Ah ! vous croyez?... marmotta M. Tallatin plongé dans ses réflexions.

Puis, sans émettre d'autre considération à ce sujet, il demanda :

— Et à combien évaluez-vous vos frais de départ?

— Mon Dieu... mettons une cinquantaine de mille francs. Nous ferons ça entre quelques-uns... et je ne vous cache pas, mon cher ami, que si je suis venu vous trouver...

— Bien, bien, fit M. Tallatin.

Il tirailla un instant ses favoris et dit :

— Vous pouvez m'inscrire pour vingt mille francs.

Le président du Comité international de la Croix Rouge lui serra chaleureusement la main :

— Merci, cher ami, merci... Je n'attendais pas moins de votre grand cœur.

* * *

M. de Giessbach donnait fréquemment de ses nouvelles, soit par un court billet, soit, plus volontiers, par un coup de téléphone. Il n'avait pas quitté Berne, où il avait été affecté à l'État-major général, en qualité d'attaché à l'adjudance du général Wille. Il avait grande envie de revoir sa fiancée. Ayant pu obtenir un congé de vingt-quatre heures, il annonça enfin sa visite pour un des derniers jours du mois. Il n'était plus question, bien entendu, du fameux déjeuner de fiançailles, si brusquement contremandé. Le capitaine viendrait dans la plus stricte intimité, entre deux trains. On s'apprêta à le bien recevoir. M. Tallatin et sa fille allèrent l'attendre à la gare.

Clermonde demeurait toujours dans l'incertitude au sujet des sentiments de son fiancé sur la guerre. Rien de ce qu'elle avait pu apprendre de lui par ses brèves correspondances ne s'était trouvé de nature à l'éclairer. Mais ses inquiétudes n'avaient fait que s'aviver par la lecture du *Berner Tagblatt*, dont la violence germanophile était telle, qu'elle avait fini par ne presque plus oser l'ouvrir.

Elle fut saisie d'une vive émotion, quand elle vit M. de Giessbach descendre d'un wagon de première et s'avancer vers eux, superbe et tout joyeux. Il ne portait plus le mirifique uniforme bernois de 1814, le grand bicorne à ganse, les épaulettes d'or, l'habit bleu de roi sanglé d'un triple galon d'argent, mais la belle tenue des guides de l'armée fédérale de 1914, le képi à aigrette blanche, la tunique vert foncé aux passepoils carmin, les contre-épaulettes aux trois étoiles d'argent, la cocarde rouge à la croix blanche, les bottes aux éperons tintinnabulants. Il était impressionnant. Il s'arrêta à trois pas d'eux, fit le salut militaire, dans une inclination raide et les talons sonnants. Puis il s'approcha galamment de Clermonde, lui prit la main et la porta à ses lèvres. Comme par un soudain enchantement, les craintes de la jeune fille s'évanouirent. Dominée et conquise, elle sentit qu'elle était à lui.

Ils montèrent en auto.

Rue des Granges, on se mit à table en arrivant. M. de Giessbach était plein d'amabilité et de tact. Il évitait de parler de la guerre. Non moins prudent, M. Tallatin l'imitait. Quant à Clermonde, entièrement sous le charme de son fiancé, elle ne songeait plus du tout à aborder ce dangereux sujet.

Il fallut pourtant bien en venir là. Ce fut à propos du mariage en perspective, que menaçaient de retarder les événements et dont il s'agissait de fixer à nouveau l'époque.

— Nous nous marierons sitôt après la guerre, disait M. de Giessbach.

— Ne pensez-vous pas, mon cher Berthold, objectait M. Tallatin, que cela nous mènera peut-être un peu loin?

— Mais non, mais non, la guerre sera extrêmement courte.

— Ah! ah!...

— Tout au plus cela pourra-t-il modifier nos projets de voyage de noces. Il ne sera sans doute pas très facile, ni très agréable d'aller se promener à Paris, à Londres, à Berlin, comme nous en avions l'intention... Bast! après tout, pourquoi pas? Cela sera peut-être très amusant!

— Alors, fit M. Tallatin, vous croyez, vous aussi, à une guerre courte?

— Assurément. Comment pourrait-il en être autrement? Je puis même vous dire qu'à l'État-major général on ne manifeste aucune inquiétude à cet égard.

— En vous prononçant ainsi, parlez-vous en économiste ou en militaire?

— En militaire. Les questions économiques, je les ignore.

— Et naturellement, pour vous... je veux dire pour l'État-major général, une guerre courte signifie la victoire des Empires du Centre?

— C'est évident. Ni la France, ni l'Angleterre ne sont suffisamment prêtes pour résister à l'avalanche savamment organisée de l'Allemagne.

Clermonde commençait à pâlir. Son cœur battait.

— C'est horrible! fit-elle. Cette pauvre France! cette pauvre Belgique!...

— Oh! ma foi, s'écria imprudemment Berthold von Giessbach elles n'ont que ce qu'elles méritent! La France n'avait qu'à reste neutre et qu'à rompre son alliance immorale avec la Russie, ce qui aurait tout arrangé. Quant à la Belgique, elle n'avait qu'à laisser passer tranquillement les armées allemandes, comme la proposition très honorable lui en a été faite.

Stupéfaite, la jeune fille répliqua :

— Mais, Berthold, vous n'y pensez pas !... La Belgique était obligatoirement neutre et devait faire respecter sa neutralité. Qu'auriez-vous dit si pareille proposition avait été faite à la Suisse?

Le capitaine prit le parti de rire, ou plutôt d'adopter un ton miplaisant, mi-sérieux :

— Ma foi, fit-il, nous sommes trop bien avec les Allemands pour qu'ils eussent voulu nous mettre dans l'embarras par une demande de cette nature. D'ailleurs, au point de vue militaire, le seul qui compte, la question ne se posait pas. Le passage par la Suisse n'offrait aucun intérêt. La Belgique au contraire, cet éternel champ de bataille de l'Europe, ne pouvait éviter son sort. Que ne l'a-t-elle accepté philosophiquement, avec le moindre mal pour elle !... Quelle idée aussi, pour un pays neutre, d'aller se fourrer sur la grande route des armées !...

— Malheureuse Belgique !... Que va-t-elle devenir?

— Bah ! une bonne province allemande. C'est ce qui pourra lui arriver de mieux.

— Je ne vous comprends pas, Berthold, je ne vous comprends pas, murmurait Clermonde désemparée.

M. Tallatin crut bon d'intervenir :

— Allons, allons, mes enfants, ne nous chamaillons pas. Vous aurez tout le temps de vous quereller quand vous serez en ménage. Nous savons tous que les opinions sont différentes ; les uns pensent ci, les autres pensent ça ; à Berne on penche du côté de l'Allemagne, à Genève on incline vers la France ; cela n'empêche pas les sentiments. L'important, c'est que nous restions tous de bons Suisses.

— Parbleu !... Et si vous le permettez, mon cher futur beau-père, dit M. de Giessbach, j'irai même plus loin que vous dans cet excellent exprit de conciliation. Loin de regretter cette dualité des manières de voir, je m'en félicite pour notre pays et j'y reconnais la marque même de notre formation nationale. Nous ne sommes pas un peuple, fondu par la même culture ou la même tyrannie dans une uniformité de troupeau, mais des peuples, qui se sont unis pour sauvegarder chacun son autonomie et maintenir son individualité. Il ne me déplaît nullement de voir que les Suisses ne pensent pas de même sur tous les sujets ; j'en suis au contraire fort satisfait, car c'est par ces divergences que nous nous rendons le mieux compte de la valeur de notre lien confédéral. Nous différons presque en tout, mais nous nous entendons sur ce qui fait notre patrimoine commun, la liberté pour tous et le respect de nos indépendances réciproques. Je trouve tout à fait naturel, tout à fait normal que vous autres Romands, plus sensibles que nous aux idées

de justice et de droit, soyez aujourd'hui enclins à porter vos sympathies du côté de la Belgique, de l'Angleterre et de la France, jusqu'à souhaiter leur victoire. C'est très bien et je vous approuve. Et je suis particulièrement heureux que ma charmante fiancée, cultivant avec ardeur cet idéal qui me ravit chez elle, arbore cette petite fleur bleue qui lui va si bien, même si elle doit la panacher d'une tige de coquelicot, qui est sa fleur favorite, et d'une brindille d'edelweiss, qui est la mienne.

— Très bien dit, mon cher Berthold, applaudit M. Tallatin, qui, ne sachant au juste à quoi s'en tenir sur la sincérité de M. de Giessbach, jugeait en tout cas sa diplomatie de premier ordre.

Les couleurs étaient revenues sur le joli visage de Mlle Tallatin et le sourire se jouait à nouveau sur ses lèvres. L'œil seul gardait quelque mélancolie à ne pas trouver le séduisant Bernois absolument conforme à l'idée qu'eût voulu se faire de lui sa fiancée amoureuse.

On passa sur la terrasse pour le café. Blanches et corinthiennes, les colonnes du Musée Rath soulevaient dans la lumière crue leur fronton triangulaire. Le soleil poudroyait sur la place Neuve, tirant des éclairs des fers de lance dorés de la grille des Bastions et de la croupe bronzée du cheval du général Dufour. Au loin, le vaste écran déployé du Salève dominait les miroitements des maisons de Plainpalais.

— S'ils ont ce soleil-là dans le nord, dit M. de Giessbach en sucrant son café, la grande bataille qui se livre depuis quelques jours autour de Charleroi doit être chaude.

Le visage de Mlle Tallatin se rembrunit.

— Oh ! c'est affreux ! fit-elle. Penser que des hommes se battent, que le sang coule, que des peuples souffrent, pendant que nous sommes tranquillement ici à goûter le bonheur de la vie et à caresser des projets d'avenir !...

— A combien estimez-vous l'importance des forces en présence? demanda M. Tallatin.

— Voyons un peu, calcula le capitaine ; d'un côté, les cinq armées allemandes, la première de von Kluck, la seconde de von Bülow, la troisième de von Hausen, la quatrième du duc de Wurtemberg, la cinquième du Kronprinz d'Allemagne ; de l'autre, trois armées françaises, celle de Ruffey, celle de Langle de Cary, celle de Lanrezac...

— Comment, vous avez les noms des généraux français? s'écria stupéfait M. Tallatin. Nous autres, nous ne connaissons que celui du généralissime Joffre.

— Oh ! nous savons beaucoup de choses, à Berne, fifra le capi-

taine... Nous disons donc les trois armées françaises, plus les Anglais du maréchal French... Ma foi, cela ne doit pas faire loin d'un million d'hommes de chaque côté.

— C'est affreux ! c'est affreux !... répétait Clermonde.

La place Neuve s'agitait. Des passants absorbaient leur nez dans des feuilles. La femme de chambre Bertha parut peu après, avec un beau sourire à l'adresse de l'officier bernois. Elle apportait un supplément du *Journal de Genève*.

M. Tallatin s'en saisit et ajusta son lorgnon.

— Des nouvelles? interrogea M. de Giessbach.

M. Tallatin lut d'une voix mal assurée :

Berlin, 28 août. Quartier général de l'armée. Les armées allemandes de l'ouest ont pénétré victorieusement sur le territoire français, de Cambrai aux Vosges. L'ennemi a été battu sur toute la ligne et se trouve en pleine retraite. L'armée du général von Kluck a culbuté l'armée anglaise. Les armées des généraux von Bülow et von Hausen ont battu complètement huit corps d'armée française entre la Sambre et la Meuse. Namur est pris. L'armée du duc Albrecht de Wurtemberg a franchi la Meuse. Le Kronprinz allemand s'est emparé de Longwy. D'un bout à l'autre du front nos armées poursuivent l'ennemi. La Belgique est placée sous l'administration allemande. Signé : Von Stein, quartier-maître général.

— Et le communiqué français? balbutia Clermonde.

— Il n'y a pas de communiqué français.

Une joie violente s'était répandue sur la face avide de Berthold von Giessbach. Ses yeux luisaient. Ses dents blanches et aiguës pointaient sous son sourire vorace. Il arracha le feuillet des mains tremblantes de M. Tallatin pour se repaître du bienheureux communiqué, tandis que Clermonde, contenant à peine ses sanglots, s'enfuyait dans la maison.

* * *

Quelques jours auparavant, le Comité international de la Croix-Rouge avait ouvert dans les locaux de sa bibliothèque, rue de l'Athénée, son Agence des prisonniers de guerre. A peine l'annonce de la nouvelle institution avait-elle été publiée par la presse, que les demandes de renseignements commençaient à affluer. Débordées, les quelques personnes qui s'étaient mises au travail avaient déjà besoin de renfort. Aussi Mlle Tallatin avait-elle convoqué, rue des Granges, un certain nombre de jeunes gens, de dames et de jeunes filles de ses relations pour leur parler de la fondation de M. Gustave Ador et solliciter leur concours.

Tout de suite elle s'était intéressée à cette œuvre. C'est qu'elle

répondait à son désir de se rendre utile, à son besoin de se dévouer à quelque chose durant la grande tourmente. Elle comptait y trouver l'allégement de sa conscience, qui lui eût rendu insupportable la pensée de ne rien faire, alors que tant de souffrances s'abattaient sur le monde.

La réunion eut lieu le lendemain de la visite de M. de Giessbach. Plusieurs des participants de la *Fête de Juin* s'y retrouvèrent, et en particulier du groupe des Merveilleux et Merveilleuses qui avait eu tant de succès sur le théâtre du Centenaire. Il y avait là Mme Turrettini, Mme Naville, Mlle de Saussure, Mlle de la Rive, Mlle de Rochemont... Il y avait naturellement aussi M. de Sergy.

Devant cette trentaine d'assistants de choix, Mlle Tallatin exposa du mieux qu'elle put l'entreprise de M. Ador, dont peu de personnes connaissaient encore autre chose que l'existence. Sous de si charmants auspices, et l'Agence en formation paraissant devoir être le rendez-vous de tout ce qu'il y avait d'élégant et de bien pensant à Genève, chacun donna son approbation, assura de son dévouement et promit de consacrer aux pauvres prisonniers de guerre le meilleur de ses loisirs.

Sur quoi un thé confortable groupa ce premier contingent des collaborateurs de l'Agence. Autour des cakes, des mokas et des tartelettes, les conversations redevinrent mondaines et flirteuses. Puis les départs s'échelonnèrent dans des froufrous de robes et des courbettes de faux cols.

Resté le dernier, Simon de Sergy s'arma de courage. Il n'avait pas été sans remarquer la figure altérée de Clermonde sous son animation du moment. Lui-même était sombre, presque amer.

— Es-tu trop fatiguée pour me supporter encore quelques instants? demanda-t-il d'un ton humble.

— Mais, mon cher Simon, répondit la jeune fille, je suis toujours très contente de te voir. Tu sais combien j'ai d'affection pour toi et comme je suis peinée chaque fois que je crois avoir été pour toi une cause de chagrin.

— Je ne devrais pas te revoir, Clermonde ; mais c'est plus fort que moi, il faut que je revienne, comme si j'éprouvais je ne sais quel douloureux plaisir à m'emplir les yeux de ton visage et le cœur de ma détresse.

— Quels mots tu emploies, mon cher Simon !... Peut-on parler de détresse pour une de ces petites désillusions sentimentales dont la vie. hélas, n'est avare pour personne?...

— De détresse, parfaitement ! s'écria le jeune homme. Tout dépend de la force de ce que tu appelles dérisoirement une petite

désillusion sentimentale. Pour moi, cette désillusion n'est ni petite, ni sentimentale. C'est tout autre chose, et c'est bien réellement une détresse. Et toi-même, Clermonde, ne ressens-tu pas quelque chose de semblable, lorsque tout ne va pas comme tu l'aurais voulu du côté où, malheureusement pour moi, ton cœur incline?

— Que dis-tu là? fit la jeune fille extrêmement troublée. Comment sais-tu?...

— Je ne sais rien, mais je devine, je lis sur ton visage.

— Tu sais que M. de Giessbach était hier ici?

— Cela, oui, je le sais.

— Oh! Simon!... Simon!... Tu veux donc que je te raconte tout! s'angoissa-t-elle, tandis que des larmes jaillissaient de ses prunelles.

— Je cachais ma souffrance, dit Simon gravement. J'aurais voulu te la cacher encore. Ton bonheur m'est plus cher que le mien : mais je voudrais être sûr que ce soit réellement ton bonheur.

— Tu sais tout! balbutia-t-elle, la voix déjà sanglotante. Oui, je m'étais fait de mon bonheur une idée extraordinaire. Cet homme était tout pour moi, je l'admirais, je le trouvais parfait, je voyais en lui mon idéal et la réalisation presque miraculeuse de ce que je pouvais rêver de plus beau sur terre. Dieu sait si je m'apprêtais à être heureuse!... Cette horrible guerre est venue tout gâter. Je me suis aperçue que mon fiancé appartenait à un autre monde moral que moi, que, si nous étions unis par le cœur, nous étions séparés par les sentiments, par tout ce qui fait que deux âmes se comprennent et partagent les mêmes joies, les mêmes peines, les mêmes émotions. C'est comme si une frontière s'était dressée soudain entre nos deux êtres... Oh! Simon, Simon, je suis bien malheureuse!...

— Vous vous êtes disputés? interrogea avidement M. de Sergy.

— Oh! non, non... Il a été très correct... Mais j'ai bien vu, j'ai bien senti... et c'est ce qui m'a encore plus terriblement impressionnée que s'il s'était livré à des écarts de paroles...

— Il est pour les Boches? demanda brutalement M. de Sergy.

Elle fit oui de la tête.

Une joie extraordinaire transfigura le jeune homme. Une résurrection se fit sur ses traits. Il se leva tout chancelant, comme ivre, tout animé d'une ardeur étrange et fébrile.

— Je m'en doutais! cria-t-il. Cela ne pouvait être autrement!... Il a fallu la guerre pour qu'il se montrât sous son vrai jour!... Ah! la guerre! la guerre!... Eh bien, oui, la guerre a scindé les hommes en deux camps, et les neutres comme les autres. C'est presque une guerre de religions, comme au seizième siècle, comme quand mes

SCANNED 27 of 72

ancêtres sont arrivés à Genève et y ont été accueillis par les tiens. Épouserais-tu un Allemand?...

— Jamais ! protesta-t-elle.

— Et tu épouses un germanophile ! Si la nationalité n'y est pas, le cœur y est. C'est la même chose.

— Serait-ce possible ! murmura-t-elle atterrée.

— Mais, malheureuse, tu ne sais donc pas ce qui se passe? reprit-il de plus belle. Là-bas, dans la Suisse allemande, ils sont tous enragés pour le Kaiser et pour la victoire impérialiste des Teutons. Ils fulminent contre la France et la Belgique, qu'ils couvrent d'outrages et d'infamie. Ils crient tous : *Gott mit uns!* comme à Berlin. Tu ne lis pas leurs journaux?...

— Non, dit-elle d'une voix blanche, n'osant pas avouer qu'elle en recevait un.

— On les dirait à peu près tous rédigés à Francfort, à Leipzig ou à Kœnigsberg. C'est honteux, c'est répugnant. On en voit qui arborent des manchettes sensationnelles : « Grande victoire allemande ! » « Écrasante défaite française ! » D'autres qui publient les portraits de Poincaré, du roi des Belges, de George V et du tsar de Russie sous le titre de : « Nos ennemis. » D'autres encore qui parlent des succès que « nos troupes » ont remportés en Prusse orientale ou des exploits de « nos sous-marins ». Voilà où l'on en est. Et toute la Suisse allemande d'applaudir !... Tiens, je recevais précisément hier une lettre de mon ami Cabriol... tu sais bien, Cabriol?...

— L'avocat?

— Oui. Il est à Fribourg avec les bataillons genevois. Eh bien, Cabriol me dit... Je n'ai pas sa lettre sur moi, mais je la sais à peu près par cœur. Écoute. « Mon vieux... » C'est Cabriol qui écrit... « Mon vieux, j'étais parti avec un grand enthousiasme. C'est triste à dire, mais cet enthousiasme est bien tombé. Non pas que notre moral ne soit pas à la hauteur (je parle des troupes genevoises), mais il est à rude épreuve et il faut qu'il soit solide. Nous sommes ici sur la limite des langues. A l'ouest, c'est notre bonne langue française et notre brave civilisation française ; à l'est, c'est l'allemand et la culture (si l'on peut appeler ça une culture) allemande. La Sarine, qui coupe le canton en deux, fait la séparation. Rive gauche, on est pour la France ; rive droite, on est pour l'Allemagne. La ville même est bilingue. Le haut est français et ne voit de beau que Joffre ; le bas est allemand et ne jure que par Guillaume. Il y a un journal en allemand, qui est germanophile, et deux journaux en français, l'un qui se fout de Berne... » Je te demande pardon, mais je te récite la lettre... « Un qui se fout de Berne et qui est fran-

cophile, l'autre qui ne se fout pas de Berne et qui est neutraliste, comme le *Journal de Genève*. Le canton de Fribourg lève deux escadrons de dragons, l'un français, l'autre allemand. J'ai assisté à leur rassemblement dans un village des environs. J'ai vu de ces dragons des deux escadrons, qui affilaient leurs sabres à une même meule. Les Romands disaient : « Ça, c'est pour les Schwobs ! » Les Stauffifer disaient : « Ça, c'est pour les pantalons rouges ! » Il y a ici beaucoup de troupes, les unes qui cantonnent, les autres qui passent. Les contingents fribourgeois appartiennent à la IIe division, qui est une division mixte. On leur apprend le pas de parade et on les instruit dans toute la rigueur du drill prussien. Nous autres, de la Ire division, nous ne voulons rien savoir du drill et on ne nous l'impose pas. Nous n'en sommes pas moins bons pour ça. Par contre, on nous sert les ordres du jour du général Wille. Ils sont effarants. Pour nous annoncer l'entrée des Allemands à Bruxelles, notre brave général s'exprimait froidement ainsi : « L'occupation de Bruxelles « est un grand succès pour les armes allemandes. » Hier, le bulletin lu devant les troupes portait entre autres gentillesses : « Ce qui « avant tout fait pencher la balance en faveur des armées alle- « mandes, dont les succès sont sans exemple, c'est leur éducation « militaire, le drill allemand. C'est lui qui triomphe maintenant. » Le brave général prêche pour son drill. Voilà pourquoi nous n'en voulons pas. Tu vois, mon pauvre vieux, où nous en sommes, après moins d'un mois de guerre neutrale. Il y a maintenant deux Suisses, comme il y a une France et une Allemagne. Si nous avons jamais à taper sur quelqu'un, ce sera une belle cacafouillade. Adieu, mon vieux, et vive Genève ! »

Un peu essoufflé, M. de Sergy s'arrêta, regarda Clermonde d'un air scrutateur, comme pour apprécier l'effet que la lettre de Gabriol produisait sur elle. La jeune fille restait interdite et muette.

— Eh bien, fit-il enfin, qu'en dis-tu?

— C'est affreux, murmura-t-elle péniblement. Mais je t'en supplie, Simon, ne continue pas. Je ne peux pas t'entendre davantage.

— Comment, tu ne peux pas... Mais il faut que tu m'entendes. N'est-ce pas toi qui as commencé? N'est-ce pas toi qui, la première, m'as fait part de tes alarmes, de tes troubles de conscience?... Écoute-moi, Clermonde... Il est impossible que tu épouses cet homme... Tu ne le peux pas, tu ne le dois pas...

Une plainte douloureuse répondit à cette objurgation.

— Comment pourrais-tu encore penser à lui? reprit avec une nouvelle ardeur Simon de Sergy. C'est un Boche, un Boche en pensée et en sentiment. Non seulement il est Bernois, non seulement il

participe à l'horrible mentalité de nos sinistres concitoyens de la Suisse allemande, mais il contribue à la faire, il l'encourage, il appartient à l'entourage intime du général Wille, à cette camarilla d'État-major qui nous mène, qui cherche à nous asservir et n'a pas de plus cher désir que de nous jeter dans les bras de l'Allemagne.

— Ne parle pas ainsi de M. de Giessbach, je t'en prie, prononça Mlle Tallatin, qui de pâle, était devenue écarlate.

— N'est-ce pas la vérité?

— Vérité ou non, tu n'as pas le droit de t'en prévaloir pour attaquer de la sorte M. de Giessbach.

— Est-ce que tu te mettrais à le défendre?

— Peut-être.

— Ça, c'est trop fort!... Alors M. von Giessbach n'est pas germanophile? M. von Giessbach ne souhaite pas de toute son âme le triomphe du Kaiser et de son ordure de Kronprinz? M. von Giessbach ne s'est pas réjoui, comme son digne chef Wille von Bismarck, de l'entrée des Allemands à Bruxelles? M. von Giessbach...

— Tais-toi! Je t'interdis de poursuivre sur ce ton!...

Elle se campait, frémissante et hostile, comme si c'était elle qui fût insultée.

Simon de Sergy la considéra de nouveau un instant, mais avec effarement. Puis il dit sourdement :

— Est-il possible que ton prétendu amour te fasse perdre ainsi la tête!

— Mon amour n'y est pour rien, répliqua-t-elle. C'est mon sentiment de la justice.

— De la justice!... éclata-t-il d'un rire faux.

— Oui, de la justice. Est-ce qu'il t'appartient à toi, est-ce qu'il m'appartient à moi de juger M. de Giessbach et de le censurer? Il fait ce qu'il veut, il pense ce qu'il veut, et rien de ce qu'il fait ou de ce qu'il pense ne peut être autrement qu'à son honneur. Il n'est pas nécessaire d'avoir en tout les mêmes idées pour s'estimer. Il m'a lui-même déclaré qu'il trouvait fort bon que ma sympathie fût acquise aux Alliés. Pourquoi ne trouverais-je pas bon que la sienne se portât sur le pays dont il se sent plus proche par la langue et par la race? Nous sommes un peuple libre et nous mettons au-dessus de tout le droit de chacun de nous à l'indépendance de ses actes et de sa pensée. Notre devoir est de respecter cette liberté, cette indépendance, même si son expression chez autrui doit nous choquer au premier abord.

— Alors, essaya encore Simon de Sergy, alors au second abord elle ne te choque plus?

— Je la respecte.

— Je ne te comprends plus. Tu me déconcertes, tu me désoles.

— Je suis juste.

— Toi qui, il n'y a qu'un instant, te plaignais de la mésentente qui était survenue entre vous, du fossé qui s'était creusé entre toi et lui !

— J'avais tort.

— Et tu vas supporter cette vie de désaccord intime que tu te prépares?

— Je la supporterai.

— Tu ne la supporteras pas !... A moins, ajouta-t-il sombrement... à moins que tu ne passes de l'autre côté...

— Il arrivera ce qui arrivera.

— Malheureuse, ne dis pas cela !...

— Je ne dis rien.

— Tu m'effraies... Clermonde, Clermonde, est-ce toi?...

— Tu ne me reconnais plus?... Moi non plus.

— Toi non plus !... J'en étais sûr !... Clermonde, dis-moi que tu vas rompre tes fiançailles !

— Je ne les romprai pas.

— Tu l'aimes donc jusqu'à lui sacrifier ce qu'il y a de plus précieux en toi ! s'écria-t-il désespéré.

— Je ne sentirai pas ce sacrifice, murmura-t-elle d'une voix mourante.

Un silence poignant suivit. Puis M. de Sergy porta d'une main vacillante son mouchoir à ses yeux.

— Adieu, Clermonde, balbutia-t-il enfin. Pardonne-moi... pardonne-moi de t'avoir...

Il ne put achever.

Elle eut encore la force de se tenir droite pour le voir sortir. Puis elle s'abîma dans un fauteuil, la tête dans ses mains, les épaules convulsives, avec la fade angoisse de s'évanouir.

Louis Dumur.

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

L'ANGLETERRE VEUT-ELLE ABATTRE LES SOVIETS?

La formidable agitation provoquée par la guerre ne cesse pas de développer des ondes qui renouvellent et renversent tout. Ah! non, la plaie ne se cicatrise pas. On dirait, au contraire, que le foyer d'infection, mal recouvert par un tissu bénin de cicatrisation superficielle, gagne les organes profonds et cherche à pourrir le vieux monde par-dessous après l'avoir bouleversé par-dessus. Dans un pareil tohu-bohu le panorama politique change tous les six mois. Il suffit d'une élection, d'un caprice, pour que des combinaisons vastes, compliquées, cèdent aussitôt la place à d'autres combinaisons, non moins vastes, encore plus compliquées.

De ces hésitations, de ces fougues, de ces repentirs, presque tous les grands États d'aujourd'hui ont donné plusieurs manifestations depuis 1914 et même depuis 1918. Ce n'est pas seulement la Russie, ou les États-Unis, ou la France, ou l'Italie, ou l'Allemagne qui ont successivement tourné le dos à des alliances anciennes, à des amitiés éprouvées, à des conceptions capitales, à des accords pathétiques, c'est encore l'État le plus stable, le plus pondéré que nous puissions contempler autour de nous : l'Empire britannique. En quelques années, l'Empire britannique a passé, par exemple, vis-à-vis de l'Allemagne, d'un antagonisme féroce, à une intimité déconcertante, vis-à-vis du bolchevisme d'une haine irréparable à un flirt déclaré, heureusement coupé court par une terreur salutaire.

La Russie n'a jamais eu à se louer de l'inquiétude qu'elle inspirait, qu'elle inspire encore à l'Angleterre. Sans cette jalousie, est-ce que le Japon aurait jamais osé attaquer le colosse moscovite?

Sans cette jalousie, est-ce que sir Arthur Nicholson, le trop fameux ambassadeur de George V auprès de Nicolas II, aurait eu l'idée, surgie des profondeurs les plus nationales de l'inconscient britannique, de favoriser la chute du tsarisme au profit du libéralisme à la Lvoff et à la Kerensky? Il s'est défendu, à plusieurs reprises, d'avoir provoqué ce résultat. Ses explications n'ont pas convaincu. Le gouvernement de Sa Majesté Britannique reste accusé d'avoir secrètement désiré la ruine du tsarisme et d'y avoir mis la main. Sans cette jalousie, enfin, aurions-nous vu les tentatives répétées de Youdenitch, Koltchak, Denikine, Wrangel, pour assommer le bolchevisme, mais conduites, grâce aux subsides britanniques, de telle manière que ce qui en ressortait, c'était régulièrement un affaiblissement de la puissance russe en général, sans que le bolchevisme, considéré alors par Londres comme une cause de léthargie politique pour la Russie, en fût sérieusement incommodé?

Des observateurs impartiaux ont assuré alors, en hochant la tête, que le dessein poursuivi par M. Lloyd Georges était moins d'inquiéter Moscou que de procéder à la destruction progressive, systématique de l'armée russe, quelle que fût sa couleur, en opposant entre eux ses fragments. La chute de Lloyd Georges, la défaite conservatrice, l'avènement travailliste renversèrent bruyamment les bases de ce machiavélisme.

Depuis Lloyd George, la situation avait d'ailleurs changé du tout au tout. Le bolchevisme subsistait. Il maintenait en léthargie la Russie, jadis conquérante, mais c'était à présent une léthargie contagieuse et qui, sous cette forme, succédait à la conquête. Sans doute, l'échec du marxisme éclatait sur toute la ligne. A l'heure qu'il est, si quelque chose a reçu des faits, d'une longue, interminable série de faits, des démentis décisifs, c'est le marxisme. D'un pays exportateur, il a fait un pays mendiant; d'un vaste empire, il a perdu les lisières. Inutile d'insister.

Mais, funeste ou non, il déjoue les intrigues de ses rivaux; son économique absurde se double d'une politique insidieuse. Moitié à coups de reniements économiques, moitié grâce à cette habileté politique, diplomatique, le bolchevisme non seulement subsiste, mais se propage. Sans rien préjuger d'un avenir, que les traits les moins discutables d'un passé proche nous montrent comme devant être l'instabilité même, on peut constater pour le moment que le communisme s'est cassé les dents sur l'Europe, la vieille Europe qu'il renie d'ailleurs. Économiquement, il est expulsé de partout. Nulle part il n'a pu plonger de racines dans l'humus occidental. Politiquement, sa défaite n'est pas moins sûre, quoiqu'il faille soigneuse-

ment distinguer entre les succès ou les insuccès diplomatiques du gouvernement de l'*Union soviétique* et la croissance ou la disparition des différents partis communistes adhérents à la IIIe Internationale.

Diplomatiquement il n'y a plus, je crois, que la Belgique et la Yougo-Slavie qui se tiennent encore farouchement à l'écart de Moscou. L'Italie fasciste elle-même entretient un ambassadeur et en accueille un. Ce n'est pas ce que Mussolini a fait de plus adroit. Quant aux fractions nationales du parti communiste, elles végètent. Sans l'argent de Zinovief, elles périraient au bout de quelques semaines.

Constatons donc cet échec. Mais constatons-en aussi la relativité. Le communisme n'est le maître nulle part en Occident, mais partout il a jeté ses graines et ses ferments, partout il amorce du désordre. Partout il agit sur le socialisme à la manière d'un remords, d'une excitation, d'une surenchère. Sous son influence, le socialisme devient plus agressif, il aiguise ses prétentions. La présence des missions commerciales, là même où les officiels n'ont pas accès, installe sur le système capitaliste une dérivation des plus dangereuses. Les grands industriels sont souvent de piètres politiques. Faire des affaires n'est qu'une devise limitée. La politique des hommes d'affaires et la politique des hommes d'État, même quand elles ont l'air de se ressembler, exhibent souvent, à la transparence, des filigranes contradictoires.

Donc, en Occident, succès très limités, équivalant, surtout depuis la piteuse dégringolade de Ramsay Macdonald, à un échec caractérisé. En Orient, par contre, le spectacle change du tout au tout. Là l'emprise bolchevique grandit de jour en jour sur tous les terrains : propagande populaire, intrigues diplomatiques. Quand elle s'est mise, après deux ans d'étourderies, à considérer de nouveau le spectacle asiatique, l'Angleterre a pu considérer avec terreur que son édifice hindou, le plus beau de l'empire, était sérieusement menacé. Ne l'oublions jamais : c'est aux Indes que réside la force impériale.

Le vieil état d'esprit coalitionniste, celui dont Lloyd George avait joué avec une fourberie si compliquée qu'il paraît s'y être égaré à plus d'une reprise, reparaissait *ipso facto*. Depuis plusieurs mois, nombreuses sont les déclarations de ceux qui affirment : Entre l'Angleterre et les Soviets un duel à mort est engagé, il faut que l'une des deux puissances disparaisse.

La vérité vraie, c'est que le bolchevisme est la honte de notre civilisation, le péché mortel de l'Europe. *S'il y a un devoir certain pour tout homme pensant, ce devoir est de contribuer à la disparition du bolchevisme par tous les moyens. Si l'Angleterre désire véritablement abattre les Soviets, le devoir de l'Europe est d'aider l'Angleterre.*

C'est ici que la question se corse. Pour essayer de comprendre l'at-

titude de l'Angleterre en cette occurrence, il faut considérer de très haut la question. Trois faits, trois phénomènes conditionnent cet ensemble :

1° La décadence de la Petite Entente et le relèvement germanique ;

2° La mainmise soviétique sur l'Asie et le traité russo-japonais du 20 janvier ;

3° Les préférences de l'Angleterre pour une guerre dont les autres feront les frais principaux alors qu'elle en empochera les principaux bénéfices.

Et d'abord il semble bien, d'après des indices non douteux, que l'Angleterre envisage de nouveau une lutte ouverte contre la Russie, lutte plus accusée, dotée de moyens plus puissants qu'aux temps sans gloire, sans sincérité, des Youdenitch et des Wrangel. M. Winston Churchill n'est pas le seul à Londres à tenir pour incompatible l'existence de Westminster et du Kremlin, tels qu'ils se présentent de nos jours. La Russie n'a en effet qu'à poursuivre aux Indes, dans le monde musulman, la propagande terriblement efficace qu'elle y mène pour ruiner en quelques années, sans espoir de retour, l'empire britannique. Pas besoin pour cela de déclarations pompeuses ; l'intrigue souterraine suffit. Pour venir à bout de l'Angleterre, les Soviets n'ont qu'à continuer d'exister comme ils existent. D'où nécessité pour l'Angleterre de faire disparaître les Soviets et cela *avant peu.*

Partant de là, il semblerait tout simple au *Foreign office* de mettre la Russie en surveillance, de dénicher — ce ne serait pas dur — un document dans le genre de la lettre Zinovieff pour avoir en main un dossier plus que suffisant pour déclarer la guerre à la Russie.

Une guerre ainsi déclarée se terminerait, selon toute vraisemblance, par l'effondrement soviétique. La Finlande, les États baltiques, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, ne mettraient pas long temps à suivre l'Angleterre et à frapper les Soviets au cœur, *si l'Angleterre faisait les choses largement*, c'est-à-dire accordait des subventions, qui ne fussent pas sujettes à se muer subrepticement en dettes de guerre, et leur envoyait, via Riga par exemple, un corps expéditionnaire suffisant.

Cela l'Angleterre le pourrait, si elle le voulait. Elle ne paraît pas le vouloir. Elle répugne à déchaîner un pareil grabuge. Elle a peur du Japon, peur de l'Islam, peur des Indes, peur de l'Allemagne. Ce qui plaît à l'Angleterre, c'est d'attendre que d'autres déchaînent la tempête pour y participer à son jour, à son heure, pour son profit ; c'est se préparer soigneusement ce profit, cette heure et ce jour.

Ce jeu, qui risque de la perdre, qui a failli la perdre, l'Angleterre prétend qu'en fait il lui a régulièrement réussi.

Considérée sous le jour de cette tactique et de cette préoccupation, l'attitude de l'Angleterre, si bizarre en apparence, devient lumineuse. Par exemple, pourquoi l'Angleterre s'acoquine-t-elle avec l'Allemagne? Parce que la puissance militaire allemande, qui cesse de l'inquiéter, lui paraît être l'arme dont le bolchevisme périra. De même que l'Angleterre a utilisé l'armée française pour mettre la main sur la flotte et les colonies allemandes, de même elle rêve d'employer l'armée allemande pour entrer au Kremlin et sauver Delhi. Les Allemands n'ignorent pas ce calcul. Ils savent que l'Angleterre préférerait beaucoup à une expédition épuisante partie de son sol, une expédition allemande conduite par Gessler et von Seekt. Ils le savent, ils le disent, ils l'impriment. Ils sont assez sages, cette fois-ci, pour ne pas dire non. Seulement ils attendent. Ils attendent, en faisant chanter l'Angleterre. Si l'Angleterre pèse sur nous avec cette rigueur, c'est qu'elle songe que la première condition d'une guerre germano-soviétique, c'est une réconciliation franco-allemande. L'Allemagne veut tout ce que l'Angleterre voudra, seulement elle vend ses hoplites très cher. Berlin marchera sur Moscou, oui, si l'on y met le prix. Autrement il laissera ruiner l'Empire britannique, il y contribuera au besoin.

Chose bizarre : l'échec communiste en Occident se trouve peut-être à l'origine de ce dévolu jeté sur l'Allemagne par l'Angleterre. Dans tout cela, en effet, on ne voit pas que l'Angleterre fasse grand cas de la Petite-Entente. D'abord la Petite-Entente, c'est une combinaison poincariste, et puis surtout la Petite-Entente se désagrège. Précisément sa conférence annuelle devait porter, en 1925, sur une lutte collective à entreprendre contre le communisme. Or, cette rencontre a été ajournée à une date indéterminée. A la prière de qui? De M. Bénès, l'omnipotent ministre tchèque.

M. Bénès ne croit pas au danger communiste. Il ne croit pas non plus à la solidité yougo-slave. Pour d'autres raisons, la Roumanie l'inquiète. En ce moment, on assiste à un rapprochement tchèque avec la Pologne.

Par Varsovie, en effet, Prague rejoint Riga. Or, Riga, capitale de l'Esthonie, est le grand centre de l'activité anglaise dans la Baltique. Les Soviets ont prétendu que l'Esthonie était à la veille de « solliciter » le protectorat anglais. La nouvelle a été démentie. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que des représentants militaires de la Pologne, de la Lithuanie, de la Lettonie, de l'Esthonie, viennent de tenir, à Riga, une conférence en vue de parer au danger bolcheviste.

Depuis un certain temps, les Soviets ont abusé, sur leurs frontières baltique et polonaise, des attaques à main armée. Il n'est pas étonnant que les intéressés fassent cause commune pour couper court à ces fantaisies. Il est certain que l'Angleterre a favorisé leur jonction.

Donc nécessité d'orienter la Tchéco-Slovaquie du côté balte, point d'appui de la flotte anglaise ; nécessité d'agréger l'Allemagne à ce bloc, puis au bloc franco-belge, pour pouvoir, en toute sécurité, déclencher l'attaque finale d'où les Soviets sortiront vaincus, telles sont les conditions que doit réaliser l'Angleterre, du moment qu'elle répugne à « marcher » par elle-même. M. Chamberlain y réussira-t-il? Ce n'est pas sûr. Pourquoi? Parce que l'*Angleterre ne veut pas proportionner sa mise au bénéfice*. C'est là, chez elle, un vieux travers. Il paraît qu'elle y est fidèle.

Sans doute, comme l'a dit récemment un libéral de marque, «l'Empire est plus vaste que l'Europe » et l'impérialisme anglais doit tenir compte d'une infinité de pondérables et d'impondérables, espacés dans l'univers. C'est ainsi qu'en Asie un vaste retournement vient de s'achever, motivé par la répulsion des Dominions, Australie, Sud-Africain, Canada, Nouvelle-Zélande, à l'égard des Jaunes. C'est d'abord le vieux traité d'alliance avec Tokio qui n'a pas été renouvelé ; c'est ensuite le traité d'alliance de Tokio avec Moscou qui a été conclu (20 janvier).

Désormais en Asie deux gros blocs s'affrontent L'enjeu de la lutte est la possession des Indes et le partage de la Chine. D'un côté, l'Angleterre et l'Amérique, de l'autre, le Japon et la Russie. Les publicistes européens, sauf en France peut-être, ont bien compris l'étendue de cette révolution, qui ramène les limites de l'Europe aux « incertaines frontières polonaises ». C'est peut-être tous les dangers dont elle est grosse qui arrêtent le plus l'Angleterre dans ses projets de croisade antisoviétique immédiate.

Révolution diplomatique dans l'Europe centrale, révolution diplomatique en Asie, l'Angleterre a de la besogne sur les bras. Elle a pris son parti de l'attitude japonaise. Elle compte sur les fortifications de Singapour et des Détroits pour sauver sa situation en Orient. Elle ne prend pas son parti d'une jonction germano-russe.

Il lui serait pourtant facile d'empêcher l'Allemagne de rendre démesurément service aux Soviets. Ce serait de maintenir l'occupation de la Rhénanie. Mais de cela, l'Angleterre ne veut pas non plus. Partie complexe, dure, exigeante, que celle où M. Chamberlain se débat. Il s'agit, une fois de plus, de sauver l'Empire aux frais du voisin.

René Johannet.

LES LETTRES

LE DÉSERT DE L'AMOUR

A dire d'un écrivain qu'il est en progrès, on a l'air d'un professeur qui donne des notes. Pourtant, quand c'est la vérité? Retranchons-nous modestement derrière le jugement à peu près unanime de la critique et du public (celui-ci ne compte pas moins que l'autre), à savoir que jamais M. Mauriac n'a rien fait d'aussi riche, d'aussi émouvant, d'aussi ordonné, qu'il est sur le chemin de la perfection. Puisse-t-il y parvenir bientôt!

Les premiers livres de M. Mauriac étaient des souvenirs d'adolescence, très frais, très odorants, et dont le charme ingénu fut tant goûté que maints écrivains de son âge s'empressèrent de raconter à leur tour leurs enfances. Ce roman personnel, sorte d'élégie en prose, on ne saurait l'écrire qu'une fois. Il n'y a que les femmes qui puissent le répéter indéfiniment, parce que leur imagination fertile, ou leur mémoire infidèle, y introduit des variantes. Il faut sortir de soi. Si M. Mauriac met encore dans ses livres beaucoup de traits pris dans sa vie, nous ne lui en ferons pas grief. Qu'il case dans les « Cahiers verts » tous les Peloneyre de sa connaissance, qu'il situe *la Chair et le sang* et *Genitrix* dans les propriétés de sa famille, que le héros du *Mal* entre comme lui à l'École des Chartes, que celui du *Désert de l'amour* soit médecin, comme plusieurs Mauriac, en quoi cela nous gêne-t-il? Sans doute, l'idéal, ce serait de varier les sujets, lieux et caractères, de recomposer la plus grande partie possible du monde réel, comme

font les génies créateurs, un Balzac, un Alphonse Daudet. A ce défaut, mieux vaut de bonnes études d'après nature que de vastes compositions sans solidité.

Si les premiers romans de M. Mauriac sentaient la jonchée de la Fête-Dieu, les suivants exhalaient un parfum plus complexe, un mélange, assez déplaisant au goût de certains, de sensualité et de religiosité. En théorie, pour des lecteurs de tradition, d'éducation catholique, il ne saurait y avoir rien de plus intéressant que les drames qui se jouent dans les âmes de croyants, semblables à la leur, terrain du reste autrement accidenté, autrement pittoresque que la morne indifférence de l'incroyant.

Mais, en fait, il est délicat d'étaler devant les profanes, enclins au scandale, ces combats quelquefois malheureux de l'esprit contre la chair ; il est même délicat d'introduire, tel le merveilleux chrétien que bannissait Boileau, ces signes sensibles du surnaturel dont les fidèles ne peuvent entendre parler sans tressaillir et que maints infidèles tiennent encore pour choses sacrées, gardent enfermés dans cette petite chapelle secrète dont Dumas parlait, sous la coupole, à Jules Lemaître, où l'on n'entre plus mais où l'on ne permet pas à autrui de pénétrer.

M. Mauriac a renoncé expressément à nous offrir ce mélange trop délectable. Il a déclaré se borner à montrer la misère de l'homme sans Dieu. Nous voilà tranquilles.

Le *Désert de l'amour* est un vrai roman, et non point une étude sous forme de roman d'un état d'âme, d'un caractère, encore moins une suite de croquis ou de pensées. L'unité de sujet, l'unité de composition est plus évidente que dans ses précédents ouvrages, où l'intérêt se dispersait. Et c'est une reconstitution de la vie. Les sculpteurs disent que tous les profils d'une statue doivent être beaux et signifier le même mouvement. Il en est ainsi du *Désert*. qu'on peut considérer sous différents aspects : étude de vie familiale, poussée, en quelques traits, jusqu'à la satire, impressions d'une grande cité provinciale, paysages, réflexions aiguës, il y en a pour tous les goûts. Sur la technique de ce roman complet, je ferais bien une remarque, mais elle paraîtra si naïve que j'en rougis d'avance. Le livre commence dans un bar. Raymond Courrèges, abandonné par le camarade à qui il se proposait de raconter sa vie une bonne partie de la nuit, se trouve seul, tout occupé de soi. A ce moment, entre la femme qu'il a aimée il y a dix-sept ans, son premier amour, son seul échec dont il n'a point désespéré de se venger. Et tout le passé lui remonte à la mémoire : le collège, la rencontre en tram, les visites à Maria, la fausse

manœuvre et l'expulsion humiliante. Ce sont choses qui ne s'oublient pas. Mais — et tandis qu'il déroule ses propres souvenirs — nous voyons aussi le docteur Courrèges, son père, et l'on nous révèle non seulement ses attitudes, ses propos, mais aussi tous ses sentiments cachés, soigneusement cachés, envers Maria ; plus encore nous voyons Maria elle-même quand elle est toute seule et qu'elle se livre à d'amères méditations. Je sais bien qu'un romancier est comme le bon Dieu : il est présent partout. Mais ses personnages? Je ne pense pas qu'il eût été aisé à M. Mauriac de nous faire pénétrer par conjectures, grâce aux seuls indices qu'en a eus Raymond Courrèges, dans l'âme du docteur amoureux et de la femme en proie aux hommes. Ce qui me gêne, c'est d'avoir à faire le partage entre les souvenirs authentiques qui traversent la tête de Raymond, assis dans son bar, à deux pas de Maria, et les renseignements fournis par le romancier lui-même. Je m'empresse d'ajouter qu'une fois transporté à la table des Courrèges, où le chef de famille, taciturne, très loin de ce qui l'entoure, revit minute par minute son martyre de l'après-midi, on se sent si bien à sa place que l'on ne se demande pas, sur le moment, par quel artifice on s'y trouve.

Dans les livres de M. Mauriac, et notamment dans *le Désert*, les comparses sont aussi vivants que les protagonistes. Ce lieutenant basque, par exemple, le gendre du docteur, type de ces égoïstes honnêtes, d'autant plus odieux qu'ils sont irréprochables, ce n'est qu'un croquis, mais parfait. L'auteur de *Préséances* est doué d'une verve satirique qui suffirait, s'il le voulait, à sa gloire. Il l'exerce volontiers contre les personnes rangées, contre les devoirs et les superstitions de famille. Est-ce ressouvenir d'une impatience personnelle? ou mépris, d'inspiration évangélique, des liens terrestres? Cette ironie fait parfois songer à l'amer emportement d'un Mirbeau.

Le docteur Courrèges, grand praticien, a travaillé toute sa vie, sans un écart, sans une joie. Sa femme est une bourgeoise terre à terre, d'une sollicitude accablante, sœur de la jalousie. Sa fille chérie l'a déçue, n'ayant point hésité entre son affection et la bonne mine du lieutenant basque. Son fils Raymond lui demeure obstinément fermé. Le seul être de qui il attende tout, Maria Cross, sa cliente, sa fille spirituelle, est heureuse et flattée de sa visite quotidienne jusqu'au jour où un collégien, rencontré dans le tram, l'occupe tout entière. Ce savant, c'est un imaginatif timide, honnête homme malgré lui, infidèle de désir (ce qui est aussi coupable, mais moins amusant) ; et cet amoureux de cinquante-deux ans, qui se déclare vers la soixante-neuvième année, nous le plaignons, encore qu'il donne parfois à sourire.

Son fils Raymond n'est pas plus heureux. Il a mal commencé. Quand Maria Cross éprouvait pour lui des sentiments éthérés, il a eu le tort de ne pas se mettre au même ton. « Papillon dit qu'il faut brusquer les choses. » Justement, avec celle-là, il fallait faire traîner en longueur les approches. (Ces approches sont d'ailleurs peintes avec une grâce enivrante, bien plus pernicieuse pour le repos de notre esprit que l'idylle de *Peau d'Ange* née aussi dans un tram.) Le garçon est toujours resté sur cet échec. Il a eu beau remporter ailleurs et peu après, les plus brillants succès, ce n'est pas les victoires qu'il compte, c'est son unique défaite. Cette obstination un peu sotte est, quoi qu'en pense l'auteur, plutôt rage de vanité blessée que passion profonde. Je comprends que Raymond cherche à vexer la cruelle, mais l'occasion passée, qu'il l'oublie donc !

Celle-ci, qui n'est pas moins bien portraiturée que les autres personnages, c'est une femme qui se ment à elle-même. Elle a soif d'elle ne sait quoi. Nous, nous le savons, et elle finit par s'avouer, son rêve une fois par terre, que ses visites si fréquentes à la tombe de son enfant mort étaient prétexte inavoué à retrouver au retour l'enfant vivant. Seulement c'est une femme qui n'aime pas... Pour Maria le plaisir et le dégoût se confondent ; et cette âme assoiffée d'idéal se résigne enfin à se faire épouser par le riche papa Larousselle, et à veiller, avec une tendresse équivoque, sur le séraphique Bertrand, polytechnicien d'une trentaine d'années. C'est une pimbêche. On a presque du plaisir à la voir humiliée par l'inconduite de son vieux mari. Je pense que l'auteur nous l'abandonne et que c'est aux deux hommes seulement — à ce père et à ce fils dont les adieux, à la gare, vous tirent les larmes — qu'il souhaite « que se révèle enfin celui qui à leur insu appelle du plus profond de leur être, cette marée brûlante ».

Voilà qu'apparaît le but de M. Mauriac. Car soyez sûrs qu'il n'a point écrit tout ce beau livre pour nous apprendre que les âmes ne peuvent communiquer entre elles, — Alfred de Musset s'en est déjà plaint, et dans une des plus mauvaises pièces de Paul Hervieu quelqu'un s'écriait : « Quel désert que la vie ! », — ni que l'amour laisse un goût de cendre, Lucrèce l'a dit très bien, et s'il y a quelqu'un de mal placé pour s'en apercevoir, ce sont les personnages de son roman, qui ne pèchent que par intention, ce qui est possible indéfiniment et ne laisse aucun goût. Non, il a voulu suggérer que Dieu appelle à lui les âmes par les déceptions, les déconvenues, les désirs impossibles à satisfaire, comme on sait qu'il le fait par des épreuves soudaines et cruelles. C'est bien possible. Mais la démonstration serait plus convaincante si les deux Courrèges et Maria avaient épuisé la coupe des

plaisirs. Ils seraient certains, et nous aussi, que rien ici-bas ne peut nous suffire, qu'il faut chercher là-haut. Ainsi je suis très frappé par le témoignage de saints qui, comme saint Augustin, saint Jérôme, ont fait

...en vain le tour de toutes les sagesses
Et de tous les plaisirs,

et qui peuvent certifier en connaissance de cause qu'il n'y a de joie et de repos qu'en Dieu ; telle est, d'ailleurs, la malice du pécheur endurci qu'il les dira rentrés au port par lassitude des tempêtes, ou encore qu'au delà des bonheurs terrestres, insuffisants, il n'y a rien : la misère de l'homme sans Dieu, ce serait la misère de l'homme, absolument. Interprétation désolante, mais non pas inadmissible, du *Désert de l'amour*.

Supposons les lecteurs de M. Mauriac pleins de bonne volonté. Eh bien, outre que les caractères, les situations de son livre ne sont pas très bien appropriés à sa démonstration, il serait aussi à souhaiter que l'auteur fût encore plus dégagé, tout à fait dégagé de ces angoisses et de ces regrets auxquels il prête sa voix. Telle est sa frémissante sensibilité qu'on le croit — c'est une illusion ! — troublé du trouble de ses faibles héros qu'il semble ne point analyser, ne point représenter mais se livrer. En regard des hésitants, des velléitaires qui peuplent son œuvre, il devrait bien poser le ferme pilier d'une volonté forte, ancrée dans le bien, d'un esprit robuste et limpide qui perce en riant les ruses du Tentateur. Il y a ainsi des hommes instruits des faiblesses humaines, mais si fort élevés au-dessus d'elles, qu'en leur présence on rougit de ses misères, on les oublie sur-le-champ, on tâche à rejoindre bien vite la colonne sans laisser voir comme on était en arrière. Souhaitons que M. Mauriac qui a, comme le philosophe de La Bruyère, le dessein d'être utile aux hommes, — sans les prêcher, Dieu merci ! — nous fasse un jour l'agréable surprise de nous montrer un homme, non pas une brute telle que Dupont-Gunther ou Larousselle, mais un homme complet, « un homme enfin ! » Du même coup son art y gagnera en netteté, et, si j'ose dire, le vin capiteux de sa riche poésie se décantera, se clarifiera, aura toutes les chances de ne point s'altérer.

Robert Lejeune.

L'HISTOIRE

CONSTANTIN LE GRAND

Bien que d'une lecture parfois un peu difficile, le livre que M. Jules Maurice a consacré à *Constantin le Grand* n'est pas de ceux que l'on regrette d'avoir lus. Il fixe, ou, sur bien des points, il redresse les notions acquises, et il apprend des choses nouvelles.

Cependant le sujet ne semblait pas prêter aux découvertes. L'histoire de Constantin a été copieusement écrite dès l'antiquité même, d'abord par les chrétiens Eusèbe et Lactance, dont le premier, tout au moins, a reçu les confidences directes de l'empereur, puis par Aurélius Victor, Eutrope, Zosime, etc. De nos jours, l'attrayante figure du premier César chrétien a éveillé la curiosité et provoqué le zèle de toute une brillante pléiade, héritière du vieux Tillemont. Il suffira de citer le duc de Broglie, Aubé, Champagny, Gaston Boissier, enfin et surtout le regretté Paul Allard, qui lui a consacré le dernier tome de sa *Persécution de Dioclétien*.

L'étude attentive des médailles, des inscriptions, du droit, de l'organisation administrative, a toutefois permis à M. J. Maurice d'accroître ce fonds déjà si riche. La vision fameuse de Constantin, qui rend chrétien de cœur l'adversaire de Maxence et lui fait mettre sur les enseignes la croix avec le monogramme du Christ ; l'attitude de simple protecteur du christianisme, d' « évêque du dehors » adoptée par lui après sa victoire du pont Milvius, sa politique de tolérance entre le paganisme dont il reste, comme empereur, le *pontifex maximus*, et le christianisme, dont il proclame la vérité, sans vouloir en imposer le culte, étaient déjà connues, et M. Paul Allard, entre autres, les avait mises en pleine lumière. C'est principalement sur deux points que M. J. Maurice présente des vues et des développements

originaux : 1° l'indépendance donnée à l'Église par la donation d'un domaine désormais inaliénable ; 2° la création d'une monarchie chrétienne à l'intérieur d'un empire païen, et pour servir cette nouvelle royauté, l'institution d'une nouvelle noblesse.

Dès 312 ou 313, l'empereur converti sans être baptisé, — il ne le sera qu'à la fin de sa vie, — constitue à l'Église un embryon de domaine temporel : il cède à l'évêque de Rome son palais de Latran, prélevé sur ses biens propres. La distinction du domaine privé et du domaine public du souverain datait du troisième siècle. Le domaine privé avait reçu sous les Sévères une administration à part. Les biens ainsi distraits et donnés à l'Église continuèrent à jouir du même régime légal que les autres biens de l'empereur, ce qui les préserva d'abord des impôts, plus tard, des spoliations. Constantin favorisa ensuite l'Église en admettant tout son clergé dans sa noblesse, et en s'entourant personnellement des évêques les plus éminents. Comme chef d'un empire païen, dont il devait observer les lois et les traditions, le souverain n'était pas libre, mais dans sa propre maison, dans son palais, il était le maître. Telle est la distinction heureuse que M. J. Maurice a fait ressortir. Il y eut en Constantin un empereur païen et un roi chrétien. Il gouverna « en chef de famille le palais devenu chrétien » et voulut même « lui faire absorber tout l'Empire ».

La noblesse dont il s'entoura fut conférée à la personne plus qu'à la charge. Rome n'avait connu jusque-là que la noblesse tirée des fonctions. Sous la République, le patriciat n'était que l'illustration des magistratures exercées par les aïeux. La noblesse sénatoriale de l'Empire n'eut guère d'autre source que la faveur du prince. Au-dessous des sénateurs, les chevaliers ne représentaient que la finance et la bourgeoisie enrichie. Au quatrième siècle, les chevaliers avaient, d'ailleurs, entièrement envahi les rangs du Sénat. Constantin crée, pour la première fois, une noblesse personnelle. Les pères des empereurs deviennent les *patrices;* les ministres, les *illustres;* au-dessous viennent les *spectabiles* et les *nobilissimi;* enfin, trois rangs successifs de comtes.

Ce titre de *comites* était fort ancien : il avait été porté à l'origine par les « compagnons » volontaires de César. Sous Tibère, les comtes faisaient partie intégrante de la maison impériale et recevaient un traitement. Ils devinrent ensuite de véritables officiers de la couronne. Le *comte des domestiques*, par exemple, était le commandant des troupes du palais et, avant de revêtir la pourpre, Dioclétien avait rempli cette charge.

Constantin admit plusieurs manières d'atteindre cette noblesse,

dont aucune ne vint de la naissance. La base fut essentiellement le mérite personnel et la vertu : « Il n'y a pas de noblesse sans vertu, ni de vertu sans noblesse, » l'axiome chrétien de Dante peut déjà s'appliquer à la noblesse de Constantin. Ce qui la distingue et l'anime, c'est le sentiment de l'honneur, qui est, dit M. Maurice, la pudeur chrétienne du bien (*verecundia*).

On peut entrer dans le palais chrétien et dans la noblesse impériale, — car c'est tout un, — d'abord par le métier des armes, après avoir conquis le congé d'honneur des vétérans, et alors on se range parmi les *protectores*, qui forment la garde personnelle du souverain et deviennent une pépinière d'officiers supérieurs. C'est à eux que Constantin confie l'étendard victorieux au chiffre du Christ, le *Labarum*. Tout *protector* a rang de sénateur. Son titre lui crée des obligations morales qui sont déjà celles de la chevalerie : protéger les faibles, défendre les opprimés, empêcher les brigandages, redresser les torts, etc. La carrière de la chancellerie, c'est-à-dire celle des bureaux du palais, soumis au maître des offices, est une deuxième source d'anoblissement.

En dehors de ces fonctions militaires ou civiles, les professions libérales divisées en quatre grandes classes, avocats, médecins, professeurs, rhéteurs, peuvent aussi conduire à la noblesse. Le palais s'ouvre tout grand au talent, principalement lorsqu'il brille dans l'éloquence ou dans les lettres et qu'il s'accompagne de cette vertu dont l'exigence est le signe même du règne nouveau.

Quant au clergé, en assimilant tous ses membres aux *vacantes*, fonctionnaires qui, bien que n'exerçant plus, ou honoraires, n'en étaient pas moins dignitaires du palais, Constantin le fait entrer tout entier dans la noblesse. Les évêques, désormais, marcheront de pair avec les plus hauts personnages, et c'est ainsi que l'Église chrétienne, qui sort des persécutions de Dioclétien, entrera de plain-pied dans la hiérarchie impériale.

Quand M. Jules Maurice dit que cette organisation du palais chrétien et de la noblesse nouvelle survivra à l'Empire et se transmettra intacte au royaume franc, peut-être exagère-t-il un peu. Les noms seuls, ou presque seuls, survivront. Les *ducs* ne rappelleront que de loin les anciens chefs des armées romaines ; les *comtes* seront les compagnons d'armes des rois, choisis uniquement parmi les guerriers. La noblesse franque et son héritière la féodalité, ne sera qu'une noblesse militaire, ne laissant aucune place au mérite civil.

A l'avènement de Constantin, l'Empire non seulement gouvernait le monde, mais on peut dire qu'il l'absorbait tout entier. L'État

était devenu, directement ou indirectement, le maître universel des biens et même des personnes. C'est, comme M. Jules Maurice le fait avec raison ressortir, la première et la plus vaste entreprise de socialisme d'État que le globe ait connue. Comment l'Empire en vint-il à ce point d'annexer toutes les facultés et de tuer toutes les initiatives? Par la démagogie, qui le poussa peu à peu à nourrir la plèbe. Les distributions de blé, d'abord exceptionnelles, durent devenir régulières. Puis, quand le doigt fut mis dans l'engrenage, le corps y passa. Après le blé, il fallut donner ou livrer à bas prix l'huile, la viande de porc et enfin le vin. C'est ainsi que le peuple de Rome, puis celui de toutes les grandes villes, finit par vivre presque exclusivement aux frais de l'État. Ces largesses ne pouvaient naturellement s'exercer qu'au détriment des classes qui travaillaient et produisaient. Au troisième siècle, et surtout sous l'influence des empereurs asiatiques, l'État dut s'assujettir par des contrats léonins les corporations. Celles-ci eurent à remplir trois fois par an les greniers de l'Empire, et comme les prix du client unique et tout-puissant tendaient toujours à baisser, la culture devint de moins en moins rémunératrice. Le propriétaire était, en outre, écrasé d'impôts, car il fallait de plus en plus d'argent pour soutenir ce ruineux système, et tout le poids en retombait sur la classe moyenne. La noblesse sénatoriale n'était, en effet, astreinte qu'à un don volontaire, semblable à l'abonnement gratuit du clergé sous notre ancien régime. La bourgeoisie était tout naturellement tentée de se soustraire à ses charges en entrant dans la classe supérieure. Pour l'en empêcher, l'Empire du troisième siècle l'attacha à son rang et l'asservit sur ses terres : « La loi, dit M. Maurice, enchaîna le curiale, le commerçant, le cultivateur, qui possédaient la terre, à leur propriété foncière. Celle-ci répondit de l'accomplissement de leurs charges ; ils perdirent le droit de la vendre, et même, pour les cultivateurs, de s'en éloigner. » Une telle entreprise de servitude générale, en négation formelle du vieux droit romain, ne put se consommer que sous l'influence des législateurs de cet Orient où les foules sont esclaves et n'eurent jamais la notion de la liberté.

Les conséquences du système ne se firent pas attendre. Las de ne travailler que pour le fisc, les cultivateurs laissèrent leurs terres en friche. Il fallut des armées d'agents pour surveiller les contribuables et traquer les fugitifs. Un parasitisme énorme dévora des ressources de plus en plus restreintes. Un immense dégoût de la vie dépeupla les villes comme les campagnes. Pour combler les vides, l'Empire dut faire appel aux barbares. L'expérience est-elle d'hier ou d'aujourd'hui?

Cet état de choses, Constantin le trouva tout établi et n'y put rien changer. Il se contenta, par de meilleurs choix, d'assurer dans l'administration plus de probité et plus d'ordre. Mais en favorisant le principe moral et l'organisation religieuse, qui, seuls, devaient survivre à la ruine universelle, l'empereur chrétien contribua, en somme, à sauver de l'Empire et de la culture latine tout ce qui pouvait en être sauvé.

On ne peut nier que du livre de M. Maurice, cette curieuse figure ne se détache plus nette et avec plus de relief. L'empereur né païen, fils du vieux romain Constance Chlore, grand prêtre d'Apollon, et d'une concubine barbare, d'ailleurs convertie au christianisme et, plus tard, canonisée, sainte Hélène, ne pouvait entièrement échapper aux vices de sa naissance et de son temps, et apparaître tout à coup comme un saint. Ceux qui lui ont reproché son zèle pour l'Église ont aussi relevé ses fautes et les drames qui ensanglantèrent son foyer. Mais à ces faits, le nom de malheurs convient mieux que celui de crimes. Leur cause originelle, bien antérieure à la conversion de Constantin, fut la répudiation de sa première femme, Minervina, dont il avait un fils, Crispus. Il se sépara de cette femme pour épouser une fille d'empereur, Fausta. C'est de celle-ci que vint tout l'opprobre. Animée d'un génie diabolique, elle commença par faire périr son propre père, Maximilien Hercule, attiré dans un piège, à l'intérieur du palais d'Arles. Plus tard, par les sortilèges de sa beauté, cette nouvelle Phèdre égara le fils aîné de Constantin, Crispus, qu'elle fit condamner à mort, détruisant ainsi l'obstacle qui séparait ses propres enfants du trône. Quelques mois plus tard, douloureusement surpris, Constantin devait infliger le châtiment suprême à cette femme artificieuse et corrompue.

En même temps que ces drames domestiques attristaient ses jours, le prince protecteur, le fondateur de Constantinople, devait affronter les querelles religieuses et juger les hérésies dont l'Orient a toujours été la patrie féconde. Il est certain qu'il se laissa séduire par Arius. Mais peu après, sentant les approches de la mort, Constantin voulut recevoir le baptême et entrer enfin dans cette communion des saints, dont sa qualité de simple catéchumène l'avait jusque-là éloigné. Car, ne voulant pas être à la fois chrétien et païen, il avait sans cesse reculé ce suprême instant, et au moment même où il se fit baptiser, il abdiqua l'empire. Ce fut ensuite la vie qui l'abandonna. Pour la première fois, le linceul de pourpre d'un César apparut entre les reliques des apôtres.

Paul Ballaguy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. EUGÈNE LAUTIER

M. Eugène Lautier a fait une brillante carrière dans le journalisme et la politique officieuse. Il a connu presque dès le berceau ce bienfait des dieux qu'est l'amitié des grands hommes, et une conspiration aussi tacite que flatteuse se forma dès qu'il eut l'âge viril pour le célébrer comme un causeur original et pittoresque : on proclama dès lors qu'il n'était point de déjeûner d'amis ou de dîner mondain qui fût complet s'il n'y apportait en aperçus historiques et littéraires ou en anecdotes parisiennes et régionales ce ragoût indispensable qu'est l'esprit. Cependant, convive de toutes les bonnes maisons, partenaire de toutes les célébrités, confident des hommes d'État et familier des mécènes, diplomate secret de toutes les puissances et intime des maîtres de l'heure, au point qu'ils n'eussent osé se réunir sans prendre garde que son couvert ne fût mis, comblé d'honneurs, chamarré de croix, cravaté de toutes les cravates, étincelant de toutes les plaques, ayant conquis par le bienfait de tant d'amitiés augustes et son intelligence de l'opportunité et de l'occasion, cette indépendance matérielle et morale qui, seule, vaut la peine de vivre, M. Eugène Lautier n'était pas heureux. Il avait tout et il n'avait rien, puisqu'il n'était pas député. Il voulait l'être. Pourquoi? Pour être ministre? J'affirme que M. Lautier n'aimerait point de l'être, à la manière de M. Ricard ou de M. Ogier, sans être député. Un ministre, pour lui, ce n'est pas grand'chose. Il en a fréquenté de trop près. A posséder trop de choses humaines, on prend juste la conscience décevante de leur néant. Alors? Influence? Mais M. Lautier est plus influent que le plus influent des parlementaires. Tribune? Il a eu le droit de dire toute sa pensée dans les milieux qui comptent et dans les plus grands journaux. Il n'a besoin ni de marchepied, ni de tribune. Caprice

d'un enfant gâté du régime? Quelle coupe peut donc lui offrir le Parlement, qu'il n'ait vidée jusqu'à la dernière goutte? Cherchons encore : naïveté peut-être ou marque d'une certaine qualité d'intelligence, ou entêtement à demander tout aux méthodes dont l'excellence lui paraît surabondamment démontrée?

Si M. Lautier est naïf, c'est de cette naïveté qui n'est que la rançon de trop de roueries. La vérité n'est pas simple, comme écrivait le bon abbé Lejay, et la psychologie humaine est faite de contradictions. Par quelle curieuse obstination M. Lautier, qui a possédé tant de choses essentielles, veut-il celle qui ne signifie exactement rien, sinon le moyen d'obtenir ce qu'il possède par ailleurs?

Léon Daudet nous a dit le prestige qu'exerçait l'Académie sur Barrès adolescent, et que Barrès lui-même expliquait par un certain provincialisme respectueux et charmant. Le Parlement doit exercer sur Lautier une attraction du même ordre, quoique de qualité moins délicate, mais non moins mystérieuse. M. Lautier, à force de parisianisme trop exercé, en revient-il, non à sa province, où l'on sait ce que vaut l'œuvre du Parlement et des parlementaires, mais à la candeur de son village? Quelque instinct lui donne-t-il l'appétit de ce spectacle un peu bas qu'est la vie quotidienne du Parlement? J'entends que d'aucuns tiennent le Parlement pour une école d'esprit, de subtilité et de machiavélisme. Pour ce qui est de la subtilité et de l'esprit, M. Lautier n'a pas besoin d'aller à l'école. Aussi bien, le jeu, là-bas, est-il devenu sommaire et brutal, et les quelques ficelles un peu souples et un peu fines, on les tend du dehors, là où justement était M. Lautier. Mais quoi? il aime le Parlement pour lui-même. Tous les goûts sont dans la nature. Mais en avouer certains, c'est trahir le fond de son âme. M. Lautier serait-il moins délicat sur la cuisine que ne le pensent certains qui le tiennent pour un gourmet? Il apparaît qu'il ne craint ni la margarine, ni la sauce en série et qu'il ne répugne point au fricot du pauvre.

Mais peut-être encore est-ce souci d'appliquer jusqu'au bout une méthode. Il vaut mieux mépriser les choses en les possédant. M. Lautier, qui avait la rosette rouge à l'heure où ses confrères de départ rêvaient encore du ruban violet, aime peut-être mieux pouvoir parler du Parlement comme quelqu'un qui en a été. La méthode qui lui a tout donné n'est que l'application suivie d'une forte volonté bien dirigée, sans écart et sans faiblesse. Rien ne semblait cependant, dès le berceau, prédestiner M. Lautier à un éclatante carrière. Ni une exceptionnelle beauté, ni un génie exceptionnel, non plus qu'une fortune royale, une famille illustre, ou des succès universitaires retentissants et la consécration des grandes écoles. M. Lautier fut un modeste reporter. Mais il avait de l'ambition et savait juger. Son esprit vigoureux était

libéré des sentimentalités vaines, et sa volonté froide était tendue vers un but. Il avait compris que dans une société un peu anarchique et renouvelée, chacun, avec de la volonté, de l'aplomb et de l'esprit de suite, pouvait prétendre à la première place. Il comprit aussi, dans la démocratie de l'intelligence, le rôle de la publicité, et la nécessité de faire la sienne soi-même. Il comprit enfin qu'il est deux catégories d'hommes : ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, et qu'il n'est pas plus difficile de faire sa carrière parmi les premiers que parmi les seconds : le tout est de vouloir, et de vouloir à temps. M. Lautier devait devenir une Éminence grise et un oracle, comme Arthur Meyer était devenu homme du monde : pour l'avoir voulu à temps, avec esprit de suite. Une faconde méridionale, une voix sonore et tonitruante, un sens comique que n'avait pas encore émoussé vingt ans de succès, un mélange de séduction et de brutalité qui n'était ni sans charme ni sans prestige, de l'autorité et de la confiance en soi : telle fut sa première mise. Il sut la faire fructifier. De l'information confidentielle et sûre, il passe aux services officieux. Mais sa force fut de donner à sa qualité professionnelle une allure supérieure de culture, qui le classe de pair — l'aplomb aidant — avec ceux qui l'employaient. Quant à ceux auxquels il rendait service et avec qui ses fonctions le mettaient en rapport, il devint leur aimable compagnon, leur familier, leur ami et leur confident. Pour cela, il lui fallut refaire sa culture. Et aller vite, car il était le premier, dans son milieu, qui y songeât. Là encore, avec la dure justesse de son jugement sur la valeur des jurys mondains, il ne perdit pas de temps. Il se composa une érudition précise, reliée par de grandes lignes claires, et se fit une spécialité de morceaux de bravoure, d'anecdotes amusantes et pittoresques et de paradoxes ingénieux, servis avec assurance et une autorité décisive. On lui a entendu dire qu'il venait de lire Tocqueville dans le train qui l'amenait de villégiature. Encore avait-il lu Tocqueville et connaissait-il Cormenin. Il a lu aussi Thureau-Dangin, et Renan. Son origine latine le rend apte à tout comprendre, et son génie naturel lui permet de tout juger. Il ne s'embarrasse pas de discerner : il y eût perdu du temps. Et l'autorité, dans le monde, est préférable à la délicatesse. Du moins pour ce à quoi il en voulait venir. Quand on est l'ami, goûté, craint, et considéré, de quelques personnages éminents, et qu'on veut être l'ami de tous les autres, il n'y a qu'un pas à faire. M. Lautier est devenu le commensal et le familier de tout ce qui compte dans la politique, la littérature, la banque, l'art et les affaires. Par ailleurs, M. Lautier a été un de nos meilleurs journalistes. Sa plume était à la fois éloquente et redoutable : il écrit mieux qu'il ne parle. Deux heures après l'accident mortel de Berteaux, il écrivait contre l'agent de change, démagogue, bon enfant et cocardier, qui avait compromis avec une si cou-

pable légèreté, par surenchère et amour d'une basse popularité, l'organisation de la défense nationale, un article célèbre dont la sombre beauté fit oublier que le cadavre de la victime était encore tout chaud. Il a écrit ainsi au Figaro, *au* Temps, *à l'*Homme libre *des articles éclatants ou ingénieux, qui lui ont donné le droit, professionnellement, de parler à ses confrères en ami condescendant. Au dehors, prenons garde que cette valeur n'a point fondé sa réputation : elle lui a simplement permis de lui rester égal. Ce qui est beaucoup. C'est peut-être plus encore d'en avoir compris la nécessité.*

M. Lautier, cependant, ne parvenait pas à être député. Pas plus dans l'Hérault que dans les Landes, pas plus au scrutin proportionnel qu'au scrutin uninominal, et cette incessante défaite prenait quelque chose de fatidique. Mais M. Lautier, qui est un esprit fort, ne se laissait pas impressionner. Il parvint à violer la fortune et cette dernière victoire sur cette déesse capricieuse est peut-être le plus flatteur de ses succès. Car M. Lautier — qui n'est point féministe — n'aime point, là non plus, qu'on lui résiste, et il laisse entendre volontiers que les succès dans cet ordre d'idées ne sont aussi qu'un résultat de la volonté, à condition que, dans ce domaine encore, on soit égal à sa réputation. Ai-je dit qu'il avait, par ailleurs, la verve un peu rabelaisienne? M. Lautier entre au Parlement, je ne dirais pas : par la petite porte, mais enfin, comme député de la Guyane. C'était, explique-t-il, pour trouver sur mesure « un mandat d'arrondissement. » Diable d'homme! Il faut que tout soit toujours fait exprès pour lui. La position, d'ailleurs, n'est pas sans avantage. Il est peu probable que les électeurs de Cayenne demandent à M. Lautier des comptes politiques sévères. Au demeurant, je soupçonne le maire de Benesse-Maremme de nourrir des ambitions sénatoriales : tout de même, les Landes c'est mieux. Seulement, M. Cadilhac n'a pas envie de s'en aller et les élections sont en 1933! Mais M. Lautier a un compte à régler avec M. Millerand. C'est un homme qui n'oublie rien.

M. Lautier est entré au Parlement à cinquante-sept ans. Trop tard pour son désir. Trop tôt pour sa gloire. Il devait lui être donné, en effet, d'étonner le monde par son ingratitude. Cet homme cultivé, qui aime la table et les salons, et qui se prétend Parisien, est un fidèle du Cartel des gauches. Non par ambition, notez-le. Par goût. Il a donné de tout son cœur dans la bataille du 11 mai. L'écœurante chiennerie des premiers jours, quand la meute, babines retroussées et crocs en avant, se ruait, privée de pâtée et d'os pendant quatre ans, escaladait les clôtures, prenait à la gorge les gens en place, ne le rebute point. N'oublions pas, et c'est le lieu d'y revenir, que M. Lautier est de Paulhan, entre Pézenas et Lodève, et que, si M. Poincaré fut son commensal

et son ami, il avait sans doute en 1913, *et dans le secret de son cœur, voté — rouge — pour M. Pams.*

Il y a longtemps, un soir, nous avons vu avec surprise, nous qui ne sommes venus ni de l'Hérault ni des Landes, M. Lautier, au Figaro, *entre M. Robert de Flers et M. Léon Bérard, célébrer son « maître Robespierre ». Il a ainsi donné parfois, et souvent à son insu, d'excellentes leçons de pragmatisme et on l'a entendu, au* Temps, *professer sinon le Cartel, du moins le jacobinisme intégral. A ceux qui diront : « C'est le contraire, » nous répondrons que M. Lautier, par une implacable logique, est devenu cartelliste, et tout de même, il n'avait point voulu cela! Je crois qu'il sacrifie, dans le cartel, à une inéluctable nécessité qu'il tient, en bon pragmatiste, pour frivole et d'ailleurs temporaire. Mais il est radical. Au fond, M. Lautier n'a pas dépouillé l'homme de Paulhan. Il est de la* Dépêche *et c'est là une seconde nature. Et voici, du même coup, la cause de la « violente amour » qu'il a toujours eue pour le Parlement. Pour aimer vraiment le Parlement, il faut être radical, et pour être vraiment radical, il faut être du Midi. Voici un Lautier nouveau expliqué, dans ses fibres profondes et ses lointaines origines. C'est un Albigeois de Paulhan : il a les dragonnades à venger. Ce radical clairvoyant, qui a été pour la Ruhr et qui a donné l'appui de son talent à la politique extérieure de M. Poincaré, n'a pas pardonné au Bloc national la pacification religieuse, pas plus, assure-t-on, qu'il n'a pardonné au monde conservateur que le Jockey-Club lui ait retiré sa carte de pesage. Il dit « le retour offensif des jésuites » comme on le dit à Murviel, à Lésignan ou à Vauvert, et, à la lettre des cardinaux, il lui a semblé qu'on allait encore révoquer l'édit de Nantes. Nous l'avons vu, ce jour-là, en colère, mais dans une colère bleue, tapant du pied, et l'œil jetant des éclairs. D'une voix toujours sonore, mais âpre, il annonçait la grande journée qui permettrait de distinguer les vrais républicains. Il allait, net, aux douteux, les secouant : « On va se compter, » et il ajoutait : « Les traîtres, je les clouerai au pilori, pendant quatre ans! » Il eût terrorisé M. Léon Bérard, si M. Léon Bérard s'était soucié du pilori de M. Lautier. Mais M. Lautier lui-même se souciait bien du pilori! C'est guillotiner, qu'il voulait dire. Et déjà, fouillant d'un doigt fiévreux les dossiers, il inscrivait en marge, à l'article « interpellation Cazals » le fameux* hic *de Fouquier. Cette journée-là était la seule qui comptât! Il s'agissait bien alors du protocole de Genève, et du pain cher et de la livre et de l'évacuation de Cologne. Encore qu'il ait lu Babeuf et peut-être Adam Smith et Fourier, M. Lautier n'a pas été élevé à considérer ces balançoires. Son cœur, ce jour-là, était tout près de M. Blum et il maudissait en secret M. Poincaré de n'avoir pas, occupant la Ruhr, rompu avec le Vatican, et,*

montant une garde sacrée sur le Rhin, déclaré la guerre aux « frocards ». La formation de la Dépêche *donne une logique qui ne produit pas souvent des Albert Sarraut!*

Cela mis à part, M. Lautier est le collègue, certes, un peu enfant gâté, auquel tout est permis, et dédaignant un peu les milieux dans lesquels il évolue, il n'aime guère la contradiction. Il la méprise ou l'écrase. Sa voix le lui permet. Il lui arrive de se mettre en colère, même dans le monde; ce n'est pas très convenable, car il n'a pas bon caractère et il est susceptible. Au reste, quand on respecte sa personnalité et si on l'écoute, il est amusant, instructif et agréable. Un de nos amis, qui fut son collaborateur et ne pense pas comme lui, vante avec émotion son libéralisme. Le maître Robespierre était en défaut ce jour-là. De même, Lautier n'invalide jamais. Il méprise ce procédé. Peut-être est-ce encore un moyen de jeter une pierre sur la mémoire de ce pauvre Berteaux, qui aimait tant invalider. Il aime, en somme, la générosité peu compromettante. Pour le bien juger, il faut cependant savoir, et seul il le sait, ce qu'il y eut d'effort sous son épicurisme satisfait. L'opinion qu'il a de lui-même en serait mieux justifiée. Et pour l'absoudre par charité chrétienne de ses défauts, parfois déplaisants, il ne faut pas seulement penser à son talent : il faut penser aussi à la vanité de son dernier triomphe. La fortune, en se donnant à lui une dernière fois par un diabolique et mystérieux caprice, l'a déçu et peut-être trahi.

★★★

Le Théâtre : *Madelon.*

Voici un fait qui ne laisse pas d'être déplaisant et même un peu inquiétant : M. Sarment a donné sur une scène du boulevard une pièce excellente et elle n'a pas rencontré la faveur de la critique. Nous pensons que la critique s'est trompée. Mais il est regrettable qu'elle se soit trompée cette fois-ci. M. Sarment était en effet le premier des jeunes talents d'après-guerre qui réussît à imposer une pièce à l'une des grandes entreprises théâtrales du boulevard. Si cette expérience avait bien tourné, d'autres directeurs eussent été tentés. M. Sarment eût entraîné derrière lui plusieurs de ces jeunes auteurs qui, faute d'être accueillis ailleurs, ne sortent point des théories littéraires. Et nous ne cessons de proclamer le danger de ce divorce entre le public et les jeunes écrivains. Les auteurs, en particulier les nouveaux venus, ont besoin du public, qui est en dernier ressort leur juge naturel. C'est au public que s'adresse l'art dramatique et il manquera toujours quelque chose à un art, à un écrivain qui n'auront pas su plaire. Le public est, disons-nous, juge naturel, il n'est pas juge infaillible. Il lui est arrivé de méconnaître

Phèdre. Mais s'il n'avait pas applaudi *le Cid* et *Andromaque*, Corneille et Racine n'eussent pas réussi leur carrière. Aussi bien, l'échec de *Phèdre* a découragé Racine d'écrire des tragédies profanes, comme l'échec d'*Athalie* l'a découragé d'écrire des tragédies sacrées. Il n'est pas d'exemple connu d'auteur dramatique écrivant des chefs-d'œuvre contre le goût public, et si Musset avait insisté après l'échec de la *Nuit vénitienne*, il est fort possible que sa carrière se fût déroulée tout autrement et que ce génie comblé de dons n'eût pas sombré si vite. Une fois de plus, une théorie romantique paraîtra malfaisante et stupide et barbare : un écrivain qui vit dans une tour d'ivoire n'est pas un génie épanoui.

La pièce de M. Sarment n'est peut-être pas encore un chef-d'œuvre. C'est sûrement une œuvre excellente, telle qu'il faut conseiller sans hésiter à l'auteur d'insister dans cette voie, pour laquelle il est doué et où il ne peut pas ne pas rencontrer le succès. C'est le devoir de tout lettré de lui dire que, cette fois, ce n'est pas lui qui s'est trompé. On reviendra à cette *Madelon*, quand M. Sarment aura fait sa course dans cette direction. Elle marque un nouveau point de départ. Après les redites et les excès du *Mariage d'Hamlet*, nous attendions que M. Sarment se renouvelât : il a commencé et il n'y a aucune raison pour qu'il cesse de progresser et s'arrête en route.

Pourquoi cette pièce n'a-t-elle pas plu? Parce que le principal personnage masculin n'est pas très sympathique. Or, nous jugeons excellent qu'il soit ainsi, à ce moment précis de la carrière de M. Sarment. Ce qui ennuyait dans *le Mariage d'Hamlet*, était ce jeune homme avantageux qui faisait des poses. Le personnage de *Madelon* est encore pareil en quelque manière, mais d'abord, il n'est plus que cela, et puis surtout, cette fois, M. Sarment ne prend plus les défauts à son compte. Il peint un cœur faible, en effet. Mais il le peint en touches dont la vérité émeut, dont la fine profondeur enchante. En conscience, c'est bien par là qu'il faut aller.

Le point sur lequel la critique pourrait toucher juste est celui-ci : la pièce est un peu mince. Tout l'intérêt vient de la justesse des sentiments. Cela suffit à nous ravir, mais le public réclame une plus forte intrigue et il n'a pas tort. Que M. Sarment y prenne garde : il ne faut tout de même pas qu'il n'y ait plus en France que M. Méré qui sache faire une pièce bien charpentée.

Après que la critique a parlé, c'est le public, disons-nous, qui est juge d'appel et en dernier ressort. Or, après avoir paru dérouté et flottant pendant les derniers jours, le public s'est repris, a oublié ou négligé les sévérités du premier verdict, et il fait à la pièce de M. Sarment un accueil assez honorable pour qu'on puisse dire que le jeune auteur a gagné la partie. Il est fâcheux qu'il faille s'en remettre au public du soin de rectifier le jugement de la critique. L'important est que M. Sarment n'ait pas échoué au boulevard. L'important est qu'il ne quitte pas la voie où il s'est engagé avec

Madelon, qu'il y persévère et qu'il y donne sa vraie mesure.

Madeleine est une Française que le hasard des aventures a conduite à vivre en Amérique. Car cette aimable et faible Madeleine a eu des aventures ; mal mariée, déçue, abandonnée, sensible et tendre, elle-même se compare à la *Madelon* de la chanson, qui ne sait que rire et n'être pas sévère. Un soir, à New-York, elle rencontre un tout jeune musicien exilé qui a du chagrin. Elle entreprend de le consoler, par vocation. Mais le petit serpent réchauffé retourne ses dents contre sa bienfaitrice. Il a du chagrin parce qu'une jeune fille, en France, n'a pas voulu de lui : il prouve à Madeleine qu'elle se doit de le consoler jusqu'au bout, et elle se laisse d'autant mieux convaincre qu'elle a envie d'être convaincue. Éternelle scène de séduction, que nous voyons au théâtre à des centaines et à des milliers d'exemplaires. M. Sarment y met un accent à lui, une amertume railleuse et lucide, d'une saveur étrange, d'une rare sûreté de touche sous l'air léger. Les personnages semblent toujours un peu jouer à se renvoyer comme à la raquette les vives et brillantes répliques. A regarder de près, il y a sur les balles de fines gouttes de sang. C'est par ce jeu des répliques que les personnages se révèlent, sans le chercher, sans le vouloir. Voilà la qualité qui apparente M. Sarment aux auteurs de la meilleure lignée ; ses personnages ne s'expliquent pas, ils se peignent par les propos qui leur sont naturels, et c'est un des secrets de l'art dramatique. Madeleine paraît faible de toutes les manières, par mollesse, par bonté, par habitude, par système. Elle est amoureuse par tempérament, avec une nuance : elle est de celles qui préfèrent protéger qu'être protégées. Il lui aurait fallu des enfants. Elle a le goût, le besoin des dévouements maternels. Enfin, elle n'est plus très jeune. Marc-Adolphe n'est pas méchant, mais il est égoïste. Comme tous les hommes jeunes, d'abord. Et puis, son égoïsme a aussi une nuance : c'est l'égoïsme instinctif de l'artiste qui se sent appelé par une vocation et qui y sacrifie tout, sans y songer, par conséquent sans le dire. C'est ce qu'il y a d'excellent. S'il le disait, il serait ennuyeux et bête comme une théorie romantique. Mais il ne le dit pas parce qu'il ne le sait pas.

Puisque *Madelon* est une pièce toute faite sur le jeu des sentiments, cette exposition est la bonne, et elle suffit. Le reste coule naturellement. Madeleine est à l'âge du dernier amour, à l'âge où la femme s'attache à plus jeune qu'elle, cas général aggravé chez elle par la vocation maternelle. Marc est jeune, insouciant, égoïste, il aime une autre femme et il aime son art : il va faire souffrir Madeleine, tout naturellement, sans y penser, et c'est d'une vérité cruelle, pitoyable et parfaite. Le second acte, qui montre cet enchaînement fatal des lois de la nature, est excellent et il n'a pas plu. Occasion de rappeler le vers de Boileau si heureusement modifié par un sage : *Rien n'est beau que le vrai : le vrai n'est pas aimable.*

Au troisième acte, ils sont revenus en France. Madeleine a travaillé de toutes les manières à la jeune gloire de Marc ; par ses relations, par ses soins. Il avait du talent, il est devenu célèbre. Alors, la jeune fille qui le méprisait veut bien de lui, et il quitte Madeleine, et pour qu'elle le quitte sans heurt, par égoïsme, par lâcheté, il tente de la pousser dans les bras d'un autre. Puisqu'elle a eu un passé, elle peut bien avoir un avenir. Ce beau calcul n'a oublié qu'une donnée : Madeleine était à l'âge et dans les conditions où l'on s'attache pour toujours. Elle est blessée au plus profond, mais elle connaît Marc, elle sait qu'elle lutterait vainement. On peut lutter contre un fort, on ne lutte pas contre un faible. Elle se sacrifie, car le sacrifice fait partie de la vocation maternelle.

Des années après, Marc est touché par le malheur et il a besoin d'un secours. Le jour même où il doit jouer une partie décisive pour son avenir, il perd sa mère. Il a fait mauvais ménage avec sa jeune fille, et rien n'est plus naturel, plus conforme à leur double logique : lui égoïste, incertain et qui ne pense qu'à la musique, elle légère et froide, et qui ne l'a épousé que parce qu'il était devenu célèbre. Le voilà seul dans la vie, si faible à l'heure où il a besoin de courage pour passer un obstacle. Remettre la partie? La vocation artistique d'un côté, l'égoïsme de l'autre, il n'y pense même pas, et que cela est vrai! Alors, il fait appel à Madeleine, et elle vient, elle le berce, elle le remonte en selle, l'envoie à la lutte, reste auprès de lui pour l'encourager tant qu'il en a besoin, et s'en va ensuite, ne sachant que trop qu'on ne retient pas un enfant gâté. On le gâte quand on l'aime, c'est la cruelle logique de la faiblesse humaine.

Non, M. Sarment ne s'est point trompé, on ne peut pas se tromper quand on analyse le cœur avec cette attention clairvoyante. On peut donner des pièces plus dramatiques, on n'en peut guère donner de plus vraies. Il est vain de vouloir que les auteurs soient le contraire de ce qu'ils sont. Tout au plus est-il permis de leur dire : « Allez par ici plutôt que par là. » Que M. Sarment aille du côté de *Madelon* plutôt que du côté du *Mariage d'Hamlet*, dès le premier jour nous avons attendu de lui, aux nuances fines qui sont propres au temps, un petit-fils de Marivaux.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LE PACTE DE SÉCURITÉ. — *A leur retour de Genève, M. Chamberlain et M. Bénès ont des entrevues avec M. Herriot. Pour M. Chamberlain, le protocole de Genève est mort, il doit être remplacé par un pacte avec l'Allemagne. M. Bénès s'efforce de concilier ce point de vue avec*

le point de vue de M. Herriot qui persiste à ressusciter le protocole. Il propose, au lieu du pacte universel de Genève, deux pactes particuliers, l'un pour l'ouest, l'autre pour l'est (16 *mars*).

Les négociations se poursuivent. L'Allemagne se montre disposée à donner les preuves de « sincérité » qu'on lui demande. Elle accepterait les articles du traité de Versailles qui prévoient la démilitarisation de la rive gauche du Rhin. Derrière cette modération, il faut distinguer son désir de voir réussir le pacte qui lui laissera sa liberté à l'est.

Cependant la Pologne s'inquiète d'entendre sans cesse parler d'une révision de ses frontières comme gage donné à la paix. Le 16 *mars, la Diète silésienne proteste et une grande manifestation a lieu à Varsovie.*

Aux Communes, au cours d'un débat sur le pacte à conclure, M. Chamberlain laisse échapper une partie de sa pensée. Il qualifie la proposition allemande de « tentative sincère et honnête ». Il se peut, dit-il, que l'Allemagne « ne veuille pas, qu'elle ne puisse pas, comme c'est le cas pour l'ouest, renoncer à tout espoir et à toute aspiration de voir apporter une modification de ses frontières dans l'est ». Les engagements de l'Angleterre ne peuvent pas s'étendre à toutes les frontières (24 *mars*).

Le plébiscite du Reich. — *Il a lieu le* 29 *mars et ne donne pas de résultat définitif. Ballottage le* 26 *avril. Le candidat des partis de droite unis, le docteur Jarres, arrive en tête avec* 10 300 000 *suffrages, suivi du social-démocrate Braun, du catholique Marx, du communiste Thaelmann, du démocrate Hellpach et du populiste bavarois Held.*

France. — *Le débat à la Chambre des députés sur la lettre des cardinaux donne lieu de vifs incidents, M. Herriot provoque les protestations de l'opposition par ses paroles sur « le christianisme des banquiers ». Le marquis de la Ferronnays est expulsé* (20 *mars*).

Allemagne. — *M. Marx ayant encore une fois renoncé à constituer le cabinet prussien, le docteur Hepker Eschoff, démocrate, est élu président du Conseil par la coalition du centre, des démocrates et des socialistes* (31 *mars*). *Mais cette coalition ne disposant que d'une majorité précaire, le Landtag sera dissous le* 3 *avril.*

Angleterre. — *Mort de lord Curzon* (20 *mars*).

Égypte. — *Le Parlement égyptien, dès sa réouverture, élit président Zagloul-Pacha, candidat de l'opposition. Le cabinet offre sa démission. Le roi Fuad prononce la dissolution de l'Assemblée* (23 *mars*).

Palestine. — *L'inauguration de l'université juive de Jérusalem doit avoir lieu le* 1er *avril. Le mécontentement est tel chez les chrétiens et les musulmans que lord Balfour ne peut faire son entrée en ville que sous la protection des troupes* (24 *mars*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 32138.